

P8971B

511

CLIO

Périodique trimestriel

NUMERO 49

1^{er} trimestre 1977



Bruxelles

Liège

Centre de la pédagogie de l'histoire et des sciences de l'homme

SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT



COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER - Marinette BRUIER - Giovanni BUSINO -
Roger CHRISTE - Gilbert DE LANDSHEERE - Huguette
DUSSAULT-DUMAS - Pierre GOUBERT - Paul HARSIN -
Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André JORIS -
Christian LAVILLE - Jacques LE GOFF - Louis-Théo MAES -
Lucile MARBEAU - Philippe MOUREAUX - Albert SOBOUL -
Jacques STIENNON.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJZENBERG-KARNY - Pervenche BRIEGLEB - Josette
DEBACKER - Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX -
Jacqueline DELROT - Jean DUGNOILLE - Arlette GOD-
FROID-LAURENT - Maggy HODEIGE - Nicole JOZIC-
HIERNAUX - Michel REVELARD - René ROBBRECHT -
Freddy SCHANER - Gérard TURPIN - Jenny VANROELEN -
René VAN SANTBERGEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT ANNUUEL (4 numéros) :

Professeurs, bibliothécaires, etc.	400 fr. b.
Professeurs retraités	350 fr. b.
Etudiants	300 fr. b.

En Belgique, paiement au n° 704-0420050-97 de la Caisse
d'Epargne IPPA, à Liège, avec la mention « D.S.10.750.713,
abonnement **Cahiers de Clio** »;

A l'étranger, paiement au n° 704-0423333-82 de la Caisse
d'Epargne IPPA, à Liège (Belgique), avec la mention
« abonnement **Cahiers de Clio** ».

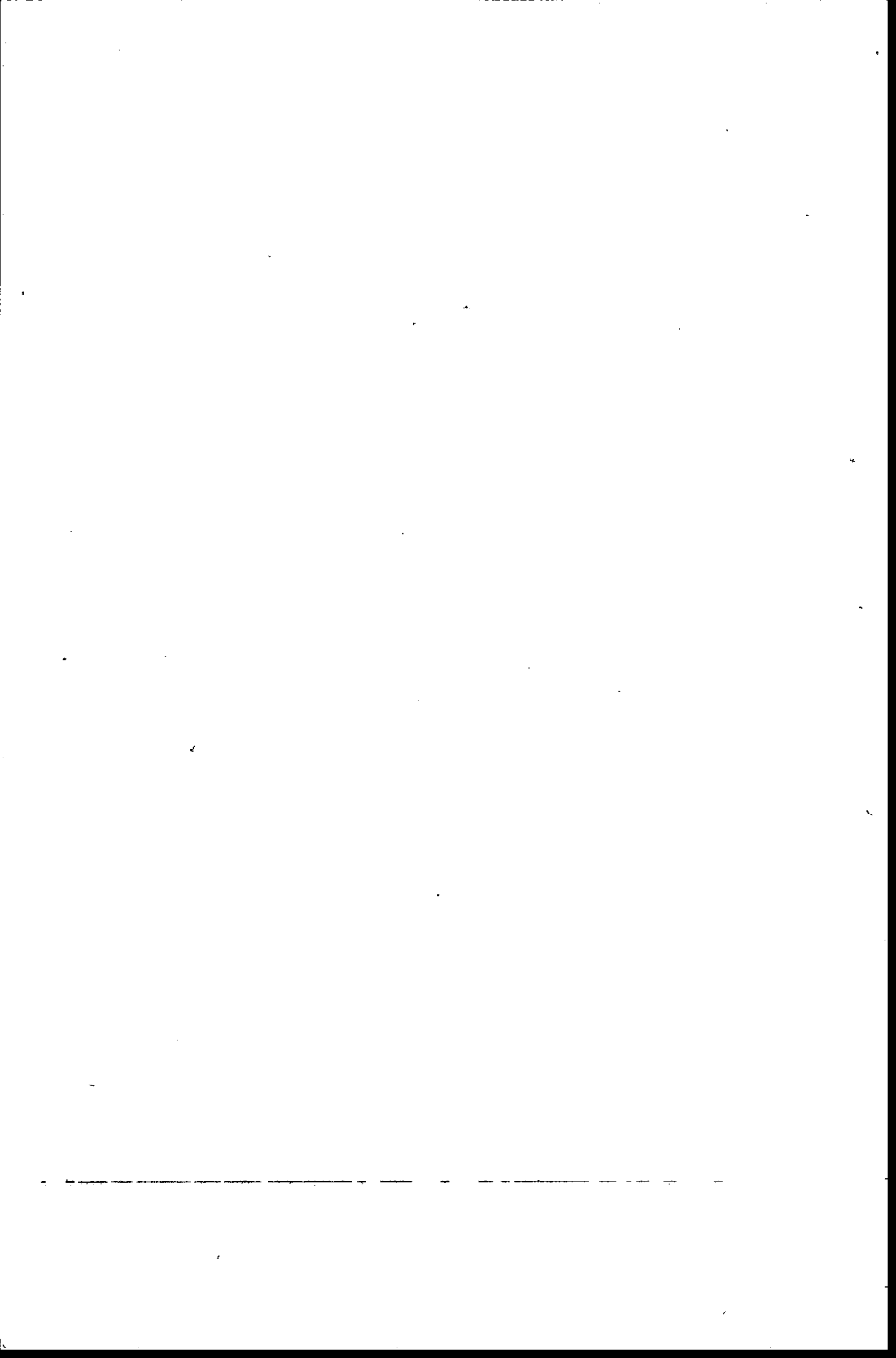
Correspondance concernant les abonnements à adresser à
Maggy HODEIGE, rue Saint-Gilles, 343 - boîte 054 —
B - 4000 LIEGE (Belgique).

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques

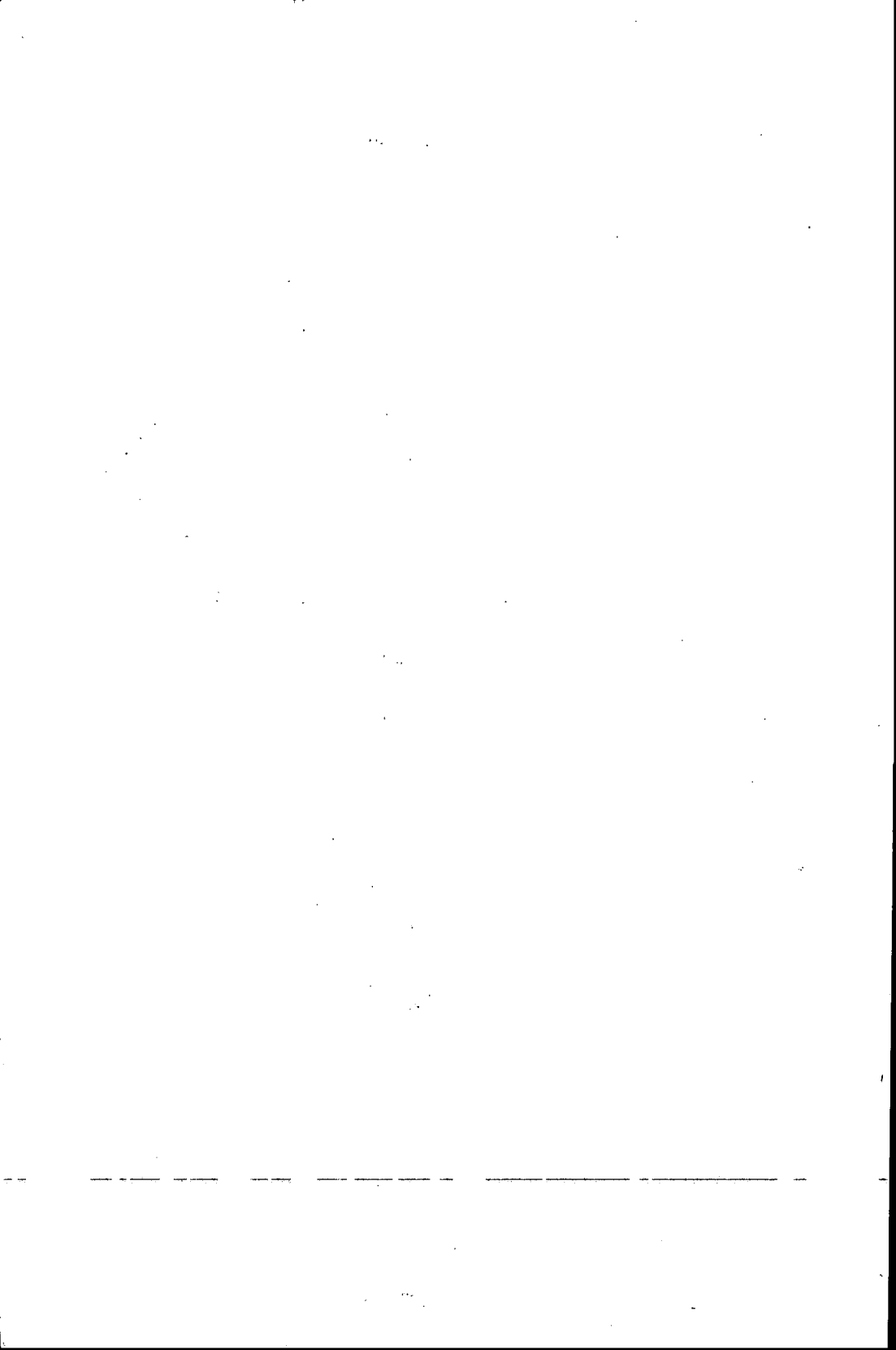
SECRETARIAT :

Liliane DE KEYSER, avenue Télémaque, 51 - 1190 Bruxelles.

CAHIERS DE CLIO



INFORMATION SCIENTIFIQUE



L'HISTORIOGRAPHIE COMME SCIENCE HISTORIQUE⁽¹⁾

1. L'EVOLUTION DE L'HISTOIRE FACE AUX AUTRES SCIENCES

Il peut sembler un peu étrange, peut-être même légèrement comique, que dans un congrès international intitulé de « sciences historiques », l'on propose implicitement en guise de préliminaire l'idée que l'historiographie (c'est-à-dire l'histoire en tant que pensée, recherche, analyse et exposition) pourrait aussi bien ne pas être une science.

Cette opinion inquiétante, qui n'effleure guère la plupart des professionnels de l'historiographie, ou qui, si elle les effleure, est considérée, — toujours par la plupart d'entre eux, — comme hérétique, a été exprimée plusieurs fois depuis l'époque de Bacon, de Descartes, des pyrrhoniens, jusqu'à aujourd'hui ; récemment le problème fut posé, — et reçut une réponse tout à fait négative, — par cet esprit vif, subtil, érudit quoique parfois paradoxal, qui est celui de Paul Veyne⁽²⁾. Du reste, consolons-nous : pas même l'économie, à laquelle ont été appliquées les méthodes d'investigation des mathématiques, de la physique, de la chimie, de la biologie, pas même l'économie dis-je, si l'on croit l'économiste américain R.A. Solo⁽³⁾ n'est ni ne deviendra jamais une vraie science.

Science : dans quelle acception, Et encore : la science en général ou les sciences en particulier ? Il n'est pas nécessaire de citer, même sommairement, les multiples et diverses proportions de classification des sciences particulières, mais bien de souligner dans chacun de ces projets l'exigence plus ou moins évidente de trouver un trait commun caractérisant la science et donc toutes les sciences en particulier.

L'on entre ici dans la forêt sauvage des conceptions de la gnoséologie et de la philosophie de la science, conceptions relatives à l'adaptation de la pensée au réel, pour autant qu'on accepte ou qu'on n'accepte pas comme nécessaire l'existence extra-subjective du réel. La rigueur voudrait que le théoricien de la science historique prenne position sur ces problèmes philosophiques majeurs et, en un certain sens, terribles, qui sont à l'origine des problèmes spécifiques des théories historiographiques.

Dans les faits, il en va autrement. Abandonnant les sphères hyperuraniques de la haute philosophie, et laissant les inquiétantes questions de prin-

- (1) Les deux articles publiés ici reproduisent les textes des communications faites lors du *XIVe Congrès international des sciences historiques* tenu à San Francisco, en août 1975.
- (2) *Comment on écrit l'histoire*, Paris, 1971. Voyez le compte rendu critique de R. ARON, dans *Annales, E.S.C.*, 26, 1971, p. 1319-1345 ; — M. de CERTAU, *Une épistémologie de transition : Paul Veyne*, dans *Annales, E.S.C.*, 27, 1972, p. 1317-1327 ; — A. MOMIGLIANO, *Il problema della coscienza storica*, trad. ital., Napoli, 1969, p. 31.
- (3) *The Collapse of Establishment Economics*, 1972.

cipe gnoséologiques, le chercheur, sensible à l'exigence de construire une base logique à la science de l'histoire (il s'agit d'ailleurs souvent et même presque toujours, non d'un professionnel de l'histoire possédant pour le moins l'expérience pratique de son travail, mais d'un théoricien étranger à une telle expérience), se fabrique un modèle exemplaire de science, auquel il conforme sa science particulière. Généralement, le modèle est constitué par ces sciences auxquelles l'opinion courante attribue le plus de caractéristique de la « vraie » science, c'est-à-dire qui se rapprochent le plus du vrai et procurent une plus grande certitude.

Comme modèles les plus tentants, il y a, de préférence aux sciences mathématiques, abstraites ou formelles, avec leurs concepts et leurs schémas logiques sans correspondance dans la réalité, les sciences dites empiriques ou naturelles. H. G. Gadamer⁽⁴⁾ reconnaît que les sciences humaines, « pour s'assurer une bonne conscience scientifique, continuent à être attirées par le modèle des sciences naturelles, tandis qu'elles développent leurs méthodes historicocritiques ».

A tant de complexes, tous plus ou moins de matrice explicative freudienne, l'on devrait en ajouter un autre : le complexe scientifique, ou mieux, le complexe d'infériorité vis-à-vis de la science. Y échappent les artistes, les lettrés, les poètes, même les architectes. En souffrent les historiens, ou du moins, à ce qu'il semble, bon nombre d'historiens. Et pas seulement les historiens : même un anthropologue social aussi célèbre que Lévi-Strauss conclut son discours inaugural au Collège de France, en 1960, en avouant « se nourrir d'un rêve secret : elle [l'anthropologie sociale] appartient aux sciences humaines, son nom le proclame assez, mais si elle se résigne à faire son purgatoire auprès des sciences humaines, c'est qu'elle ne désespère pas de se réveiller parmi les sciences naturelles, à l'heure du jugement dernier »⁽⁵⁾. Certes, sur le plan pratique, sur le plan des applications technologiques, domaine qui suscite le plus d'admiration, que nous ont apporté les historiens ? Apparemment rien : l'esprit de l'escalier. La maxime éculée *historia magistra vitae* n'a plus aucun crédit.

Au fond, sur le plan des applications ou des déductions pratiques, sur le plan de l'utilitarisme, la « vraie science » historique serait la futurologie, s'il s'agissait d'une science ; mais ce n'est pas le cas. Même des mathématiques les plus abstraites, même de la physique la plus théorique peuvent naître, directement ou indirectement, des suggestions ou des applications pratiques. Mais de l'historiographie ? Les historiens n'ont pas su fournir d'arguments aptes à prévoir, à déconseiller, à empêcher des guerres meurtrières et inutiles⁽⁶⁾ ou l'infamie des génocides.

Plus probablement, le complexe d'infériorité des historiens vis-à-vis des « hommes de science » n'est pas lié au fait que leur discipline n'est pas pragmati-

(4) H. G. GADAMER, *Il problema della coscienza storica*, trad. ital., Napoli, 1969, p. 31.

(5) *Annales, E.S.C.*, 15, 1960, p. 637.

(6) Il est inutile d'observer que d'un point de vue abstraitement rationnel et philanthropique, toute guerre est inutile et condamnable ; elle n'est jamais l'« hygiène des peuples », comme l'appelèrent certains forcenés. Mais on ne peut nier d'autre part que les guerres ont produit quelquefois — pas toujours — des situations neuves et durables, souvent imprévues et imprévisibles, qui ont été considérées comme positives et sur lesquelles l'histoire a poursuivi sa trame. De ce point de vue, un historien communiste pourra difficilement juger inutile la première guerre mondiale, et un historien antifasciste la seconde. On objectera que ces guerres n'ont fait qu'accélérer un pro-

que, à son absence d'utilisation immédiate aux fins de la vie en société, mais au caractère moins certain, d'une vérité moins absolue, des données qu'eux-mêmes élaborent et fournissent. Mais la meilleure défense du caractère scientifique de l'historiographie nous vient d'un philosophe de la science : *Explanation does not necessarily imply a reference to the future. Therefore the contention that the social sciences, — et nous ajouterons : parmi elles l'histoire, — are not sciences since their explanation are not always predictive and testable, comes down either to the arbitrary decision about the use of the word « science » which we can either accept or reject*⁽⁷⁾.

Même sur ce terrain, le complexe d'infériorité des historiens n'a pas de raison d'être. Laissons de côté les sciences mathématiques, qui possèdent une certitude dans la mesure seulement où l'on admet que la logique de l'esprit humain et de ses déductions est elle-même une certitude ; cependant Kurt Gödel a apporté une note de relativisme dans le « conventionnalisme » déjà répandu dans les mathématiques modernes⁽⁸⁾. La géométrie euclidienne a accepté le voisinage d'autres géométries. Et, d'autre part, le temps est fini où l'on considérait comme absolue la certitude de la physique galiléo-newtonienne ou de la chimie de Lavoisier. Le principe d'indétermination et de relativité est désormais accepté par les sciences physiques et biologiques ou des sciences dites de l'homme, parmi lesquelles se trouve aussi l'histoire.

Pris dans un sens rigoureux, le principe d'indétermination affirme que, aussi exactement informé que l'on puisse être sur les antécédents d'un événement déterminé, cela ne permet guère de prévoir si cet événement se vérifiera réellement, et quelles en seront les caractéristiques et les conséquences ; si ce principe est reconnu comme valable pour les sciences physiques et biologiques, nous pouvons nous figurer quel crédit l'on peut accorder à cette curieuse pseudo-science, adaptation moderne du prophétisme, qu'est la futurologie, exception faite pour les cas fortuits, — toujours allégués, — de Tocqueville et de Burckhardt.

Mille arguments pourraient débarrasser les historiens du complexe d'infériorité qui les a rendus plus ou moins humbles et soumis à l'égard des « scientifiques ». Si Messène pleure, Sparte ne rit guère ! Au lieu de cela, loin de suivre leur propre chemin, les historiens se laissent éblouir par les méthodes et les fins des « sciences » et tentent un accommodement avec des conceptions et des méthodes qui amènent la recherche historique dans des domaines qui ne lui sont pas familiers, qui la dénaturent, qui lui font assumer l'apparence d'autres disciplines avec lesquelles elle a certainement une parenté même étroite : sociologie, démographie, statistique, ethnologie, etc., — car l'historiographie comme la géographie est par nature éminemment « interdisciplinaire », — mais avec lesquelles elle ne doit pas se confondre ; à moins que l'on n'inverse paradoxalement le rapport et qu'on postule une espèce de panhistorisme selon lequel, sous le signe général du changement lent ou rapide auquel rien n'échappe, tout serait histoire. Au fond, l'histoire, en tant qu'enregistrement et fixation d'événements changeants au

cessus qui se serait de toute façon produit, débouchant sur l'effondrement du tsarisme et du fascisme. Justement : se serait produit, au conditionnel : un monde que l'historien devrait ignorer, quand il pense ou il écrit.

- (7) D.W. THEOBALD, *An Introduction to the Philosophy of Science*, Londres, 1968, p. 46-47.
 (8) L. BULFERETTI, *Dopo Gödel : critiche alla reversibilità della logica al solo formalismo*, dans *Relata Technica*, 5, 1973, p. 663-685.

cours des temps, a eu sa revanche sur les sciences de la nature, puisque celles-ci aussi sont forcées de constater cette versatilité dans le cours de leur histoire, qui a connu non seulement une évolution, mais des révolutions dans ses principes.

Cependant, la tendance des historiens à emprunter les méthodes de recherche et de vérification des « scientifiques » reste malgré tout prononcée, même s'ils ont conscience du péché originel d'infériorité qui pèse sur eux dès le départ, du fait que dans les sciences physiques, etc., l'hypothèse est vérifiable grâce à la répétition, artificielle ou non, du fait observé, alors que la répétition n'est pas possible en histoire, pas même occasionnellement, vu le caractère incomparable, la particularité, l'individualité absolue, *una tantum*, du fait historique. Il est vrai que cette conception généralement acceptée de la non-répétition du fait historique, considéré comme événementiel, s'atténue quand le fait historique, ou plus exactement la situation historique envisagée, est de longue durée ; et si l'on admet le caractère pas tout à fait individuel et répétable d'une situation de longue durée, la porte est ouverte à la confrontation avec des situations analogues, c'est-à-dire à l'histoire comparée : science acceptable pour autant qu'elle insiste davantage sur ce qui différencie que sur ce qui unifie, pour autant donc qu'elle ramène le phénomène de longue durée au concept d'individualité, de particularité et de non-répétition.

Ces tentatives en vue de donner à l'historiographie une apparence scientifique en s'appuyant sur les sciences physico-naturelles, se manifestent dans la terminologie scientifique, dans les conceptions structurales, dans l'élaboration de modèles, dans le choix de critères statistico-quantitatifs. Lorsque l'on parle de terminologie scientifique, on ne se réfère pas à la langue des sources ni à leur interprétation et leur traduction en langage historique moderne (opération d'importance fondamentale, mais qui n'entre pas ici en ligne de compte), mais bien à la terminologie moderne, actuelle, par laquelle on caractérise un fait historique. Les liens avec la linguistique, la sociologie, la philosophie sont ici particulièrement étroits : des termes comme liberté, hasard, nécessité, facteur, élément, fonction, tradition, crise, système, société, état, nation, peuple, bourgeoisie, prolétariat, aristocratie, civilisation, culture, ville, autonomie, indépendance, etc., sont employés non dans un sens précis, rigoureux, irrécusable, mais avec des nuances non négligeables ; sans parler de la charge émotive, de la valeur intrinsèque de plusieurs de ces termes, comme crise, nation, peuple, bourgeoisie, aristocratie, civilisation, etc. Depuis plusieurs années déjà, Otto Brunner a attiré l'attention sur les risques d'une telle terminologie en historiographie⁽⁹⁾. On sait que démocratie signifie autre chose dans les pays de l'Europe de l'Ouest et dans ceux de l'Europe de l'Est ; que le capitalisme n'est pas la même chose pour W. Sombart et pour M. Weber ; que le féodalisme peut-être pris dans le sens de droit public ou dans celui de droit privé ; sans parler de l'abus qu'on fait du terme « crise » qui, partant du concept de déséquilibre dû à des contradictions internes, a fini par désigner une quelconque difficulté. Alors qu'en physique les concepts de masse, matière, énergie, etc. sont sans équivoque, cette fluctuation terminologique de l'historiographie constitue déjà un symptôme de sa nature moins scientifique par rapport aux sciences physico-naturelles. Je ne suis pas naïf au point de

(9) Voyez aussi le chapitre X : *Fallacies of semantical distinction* du très intéressant volume de D. Hackett FISCHER, *Historians's Fallacies. Toward a Logic of historical Thought*, Londres, 1971, p. 263-281.

croire qu'une proposition de définition internationale des termes d'usage de l'historien puisse rencontrer quelque adhésion, et que même si cela était possible, on puisse ainsi guérir l'historiographie de son état d'infériorité scientifique à cet égard. En substance, pour appliquer à l'historiographie une définition de Koyré⁽¹⁰⁾ ayant trait aux sciences physico-naturelles, l'historiographie vit encore dans le monde de l'à-peu-près, et n'est pas encore passée à celui de la précision. Réussira-t-elle jamais à vaincre cette difficulté préliminaire ? C'est une question à débattre et qui selon moi demande une réponse négative. Certes, il est incontestable que dans certains domaines de son activité, l'historiographie a fait des progrès vers le monde de la précision, depuis l'époque des pères de Saint-Maur. Certes, à partir du Lachmann, l'édition de textes documentaires acquiert une rigueur autrefois impensable. Mais nous avons ici affaire, non pas à la phase du travail historiographique proprement dit, mais à la préparation, avec le plus d'exactitude possible, du matériel sur lequel l'historien devra travailler.

En vérité ce défaut, cette infériorité constitutionnelle de l'histoire n'est imputable à celle-ci qu'en partie : l'historiographie ne fait qu'employer le langage approximatif des sciences sociales, économiques et politiques. Même ses hypothèses de recherche et d'explication du fait historique partent de conceptions typiques de ces sciences, à la seule différence qu'elles ne sont pas soumises à une vérification concrète. Aussi longtemps que la sociologie, — cette discipline à la fois tant exaltée et tant contestée de notre temps, — n'aura pas perfectionné ses instruments de recherche et surtout ses conceptions de fond et sa terminologie, on ne peut guère espérer davantage que l'historiographie se rapproche d'un langage scientifique, mise à part, bien sûr, la constante préoccupation de la part de l'historien d'expliquer l'adaptation de ces termes aux diverses situations historiques, afin d'éviter ce qui a été justement défini comme étant la faute la plus grave de l'historien : l'anachronisme⁽¹¹⁾.

L'une des voies par laquelle l'historiographie a cru et croit encore racheter sa prétendue infériorité scientifique et accéder à la dignité de science au même titre que les sciences physico-naturelles est le structuralisme. Comme cela arrive souvent, ce nouveau mot pompeux contient, comme enveloppée dans un noyau, une modeste et antique connaissance, que l'on peu résumer par ce mot populaire, puisé dans l'expérience commune : « Tous se tient ». Ainsi, le mot structuralisme, apparu d'abord en psychologie⁽¹²⁾ et en cristallographie, a comme ancêtres des termes tels qu'ordonnance, organisme, système. Ce n'est pas un terme univoque : au contraire, selon Boudon⁽¹³⁾ c'est un terme des plus obscurs et des plus complexes, même dans les sciences physiques et biologiques. Il ne faut donc pas que les historiens se laissent prendre à de telles incertitudes. La parenté du structuralisme avec les vieux concepts d'organisme et de système apparaît évidente⁽¹⁴⁾, si l'on admet la définition du structuralisme comme ce qui confère à un agrégat

(10) *Les philosophes et la machine. Du monde de l'« à-peu-près » à l'univers de la précision*, dans *Etudes d'histoire de la pensée philosophique*, Paris, 1966.

(11) Ch. SAMARAN, Préface à *L'Histoire et ses méthodes*, Paris, 1961, p. XIII.

(12) Th. SCHIEDER, *Strukturen und Persönlichkeiten in der Geschichte* dans le volume très important *Geschichte als Wissenschaft. Eine Einführung*, München-Wien, 1965, p. 159.

(13) *A quoi sert la notion de structure ?*, Paris, 1968.

(14) Voyez R. WITTRAM, *Das Faktum und der Mensch. Bemerkungen zu einigen Grundfragen des Geschichtsinteresses*, dans *Historische Zeitschrift*, 185, 1958, p. 60.

d'objets la qualité de système ou d'organisme. On distingue aussi, mais pas toujours clairement, entre la structure, qui serait l'armature avec ses éléments de soutien, et le système, qui serait la construction résultant de celle-ci. On distingue de même entre système dynamique et système statique, selon qu'ils sont ou non sujets au phénomène de *feedback* (réaction) de leurs éléments ; par conséquent le structuralisme historique n'aurait affaire qu'aux systèmes dynamiques. Des conceptions telles que « les propriétés collectives du système ne sont pas la somme des propriétés des parties », ou « l'interruption de l'une comporte l'altération plus ou moins profonde de toutes les autres, à travers une espèce de procédé d'automatisme », etc, peuvent avoir une signification importante dans les sciences physiques et biologiques, et peut-être aussi en économie, mais on ne voit pas quelle peut être leur utilité pour l'historien, au-delà de la constatation générale de l'interdépendance des forces historiques.

Le caractère vaguement scientifique de ce concept de structure, — mais de structure économique, — se retrouve dans une page de Marx : « Par le changement de la base économique (= structure) on bouleverse plus ou moins rapidement toute la gigantesque superstructure. Quand on étudie de tels bouleversements, il est toujours indispensable de distinguer entre le développement matériel des conditions économiques de la production, qui peut être constaté avec la précision des sciences naturelles, et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques ».

Mais la vogue du structuralisme, soutenue d'un côté par l'attrait du « scientifique », de l'autre par l'esprit économique et social qui prévaut dans les conceptions politiques contemporaines, a pris une ampleur croissante, se conformant au structuralisme en linguistique et en anthropologie sociale et culturelle. Au cours des discussions critiques sur ce thème, les points de vue théoriques, — c'est parfois recommandable, — ont largement prévalu sur les cas concrets. Souvent, dans l'exposé général, on n'est pas parvenu à comprendre quelles étaient les structures examinées. Surtout, on n'a pas toujours pu voir s'il fallait distinguer les structures d'ordre économique et social des structures d'ordre mental. Parmi les premières on pourrait mettre, par exemple, la famille, le clan tribal, les associations de métier (arts, gildes), les communautés rurales et urbaines, les sectes religieuses, les communautés monastiques, les associations politiques secrètes ou non, les partis politiques, les assemblées politiques ou autres, les monopoles financiers et industriels, les forces armées, la piraterie, les associations de délinquance, etc. Nombre de celles-ci, indépendamment de toute conception structuraliste, ont été et sont encore examinées par d'autres disciplines, historico-juridiques et sociologiques en particulier : de sorte qu'elles présentent un nouveauté relative. En substance, ce sont les mêmes structures que l'on appelait autrefois institutions, et qui, sous cet aspect et sous ce nom, ont été très étudiées⁽¹⁵⁾. Avec cette différence, toutefois, qu'on ne peut manquer de souligner, qu'elles étaient en général étudiées comme institutions d'un lieu et d'une époque déterminés, alors que le structuralisme n'exclut pas la possibilité de les étudier en tant que phénomène général

(15) Ce n'est pas un hasard si l'un des pères éloignés du structuralisme comme recherche de « types » — est Otto Hintze, versé dans l'étude des institutions, spécialement administratives. Voyez le volume de K.G. FABER, lucide et très bien informé, *Theorie der Geschichtswissenschaft*, München, 1971, p. 90.

qui peut se manifester en des temps et lieux divers ; sans négliger cependant de mettre en relief à l'intérieur de ce schéma les différences propres à chaque cas, se plaçant ainsi dans la ligne d'un possible comparatisme ; et ceci ne surprend guère : la sociologie, de laquelle une bonne part de ces conceptions dérivent, étant par sa nature même comparatiste. D'autre part, la préoccupation du structuralisme de ne pas s'enfoncer totalement dans la généralité, révèle la tendance à préserver à la structure ce même caractère spécifique et particulier que l'on reconnaît à l'événement.

Parmi les structures mentales, il faudrait mettre les conventions morales et sociales, les croyances animistes, la magie et la sorcellerie, les valeurs artistiques, l'obligation morale de la vengeance privée, le patriotisme national et l'esprit de clocher, la foi dans le progrès, les attitudes et les sentiments face à la mort, le sens de l'honneur individuel, de classe, de nation, la sécurité et l'insécurité économique, l'appréciation de la richesse, etc.

Contrairement aux types idéaux wébériens, qui sont des constructions existant seulement dans l'esprit de l'historien, lequel, du sein de la réalité historique tire certains traits communs et généraux, donnant ensuite un nom à cette construction idéale, la structure accentue le caractère réel ou supposé tel, et non purement inventé de ses éléments, et envisage entre ceux-ci un rapport fonctionnel⁽¹⁶⁾, l'analyse dans ses éléments connectifs permanents, — permanents du moins pendant un temps relativement long. D'où l'analogie de la structure avec ce qui a été appelé, de façon peut-être un peu approximative et simpliste, le phénomène historique de « longue durée », par opposition à l'événement qui représente l'instant fugitif. Mais, quant à la valeur que l'historien attribue respectivement à la structure et à l'événement, une surestimation de la première par rapport au second paraît discutable. En effet, les deux sont indissociables : l'événement représente au sein de la structure le moment dynamique qui met ou peut mettre en crise la structure même, en rompre l'équilibre interne, en faire éclater les contradictions latentes.

Ici pourrait se poser le problème gênant de la recherche des origines ; et en effet : une structure ne naît pas du néant ; elle a des antécédents, c'est-à-dire des éléments distincts et séparés qui, unis dans l'esprit de l'historien, concourent à former la nouvelle structure. Personne ne niera que l'histoire purement événementielle n'ait été largement complétée par l'histoire des structures. Ce qui ne paraît ni convaincant ni acceptable, que ce soit d'un point de vue théorique ou d'un point de vue pratique, c'est la prétention de la part des adeptes de l'histoire structurale d'imposer celle-ci, de la présenter comme la seule « vraie » histoire, la seule digne d'être étudiée, écrite et apprise, refusant l'histoire des événements, c'est-à-dire essentiellement l'histoire politique, ou la reléguant à l'arrière-plan comme une chose accidentelle un peu significative, comme quelque chose d'analogue à cette « petite histoire » qui faisait autrefois partie des domaines considérés comme mineurs de l'anecdote et de la biographie, autre aspect de l'historiographie que les novateurs de l'histoire structurale voudraient reléguer dans le bric-à-brac des greniers.

(16) E. PITZ, *Geschichtliche Strukturen. Betrachtungen zur angeblichen Grundlagenkrise der Geschichtswissenschaft*, dans *Historische Zeitschrift*, 1964, p. 265-305.

Personne ne peut prévoir quelles seront les voies maîtresses de l'historiographie dans dix ou quinze ans, ou au XX^e siècle, en supposant que la situation générale concède encore aux historiens, outre le droit de vivre, celui d'exercer leur passe-temps. Naturellement, il n'est pas question ici du fait que le grand public des lecteurs (grand dans un sens relatif) préférera toujours l'histoire événementielle, même présentée de façon académique, à l'histoire des structures, d'autant moins accessible qu'elle prend des allures plus scientifiques. Mais l'on pense et l'on dit : l'historien « scientifique » ne doit pas se préoccuper des goûts et des préférences des lecteurs vulgaires, non initiés aux secrets de la recherche historique. L'historien enquête et écrit avant tout pour ses confrères historiographes qui seuls peuvent le comprendre et l'apprécier. C'est seulement dans cette voie que la recherche historique peut progresser et a déjà progressé. Tout cela est vrai. La fortune aujourd'hui déclinante de ce que l'on nomme l'« histoire romancée », dans le genre Lytton Strachey, c'est-à-dire, — pour peu qu'elle soit intelligente, — une histoire du vraisemblable et non du certain, et surtout du vraisemblable psychologique, d'où la préférence pour la biographie, une telle fortune, donc, montre que même le « grand public », que l'historien « scientifique » professionnel considère avec dédain, éprouve un certain désir, et même une certaine exigence de vérité, de certitude, et que le goût de l'histoire « distrayante », — distrayante dans le sens étymologique, c'est-à-dire qui détourne l'esprit de ses préoccupations, — ne domine plus parmi les lecteurs spécialisés. Mais à force d'accroître ce qui est durable, ce qui caractérise sous certains aspects une longue période, on court le risque de perdre de vue ce qui est mouvement et changement, autrement dit la vie, autrement dit l'histoire. Et qu'on ne vienne pas dire que l'historiographie, la haute historiographie « scientifique » ne doit pas s'occuper de l'individu commun de culture moyenne, et qu'elle doit être réservée aux seuls initiés, comme la physique nucléaire et quantique ; et tant pis pour qui ne la comprend pas. L'histoire, même apprise très, très approximativement, constitue souvent inconsciemment pour l'homme moyen, au même titre que l'hérédité et la tradition, la base de la plupart de ses mythes, de sa conception du monde ; et cela non seulement au XIX^e siècle si féru d'histoire, mais aussi au nôtre. *Geschichtsbilder sind mächtig*⁽¹⁷⁾.

La même tendance à élever l'historiographie jusqu'aux sphères de la vraie « science » se manifeste par ailleurs dans la construction de « modèles » historiques, à vrai dire, appliqués jusqu'à présent, du moins à ce qu'il semble, à la théorie économique et à l'histoire économique-sociale seulement. On a le sentiment que ces modèles, bien que s'appuyant principalement sur des éléments statistico-quantitatifs, ne sont peut-être pas si éloignés des types idéaux wébériens ; lesquels offrent l'avantage de pouvoir s'appliquer aussi en dehors des limites de l'histoire économique. Cela ne veut pas dire que l'intelligence tentative par exemple de Kula⁽¹⁸⁾ ait échoué ; cela veut dire simplement qu'elle ne sort pas du domaine de l'histoire économique-sociale, qui n'est pas le seul aspect de la vie.

(17) W.J. MOMMSEN, *Sur la situation politique dans les sciences sociales*, dans le volume de mélanges *L'historien entre l'ethnologie et le futurologue*, avec Postface par R. ARON, Paris, 1972, p. 175. Toute cette étude de Mommsen, splendide par sa clarté et sa finesse de conceptions, est une apologie modérée de l'historiographie politique, avec des concessions limitées et raisonnables faites aux thèses opposées.

(18) W. KULA, *Teoria ekonomiczna ustroja feudalnego. Proba modelu*, que je connais dans sa tra-

D'autre part, on a l'impression que cette construction de modèles est un peu en retard par rapport aux plus modernes conceptions des sciences physiques ; en d'autres termes, qu'elle se sert des « modèles mécaniques » propres à la physique classique jusqu'au début du siècle, mais ensuite abandonnés pour les principes de discontinuité, d'indétermination et de probabilité fournis par la mécanique quantique, en contradiction apparente avec les règles de la logique aristotélicienne et avec les fondements de la mécanique classique.

Dans cette approche de l'historiographie en tant que « science », le fait que les recherches dans le domaine de l'histoire économique acquièrent une importance toujours plus grande trouve une ultérieure confirmation dans l'histoire quantitative. On peut se demander s'il s'agit encore d'histoire, c'est-à-dire de l'extrapolation, à partir de la matrice complexe de la vie historique, de données numériques et de statistiques. A première vue, on pourrait penser que ce type d'histoire, si d'histoire il s'agit, devrait représenter l'approche maximale à l'idée d'une historiographie comme science exacte. Ce type d'historiographie a fait particulièrement fortune, même sous son aspect théorique, dans le monde anglo-saxon, au-delà et en-deça de l'Océan : il suffit de nommer C.M. Dollar, R.J. Jewsen, E. Shorter, W.O. Aydelotte, D.K. Rowney, I.Q. Graham, etc. Il s'agit d'hyperspécialisation. Je ne dirai pas le lecteur commun, mais l'historien de préparation culturelle humaniste, ou même sociologique ou psychologique, se trouve interdit et désarmé face à des textes par ailleurs excellents dans leur genre, tel celui, — pour indiquer l'un des plus récents, — de R. Floud ⁽¹⁹⁾ ; tous sont farcis de formules mathématiques, de différentielles, d'intégrales et d'infinitésimales, de diagrammes, et se terminent par des tables logarithmiques. Je ne doute pas que dans le domaine de la statistique l'on doive procéder justement de cette manière ; ni que ces procédés statistiques permettent une série de comparaisons avec d'autres données statistiques analogues, mais concernant des situations, des lieux ou des époques diverses. Mais est-ce encore de l'histoire que cette histoire si éloignée de l'histoire-narration et même de l'histoire-description de situations de longue durée ? En admettant que l'historiographie soit par nature interdisciplinaire, on peut admettre que l'histoire puisse tirer profit, pour ses propres fins, des résultats péniblement obtenus de ces recherches historico-statistiques. Mais que ces recherches elles-mêmes soient de l'histoire, il est permis d'en douter. Il n'est pas interdit de penser que nous nous trouvons ici en présence d'un domaine qui mérite un autre nom, je ne saurais encore dire lequel.

Heureusement, il y a un élément correcteur et limitatif dans la nature même de cette soi-disant histoire quantitative, car la sphère temporelle dans laquelle on peut l'appliquer est très étroite et ne peut certes guère s'étendre à tout le passé historique. A cause du manque de données sûres, elle peut difficilement remonter dans le temps à plus d'un siècle ou d'un siècle et demi, ce qui comporte déjà mille incertitudes. Un certain scepticisme est permis, ce qui n'est d'ailleurs pas une raison suffisante pour contester la valeur scientifique d'un tel procédé. Les tentatives de remontée jusqu'à l'antiquité ou au moyen-âge sont destinées à l'échec. On n'a jamais réussi à se mettre d'accord sur l'importance numérique de la popula-

duction italienne : *Teorica economica del sistema feudale. Proposta di un modello*, Torino, 1970.

(19) *An Introduction to Quantitative Methods for Historians*, Londres, 1973.

tion de l'Empire romain ou de la ville de Rome, ni de certaines villes cependant éminentes comme Palerme, Naples, Florence, Venise au moyen âge. Et pourtant les données statistiques démographiques devraient être parmi les moins difficiles à déterminer, de même que les prix de certains produits de base, ou des métaux ; mais ici interviennent d'autres difficultés.

Au fond, l'histoire quantitative témoigne une grande confiance — parfois candide — vis-à-vis des sources à partir desquelles elle élabore ses complexes et laborieuses conclusions, sources pour la plupart de caractère officiel, administratif. Les moins incertaines sont peut-être celles d'ordre démographique, basées en général, du moins en Occident, sur des renseignements trouvés dans les archives des autorités ecclésiastiques, paroissiales, qui n'ont généralement pas intérêt à falsifier ces données. Mais quand les renseignements proviennent de relevés effectués à des fins principalement fiscales, comme les cadastres et documents similaires, alors les cas de falsification deviennent très nombreux, qu'il s'agisse d'évasion ou de déclaration au rabais. Les données statistiques marchandes sont exposées aux mêmes incertitudes : évaluer les importations et les exportations d'après le nombre et la jauge des navires qui entrent ou sortent d'un port, ou évaluer les marchandises importées ou exportées en se basant sur la douane, est souvent illusoire : on ne peut tenir compte des fuites dues à la contrebande, d'importance non négligeable en tous temps et en tous lieux.

Si telles sont les réserves et les critiques que l'on doit opposer aux évaluations statistiques appliquées à notre époque, il faut en fait davantage encore en ce qui concerne les temps plus lointains, et quelquefois très, très lointains. Tout le monde sait que l'homme médiéval, — s'il est permis de mettre en scène un tel personnage historique, — n'avait aucune notion, ou une notion très relative et limitée du nombre. Les chroniqueurs de ce temps-là lançaient au hasard des chiffres qui devaient correspondre moins au concept qu'à l'impression du grand, du très grand. On sait quel cas il faut faire des chiffres indiqués par de telles sources, par rapport au nombre exact, par exemple, de combattants ou de navires engagés dans une bataille déterminée. Et l'on sait aussi bien à quel point sont vagues et souvent extravagantes les données statistiques fournies par les voyageurs, par exemple les voyageurs arabes du moyen âge, pour lesquels les lieux notoirement insignifiants, comme le révèlent d'autres sources, prennent une importance remarquable. Certes, alors que la notion du nombre appliquée aux hommes et à leurs actions est souverainement absente à l'époque féodale, il faut noter que cette même notion naît et s'affirme dans les organismes stataux, relativement plus avancés du point de vue administratif, du type des Etats d'origine normande, spécialement dans les villes se consacrant à la production industrielle, et surtout au grand commerce et à la spéculation financière.

Toutes ces réserves, et d'autres que l'on pourrait faire encore, ne visent pas à nier la portée scientifique limitée de l'utilisation des données statistiques en historiographie, bien que, je le répète, l'on soit toujours fort éloigné de la précision des données des sciences dites « exactes », c'est-à-dire des sciences physiques et mathématiques. On ne veut pas davantage nier l'utilité de cette méthode pour la sociologie surtout, qui est un peu l'histoire non-événementielle du temps que l'on vit, à condition qu'elle n'ait pas la prétention d'instituer des généralisations supposées valables pour toutes les époques. Mais la principale réserve critique nous

semble être celle-ci : les aspects de la vie humaine, individuelle ou associée, — puisque c'est de celle-ci que s'occupe l'histoire, — ne peuvent pas tous se réduire à un nombre ; nombre qui, d'autre part, pour être acceptable, doit absolument se référer à des données parfaitement, je dirais même géométriquement, identiques, et jamais à des données non homogènes, comportant ne fût-ce qu'une minime différence entre elles.

Ernesto SESTAN,
Université de Florence

2. UN NOUVEAU LANGAGE POUR L'HISTORIOGRAPHIE DANS LA RÉALITÉ SOCIO-TECHNOLOGIQUE DE NOS JOURS

La grande période de l'historisme idéaliste s'étant épuisée, on assiste depuis quelque temps à une certaine « lassitude pour l'histoire ». Autrement dit, il existe une crise de l'historiographie qui n'est pas due à une insuffisance des matériaux à étudier ou à une diminution de l'intérêt qu'inspirent ces sujets, mais qui est provoquée par des questions de méthode, par le problème de caractérisation de la matière. Tandis que dans un passé non éloigné on pensait que l'ensemble du savoir pouvait se résumer à la connaissance historique, c'est aujourd'hui l'histoire qui demande à d'autres matières plus ou moins voisines et complémentaires de venir à son aide. C'est incontestablement là une preuve d'insécurité et de faiblesse dont il faut tenir compte et que nous devons aussi expliquer. Cette situation a été efficacement comparée à un état de siège : alors que précédemment c'était l'histoire qui assiégeait les sciences sociales — autrement dit, qui cherchait à les tenir en marge de la culture — elle se trouve de nos jours obligée de négocier avec ces sciences à la suite d'une sortie victorieuse que ces dernières ont faites hors de la citadelle dans laquelle elles se trouvaient renfermées. La conséquence en est que, si l'historiographie ne veut pas manquer à sa tâche pour finir par perdre toute fonction, elle doit conclure des alliances, chercher des appuis, recourir à d'autres sciences et se servir de leurs instruments pour ne pas être à son tour mise de côté.

Il semble donc juste de partir de la constatation suivante, qui devrait, pensons-nous, recueillir un consentement unanime : pour pouvoir encore être de nos jours croyable, l'historiographie doit se présenter avec une organisation nouvelle et plus solide ; elle doit employer des critères qui soient valables et qui correspondent aux exigences les plus actuelles et les plus nécessaires ; bref, elle doit être scientifique. mais tout de suite après commencent les discussions et les divergences : quelle sera la méthodologie offrant les garanties exigées pour assurer le caractère scientifique de l'historiographie ? Quant à la science historique, que doit-elle faire, comment doit-elle se conduire ? Quels seront les moyens les plus indiqués pour parvenir au but désiré ? Les réponses qu'on a données diffèrent grandement les unes des autres et, comme d'habitude, toutes présentent une part de vérité, même si elles pèchent, peut-être, par un certain caractère unilatéral et exclusif. Il faudra donc les examiner séparément en mettant en évidence les aspects positifs et les aspects originaux de chacune, sans jamais oublier qu'en définitive une historiographie authentique est le produit de la personnalité de l'homme d'étude qui la professe et qu'elle signifie choix et intuition, responsabilité et engagement et, pour tout dire, moralité.

D'ailleurs, la prétention actuelle de l'historiographie ne diffère pas, en définitive, de celle qui a été présentée plusieurs fois au cours de l'histoire de l'historiographie même. En effet, c'est en Grèce qu'elle vit le jour comme rupture avec le mythe et, bien que les premiers ouvrages dus à des historiens fussent encore pleins d'erreurs et de légendes, d'inexactitude et de crédulité, ils se présentaient comme l'enregistrement de quelques événements qui s'étaient vraiment produits, comme la constatation d'une réalité et non comme une belle invention poétique ou une agréable fantaisie sans consistance effective. Par conséquent, il est permis de dire que, dans des limites restreintes et avec beaucoup d'approximation, l'his-

toriographie eut un caractère scientifique dès sa naissance. Elle voulu — du moins en intention — être précise et ponctuelle sans manquer à cette exigence, même par la suite, malgré toutes les lacunes qu'elle ne parvint jamais à combler. Dans la forme, il s'agissait d'un *opus oratorium maxime* ; son but pouvait être ou moralisant (*historia magistra vitae*) ou élogieux et apologetique (*ad usum delphini*) mais, par nature, l'historiographie se rapportait toujours à des données et à des circonstances qui portaient d'abord la marque de la mémoire et étaient ensuite reconstruites dans leurs détails pour être enfin analysées et évaluées avec un esprit critique, c'est-à-dire avec un embryon de méthode scientifique.

L'historiographie est donc une science, mais une science de l'homme, et par conséquent, selon la commune et courante acception du passé, s'opposant aux sciences de la nature en vertu d'un dualisme qui s'est perpétué pendant des siècles et des siècles et que l'on croyait pouvoir appuyer à l'aide de maintes preuves et confirmations. Il est pour l'instant inutile d'insister là-dessus ; il s'agit de points de vue désormais dépassés et contre lesquels se développe tout mon exposé. Il est toutefois bon de rappeler tout de suite quelques-uns des arguments les plus répétés. Il faut remonter au siècle passé et au début de celui-ci et mentionner le courant de pensée idéaliste, dont l'apport principal, — dans notre perspective qui n'est pas strictement philosophique, — fut de montrer l'historicité du réel, l'aspect paritaire du devenir et de l'être dans la nature des choses, l'autonomie du monde et de l'individualité qu'il faut soustraire au *cosmos*, la valeur de la connaissance établie en fonction du connaissant, car c'est ce dernier qui atteste la véridicité du connu. Voilà les *paroles de vie* qu'à propos d'historisme ont prononcées en Allemagne Dilthey, Troeltsch, Meinecke, et que Benedetto Croce a fait retentir en Italie à la suite de réflexions personnelles, profondes et stimulantes.

Cependant, selon ces auteurs, devant ce royaume de l'esprit, se dressait celui de la nature compris dans un sens positiviste en tant qu'ensemble de lois rigides, déterminées, fixes, dont on ne pouvait que prendre acte en les calculant avec une objective imperturbabilité. Une critique plus habile, ainsi que les expériences douloureuses faites par le genre humain de notre temps à la suite de deux guerres mondiales et des horreurs qu'elles ont comportées (des camps d'extermination à la bombe atomique) ont rendu les historiens conscients des limites et des apories de la doctrine ci-dessus exposée et ont permis le dépassement de l'orientation donnée à la recherche, ouvrant ainsi le chemin à une méthodologie historiographique plus adéquate. De nos jours, il est évident, d'un côté, que l'historisme absolu conduit seulement à connaître le fait accompli en rationalisant (c'est-à-dire en justifiant) le réel, ce qui est un critère qui n'est ni scientifique ni moral. De l'autre côté, l'axiome déterministe des sciences naturelles et mathématiques a disparu et il est inutile que je remonte aux théories de Boutroux et de Poincaré, ou que je fasse étalage de pseudo-érudition en citant un grand nombre de théoriciens modernes de la science qui ont introduit de nouveaux critères d'épistémologie et ont accompli une véritable révolution conceptuelle dans l'étude de la réalité. Désormais, le facteur subjectif, la relativité, une différente appréciation du temps, l'évolution, le calcul des erreurs, la probabilité ont remplacé le mécanisme et la causalité d'autrefois. En outre, plus que de lois, on préfère parler d'hypothèses de travail, toujours susceptibles de vérifications et de développements.

Etant donné cet état de choses, et pour ne pas marcher à reculons, c'est-à-dire n'ayant aucune intention de laisser se disperser les conquêtes déjà faites, on se demande comment l'historiographie peut être scientifique sans perdre ses particularités, ce qu'il importe de faire pour obtenir une narration historique valable, sûre, satisfaisante, et qui reste pourtant une histoire concrète, réaliste, individualisée. Cela constitue actuellement la discussion la plus animée et la plus controversée aussi, parce qu'en elle se reflètent les convictions et les idéologies dominantes. Je tâcherai de fixer les points essentiels de ces problèmes, cherchant à trouver pour l'historiographie un langage nouveau qui se plie à la situation actuelle d'un monde socio-technologique, un langage qui cependant ne dénature pas cette branche du savoir que nous cultivons et aimons et à laquelle nous voulons rendre un déférent hommage.

Il faut toutefois ajouter au préalable une autre touche à ce tableau et rappeler la précieuse contribution apportée par la critique des textes, par la technique de la recherche historique dans laquelle de nombreux érudits ont été des maîtres, du XVIII^e siècle à nos jours du moins. Voilà un autre composant scientifique de l'historiographie, où la méticuleuse précision philologique et la préparation toute spéciale de nombreux experts ont joué un rôle prépondérant, contribuant indubitablement à donner plus de dignité et de précision aux études historiques (préparer une édition critique ! démontrer la fausseté d'un document ! découvrir une interpolation !) même si, à un autre point de vue, les études historiques en ont été rendues plus arides parce que privées d'une partie de leur potentiel humain en même temps que diminuait l'incisivité de la présence de cette matière dans l'encyclopédie de la culture.

* * *

Examinons d'abord les relations qui existent entre l'histoire et la sociologie. Il est indéniable que toutes les deux s'occupent de faits humains et du même être vivant et agissant dans une communauté de personnes. Il paraît donc évident que ces deux matières doivent avoir des points de contact et puissent présenter des affinités. Leur perspective est certes diverse; mais on peut assez facilement établir une certaine complémentarité qui sera avantageuse pour les deux disciplines pourvu que tombent les préjugés réciproques et que l'on réfléchisse attentivement aux tâches qui incombent de nos jours aux experts de ces deux matières. S'il existait vraiment, comme on le croyait autrefois, des sciences idiographiques (s'occupant de phénomènes individuels) et des sciences nomothétiques (visant à définir les systèmes de lois générales), la dualité semblerait insurmontable, parce que l'historiographie ne pourrait être qu'idiographique par excellence et que la sociologie devrait être considérée comme nomothétique. Mais nous avons compris que dans l'histoire le fait individuel n'est pas isolé et que quelqu'événement que ce soit, tout *unicum* irrépérable qu'il est, est malgré tout l'expression concrète de l'universalité de la nature humaine ; qu'il est fortement conditionné par le contexte dans lequel il se produit et que ceux qui l'étudient ne peuvent renoncer à se servir de propositions générales non seulement pour l'expliquer, mais aussi pour l'exposer. M. Carr a écrit : « c'est une sottise que d'affirmer que les généralisations sont étrangères à l'activité de l'historien ; l'histoire se nourrit de généralisations ».

Au contraire, les prétendues lois ne sont que le résultat d'observations particulières et de descriptions de faits empiriques. Si le sociologue met l'accent sur ce qui est constant et se reproduit, il ne prétend plus fonder une science telle que la voulait Auguste Comte, susceptible d'épuiser tous les phénomènes de la société humaine en créant les hypothèses globales d'une action organique et fonctionnelle. Pour nous qui étudions l'histoire, ce qui est important n'est pas le *quid agendum* (ce qu'il faut faire dans une circonstance déterminée) mais le *quomodo agendum* (comment agir pour atteindre le but que nous sommes proposé). Par conséquent, — comme le faisait déjà remarquer Durkheim, — « le fait de comprendre l'histoire ne signifie pas en tirer des lois, des règles et des comportements d'ordre universel, mais seulement indiquer les limites et les conditions de notre action pour la rendre plus efficace et faire en sorte qu'elle atteigne son but, qu'elle ait à la longue du succès. Les résultats de l'analyse historique sont des données plausibles mais non définitives, parce qu'ils ne sont pas conséquences de principes absolus mais généralisations de connaissances empiriques et qu'ils découlent d'élaborations causales de données empiriques ».

Un élément de discrimination pourrait être celui du temps, l'histoire étant par définition diachronique, tandis que la sociologie semble préférer la synchronie. Ce qui compte pour l'histoire, c'est l'évolution qui se développe dans le temps selon une ligne non droite mais qui reste toujours verticale et se dirige vers un développement progressif. La sociologie au contraire décrit les situations existantes à mesure qu'elles se présentent ; elle analyse la façon d'être d'une réalité à un moment donné en présentant une coupe horizontale de l'objet étudié. Mais il suffit de réfléchir un peu pour voir tout de suite que l'opposition est beaucoup moins nette qu'on ne pouvait l'imaginer. L'évolution arrive peu à peu à des étapes particulières, sinon elle n'aurait même pas de raison d'être, elle perdrait toute signification dans son changement sans raison et sans répit. Au contraire, tout *status* auquel on arrive est le résultat d'un processus génétique qui lui appartient d'une façon intégrante et qu'on ne peut ignorer ni négliger sans perdre la possibilité de comprendre la condition présente. Voilà que se dessine de nouveau l'intégration des parties avec un profit commun, car, grâce à elle, on permet à l'historien d'offrir des tableaux, des panoramas, des bilans, qui fixent les résultats obtenus dans les phases de plus grande agitation ou de plus grand changement et qui pénètrent au plus profond de la société d'une époque pour en saisir les structures et les systèmes, au-delà de circonstances changeantes et de contributions partielles, probablement apportées par des silhouettes de second plan.

Il y a quelque chose de plus : tout le monde connaît la « longue durée » que F. Braudel a théorisée bien efficacement comme l'un des critères historiographiques les plus chargés de sens et les plus heureux. Eh bien, elle indique, sans parler du reste, que le caractère fragmentaire des événements quotidiens, les changements dynastiques, les résultats d'un conflit, les décisions diplomatiques, etc. ont dans l'histoire une importance bien plus limitée que les conditions ambiantes, le climat et les éléments naturels, la mentalité et les comportements, la psychologie sociale, et l'on pourrait allonger cette liste. On peut trouver là un autre point de rencontre entre l'historiographie et la sociologie, car les changements historiques sont maintenant mesurés avec un mètre tout différent et celui dont on se servait habituellement jadis, quand on faisait de la micro-histoire centrée sur l'individu

ou sur les événements les plus sensationnels ; quand on perdait de vue l'histoire à une plus grande échelle, celle qui saisit les aptitudes, souligne les correspondances, suit les évolutions et ne s'occupe pas seulement des poussées des masses, mais des lois et des directions de leurs mouvements.

Par conséquent, la conclusion la plus équitable et la plus vraisemblable nous conduit à maintenir un état d'osmose entre histoire et sociologie. Mais cet état, s'il doit exclure une science des lois ou une théorie générale, — parce qu'elles réduiraient fortement les contenus réels et les processus historiques concrets, — doit reconnaître au contraire que l'aspect changeant typique de l'histoire, loin d'être un chaos ou l'anarchie, représente plutôt quelque chose qui varie en opposition ou en connection avec quelque chose de constant et qui se répète. Le mérite de chaque auteur sera d'établir le rapport dialectique qui existe entre les deux disciplines à mesure que le cas se présentera, en utilisant les données et les méthodes de l'une et de l'autre dans une interdépendance et une intégration qui ne leur enlèvent pas leur autonomie et leurs qualités, mais qui permettent un échange réciproque de schémas pour arriver à des formulations éclairantes qui les résument. Toutefois, ce qu'il faut éviter, c'est la solution simpliste qui établit un rapport de fin et de moyen, comme si la sociologie pouvait être utilisée en guise d'instrument de la recherche historique ou, vice versa, comme si certains aspects de cette dernière pouvaient préparer des classements de type sociologique. S'il faut viser à une histoire globale, cette histoire sera un produit nouveau si on réussit à l'obtenir, certainement pas une juxtaposition ou une exploitation réciproque d'éléments différents, même s'ils sont semblables.

Les actes individuels ne s'épuisent jamais en eux-mêmes mais confluent et se résolvent dans un complexe social. D'autre part, pour bien comprendre toute action collective il faut absolument connaître les apports individuels qui exercent souvent une grande influence sur les décisions de groupe. Voilà pourquoi l'historien ne peut négliger les aspirations profondes et les exigences générales ; quant au sociologue, il ne peut se préoccuper uniquement d'attitudes anonymes ou détournées du temps et du lieu où elles se produisent. Il n'y a pas de science historique véritable si on laisse de côté soit les caractérisations qui dérivent des impulsions que tout homme provoque dans la réalité où il se trouve, soit le substrat social qui est présent dans n'importe quel fait personnel et qui l'influence beaucoup.

* * *

J'ai déjà employé incidemment le terme de *structure*. Il importe à présent de concentrer notre attention sur l'idée qu'il reflète car il s'agit d'un autre modèle de science historique que je m'efforce de présenter ici. Il faut dire tout de suite que les structures ne sont pas une donnée de nature, mais qu'elles aussi se forment dans l'histoire, bien que beaucoup plus lentement et à travers des procédés différents de ceux de chaque événement et phénomène que l'historien prend d'habitude en considération. Par conséquent, on peut affirmer qu'en histoire il n'existe pas de structure sans sa conjoncture, c'est-à-dire qu'il faut examiner la première dans sa dynamique, dans la contingence des situations dans lesquelles elle existe réellement. Tout autre type de discours concernant ce sujet est hors de propos ici, même s'il peut avoir une signification sous d'autres aspects et dans des lieux dif-

férents des nôtres. L'idée d'une histoire structurale est de Marx ; mais selon Marx la structure consiste en un rapport dialectique avec la conscience où se produit l'événement. Rien n'arrive par hasard, tout est le résultat d'une action qui respecte les lois, lesquelles doivent ensuite être reconstruites selon un procédé scientifique. Dans la pratique quotidienne, la réalité apparaît seulement comme un phénomène : « reconnaître l'essence et la forme intrinsèque du processus à travers son apparence ».

Selon l'opinion des plus modernes et plus subtils interprètes du philosophe de Trèves, — tels que Althusser, Godelier, Vilar, etc., — l'erreur des exégètes de Marx a été de croire qu'il avait réduit la structure de l'histoire à une structure simplement économique. En effet, même les structures juridico-politiques ainsi que celles de l'idéologie se placent aux côtés de l'autre structure (économique) dans l'histoire et agissent dans celle-ci en s'imposant à l'immense majorité des hommes sans causer ce qu'on appelle d'habitude : « une fausse conscience » : « l'événement est toujours unité entre le rapport réel et le rapport imaginaire avec les conditions d'existence telles qu'elles sont vécues par les hommes dans une situation historique déterminée ». L'important, c'est de s'opposer aux tentations d'une primauté de l'*événementiel*, d'un volontarisme qui puisse exclure l'étude des conditions objectives ; il faut au contraire se souhaiter une historiographie « totale », « raisonnée », qui ne sépare pas la connaissance des idées de l'exposition des faits ou la politique de ses bases économiques. Dans un tel cadre, même un marxisme corrigé, qui sache — comme le souhaite Pierre Vilar — « modifier avec succès ses idées primitives » et qui ne soit pas accueilli comme « un article de foi », peut servir à l'historien qui étudie le passé « dans ses hypothèses fondamentales comme instrument critique utile et donc tout à fait scientifique ».

Sans soulever des questions de vocabulaire et sans discuter les détails de ces interprétations, il est vrai qu'elles ont des mérites parce qu'elles représentent des tentatives courageuses et intelligentes pour utiliser les résultats des sciences sociales et des méthodologies spécialisées, afin de comprendre le mieux possible la réalité dans son ensemble et saisir les liens étroits existant entre les divers éléments de la conjoncture historique.

Pourvu que l'on n'emploie pas trop systématiquement ces structures, entendues comme éléments-guides du processus historique qu'on a étudié (sans respect pour la réalité afin de la soumettre aux schémas et de transformer les individualités en des types abstraits), ce nouveau système d'examen historiographique, unitaire et capable de saisir les relations réciproques entre hommes et groupes humains à des niveaux différents et en rapport de compétition ou de collaboration entre eux, représente sans doute quelque chose d'utile, de fécond, de neuf et de fertile en applications.

L'idée d'une histoire structurale ne doit donc pas scandaliser les historiens de profession pourvu qu'on sache saisir les « structures diachroniques » et pourvu qu'on évite « l'histoire conjecturale ». C'est Levi-Strauss qui a employé ces deux expressions (structures diachroniques et histoire conjecturale) ; c'est à lui qu'il faut reconnaître le mérite d'avoir compris que le comportement de la société se déroule toujours par rapport à un schéma conceptuel, à un modèle. Cela lui a permis de déterminer les unités d'analyse avec lesquelles établir des

comparaisons et des parallélismes universels reliant en un système unique des situations très éloignées les unes des autres dans l'espace. De cette façon, aux côtés du fait et de la recherche spécifique, se place toujours un système logique qui peut jouer le rôle d'unificateur des pièces les plus disparates. Si les événements déterminent les transformations des sociétés, ce sont les structures qui définissent les rythmes de ces transformations et produisent les retours typiques de l'histoire. C'est ainsi que théorie et méthode, hypothèses d'interprétation et témoignages empiriques peuvent être réunifiés dans une historiographie scientifique et positive.

* * *

Après ce que je viens de dire il ne faut pas aller trop loin pour arriver au sujet de l'anthropologie, ou bien hominologie comme quelqu'un voudrait appeler cette nouvelle science pour mieux distinguer de l'anthropologie traditionnelle, qui était du ressort des médecins et qui occupe toujours une place importante en d'autres secteurs de la culture. Il faut constater tout de suite que la recherche historique n'a pas encore bien tenu compte de l'anthropologie : tout au plus a-t-elle pris acte de son existence et s'est-elle posé, — sans le résoudre, — le problème d'une collaboration possible avec elle. Le point faible (*punctum dolens*) est toujours représenté par la question préalable de l'historiographie comme étude de l'individuel, de l'événement qui a sa physionomie spécifique, unique, non comparable avec aucun autre fait. Pour surmonter l'obstacle, il faut arriver au rapport entre disciplines (interdisciplinarité), à l'emploi de techniques de recherche bien différentes de celles que l'historien utilise d'habitude, à une « ouverture » de l'historiographie sur les autres sciences sociales et humaines, « ouverture » qui n'est pas encore sentie d'une façon convaincante et décisive par la plupart des savants. Il faut en outre modifier le jugement courant selon lequel l'anthropologie doit se borner à l'étude des civilisations primitives considérées comme non-historiques parce que dépourvues de documents écrits et d'une notion du temps semblable à la nôtre (les documents écrits étaient considérés comme les sources principales pour l'historien tout court).

Examinons à présent deux autres points : l'acculturation et la soi-disant « culture matérielle » qui représentent deux éléments d'une importance non négligeable dans l'étude du type historiographique vers lequel nous tendons pour arriver à la science historique que notre époque exige. Il faut reconnaître à l'anthropologie le mérite d'avoir contribué soit à modifier l'idée de civilisation telle qu'on l'avait par le passé, soit à faire abandonner définitivement la vision ethnocentrique visant à polariser tout le processus historique dans l'Occident européen, soit à reconnaître l'existence d'une pluralité de cultures autonomes et toutes valables. De cette façon, on agrandissait immensément l'horizon historique, on orientait vers le respect d'autrui, on luttait pour la sauvegarde des différentes individualités des peuples. Voilà ce qu'est l'acculturation, c'est-à-dire un dialogue, une comparaison, un enseignement, un mélange, une action réciproque entre deux civilisations, selon Dupront qui est un expert en la matière. Pendant qu'elle contribue à une meilleure connaissance historique, l'acculturation développe aussi le sens de la communauté humaine, elle fait percevoir le lien universel

entre les sujets de l'histoire et élimine en outre les prétentions de quiconque rêve de transmettre des messages définitifs ou bien ambitionne des primautés civiles ou voudrait encore être le point culminant et privilégié du progrès historique.

Quant à la culture matérielle, — rapprochement de termes apparemment antithétiques et par cela même significatif en tant qu'indice du déplacement récent qui s'est produit au sein de l'intérêt historiographique, — il suffit de dire qu'elle donne de l'importance aux objets, aux souvenirs, aux coutumes, aux traditions, aux comptes rendus, aux enregistrements d'histoires de vie, aux techniques de la chasse et de la pêche, etc. De ces données, on remonte à la culture d'une époque, on fait des calculs chronologiques, on reconstruit l'*animus* d'un milieu historique. Même les mythes et les croyances, les cérémonies et les symboles, les règles et les valeurs, qu'à des époques et sous les cieux les plus divers les hommes ont inventés et imaginés pour se construire eux-mêmes, sont désormais l'objet d'une attention spéciale de la part des partisans d'une histoire conçue et réalisée d'après ces méthodes.

Il arrive souvent que les inventions anonymes, les introductions de nouveaux systèmes de culture, l'emploi de nouveaux métaux, le comportement de certains groupes humains, bref les grandes innovations historiques ne sont pas mentionnées par les chroniqueurs ni par les actes publics dans les sources littéraires. Pour découvrir ces innovations, il faut se servir d'instruments *ad hoc*, de la révélation aérienne à l'étude d'objets artistiques, de la toponomastique à la datation des restes à l'aide du carbone 14, etc. Ce sont des méthodes qui dépassent les notions habituelles de l'historiographie vieux style, mais qu'on ne peut plus ignorer dans une vision globale et concrète du passé, car elles seules mettent en évidence la survivance et les traces ensevelies de conditions de vie qui existaient à un certain moment historique bien défini. Voilà pourquoi des équipes de spécialistes sont devenues indispensables : géographes, botanistes, archéologues, linguistes, photo-interprètes, juristes, etc. pour rassembler patiemment des matériaux immenses, sans laisser échapper nul élément susceptible d'enrichir les données que nous possédons et de les préciser dans le temps et dans l'espace.

Toutefois, il ne faut pas oublier que si l'on accorde de nos jours beaucoup d'importance, et justement, aux données matérielles, il est toujours vrai que tout ce qui a un rapport avec l'homme est un fait de civilisation et de culture et se différencie du même geste accompli par un animal, car l'homme est toujours capable de remodeler culturellement même son patrimoine biologique. M. Cantoni a fait remarquer que la grande leçon de l'anthropologie n'est pas le détachement de l'homme de la nature, ce qui est d'ailleurs impossible, mais bien la découverte toujours nouvelle et variée du caractère *sui generis* de la culture elle-même. Qu'il soit maintenant permis à un Italien de mentionner un de ses grands compatriotes trop peu connu ou mal interprété : Gian-Battista Vico, philosophe de la première moitié du XVIII^e siècle. En matière d'interprétation historique de l'évolution humaine, Vico fut un prédécesseur doué d'une intuition géniale : il apporta une contribution originale à un domaine qui alors, et même plus tard, était entièrement à découvrir et à comprendre.

Pour rendre l'historiographie plus scientifique, on a offert assez récemment d'autres instruments considérés comme utiles. A la question que j'ai posée au

début à propos de la nature spécifique d'une historiographie scientifique, on a répondu en disant que ce ne serait qu'en employant certaines techniques dont je parlerai tout à l'heure qu'on obtiendrait une satisfaction adéquate. Sans les nommer j'ai fait allusion à l'épistémologie, sur laquelle je m'arrêterai brièvement, juste pour compléter cet exposé.

Entre l'école de Francfort (Adorno, Habermas, etc.) et l'école analytique de Popper et Gardiner, a pris forme un nouveau *Methodenstreit* (une nouvelle discussion de méthodes) qui a posé des questions préoccupantes à propos du statut logique des assertions historiques. Ce conflit a surtout cherché à savoir quelles sont les limites de la vérification dans l'histoire et ce qu'elles impliquent ; il veut également enquêter sur la signification d'un fait historique et, en fin de compte, s'est demandé quel est le vrai sens d'un événement historique. Il est facile de constater que toutes ces questions se réduisent à savoir si l'histoire est ou non une discipline scientifique comme la physique et la chimie ; en d'autres termes si, au niveau de la méthode, ces disciplines travaillent toutes de la même façon. Pour y répondre on a présenté, grâce à la soi-disant *covering laws theory*, une série d'hypothèses que je ne vais pas exposer en détail. L'explication scientifique d'une assertion particulière décrivant un fait empirique, — comme il arrive en histoire, — peut se déduire des assertions qui expriment des lois universelles (*l'explanans* et *l'explanandum* pour employer le langage de ces auteurs), lesquelles néanmoins ne sont que des conjectures hasardées et téméraires qu'il faut soumettre à la critique sévère des faits. Comme ces conjectures n'ont jamais été prises en défaut ou, selon ce qu'en disent ces auteurs, comme elles ne sont pas falsifiables en fait, — bien qu'elles le soient en principe, — elles expriment une régularité déterminée, bref elles sont scientifiques. Parmi les conséquences qui en dérivent, je mentionnerai au moins la suivante : en matière de sciences on ne peut pas parler d'explication conclusive ou définitive, car les théories scientifiques les plus corroborées sont toujours en principe susceptibles d'être démenties. Dans la recherche scientifique on part toujours de « soupçons et d'espoirs » (nous dirions plus simplement d'une intuition ou d'une hypothèse) et puis, à travers des analyses critiques, on s'achemine vers les théories. L'impartialité de l'homme de science n'est qu'une fable. L'important, c'est qu'il soit objectif et cette condition est toujours garantie par le « tribunal du falsifiable ».

Dans le domaine strictement historique, les applications les plus significatives peuvent être les suivantes : il est vrai que l'histoire s'occupe de faits particuliers, mais pour les expliquer elle doit absolument se servir de généralisations, de lois, de modèles, qui ne sont pourtant pas produits par l'historien, mais qu'il utilise sans jamais parvenir à des explications totales et en se plaçant, grâce à la multiplicité des théories dont il se sert, dans une position de pluri-perspective. Les faits ne parlent que lorsque l'historien les fait parler, c'est-à-dire quand il les fait entrer dans une des théories qu'il considère comme valables. De là l'utilité, voire l'indispensabilité, du travail d'équipe parce que notre matière ne pourra être rendue scientifique que lorsque le sociologue, l'économiste, le psychologue, l'homme politique, etc. partiront de leur perspective respective pour élaborer leurs diverses contributions à un événement ou à une période historique.

Quant à l'objectivité, on peut l'atteindre à un niveau d'explication historique si sont objectives les « généralisations de couverture », c'est-à-dire les lois

qu'on déduit de la sociologie, de la psychologie, de l'économie, etc., comme on l'a dit tout à l'heure. Mais l'interprétation ne sera jamais objective *per la contraddizion che nol consente* (à cause de la contradiction qui ne le permet pas), car les lois dont dépendent les interprétations ne sont pas objectives (c'est-à-dire non falsifiables ou non démontrables publiquement). Cela n'exclut pas l'utilité et la fécondité des dites interprétations, de la théorie de saint Augustin exposée dans son livre *De Civitate Dei* jusqu'au marxisme à travers toutes les histoires écrites par des représentants de doctrines religieuses opposées, par des libéraux, par des philosophes qui peuvent avoir une fonction morale, idéologique, politique, mais il est bien clair qu'avec ces interprétations nous sommes hors de la véritable histoire. La conclusion dernière est que l'historiographie scientifique exclut Dieu, le *Fatum*, la *Némésis*. Elle n'a aucun but pratique ou moral, ni ne veut introduire en contrebande une prise de position idéologique par les informations qu'elle offre. Cela ne l'empêche pas d'accomplir une tâche précieuse dans la culture : elle analyse et sélectionne les informations, démasque les faux principes, achemine à la critique plus qu'au consentement, sollicite des jugements pertinents et fondés qui ne soient pas abstraitement moralisants, mais se rapportent toujours à des situations précieuses, et ainsi de suite.

* * *

Au moment de tirer les conclusions, on pourrait symboliquement indiquer le passage proposé d'un type de méthodologie historiographique à un autre en disant que, au lieu de la rationalité du réel, c'est l'aspect relationnel de l'étude de ce réel qu'il faut chercher. Pour cela, il faut recourir à d'efficaces collaborations interdisciplinaires permettant à l'historien de « faire un discours qui embrasse la vie tout entière de l'homme, en se référant surtout aux aspects sous-évalués précédemment, même s'ils n'avaient jamais été tout à fait ignorés ». En d'autres termes, il faut aujourd'hui écrire l'histoire en fonction d'hommes et non pas seulement la remplir de traités diplomatiques, d'événements militaires, de listes de chefs d'Etat et autres « notions » de ce genre. En outre, et justement dans ce but, une recherche historique ne peut plus être le simple produit « de l'activité géniale d'un savant isolé », elle « doit être garantie par un système méthodologique vaste et varié, enrichi en outre par l'apport de matières qui précédemment n'avaient donné qu'une simple contribution marginale à la construction de la narration historique ».

C'est pour cette raison aussi que de nos jours on ne peut se passer d'un autre moyen méthodologique, à savoir la quantification de données. Il ne s'agit pas de mesurer mécaniquement les éléments à notre disposition, de considérer brutalement la quantité comme facteur historique, mais il s'agit d'une méditation qui permette de connaître le substrat de beaucoup de détails à l'aide des statistiques et des graphiques. On cherche ainsi à fixer des constantes et des proportions, des rapports et des aliquotes, en mettant en évidence les thèmes principaux et en rendant le texte plus vivant en l'accrochant aux faits concrets et aux structures essentielles. Comme nous sommes tous conscients qu'il existe encore des vides épouvantables autour de certaines informations historiques, les données quantitatives pourront nous aider à les combler et, par conséquent, à mieux comprendre ces phénomènes. Il ne faut donc pas s'offusquer et opposer un refus tranchant à

l'introduction des *computers* dans le domaine des recherches historiques et d'archives ; pareillement la présence de personnes « en blouse blanche » collaborant avec les grands professeurs d'histoire doit être considérée comme normale et pertinente. Il n'en faut pas moins pour ranger les chiffres dans un casier, pour bien manœuvrer des machines à calculer, pour faire des tabulations, pour fixer des diagrammes qui — pour ne donner que deux exemples pris au hasard — suivent la courbe de la température pendant le cours des siècles pour permettre d'en tirer les conséquences sur la production agricole, ou bien encore calculent la dissémination du pollen ou les couche de pollens fossiles pour toujours mieux connaître la vie des campagnes en des temps très reculés.

Toutefois, ces moyens mécaniques perfectionnés ne doivent surtout pas devenir une forme plus aliénante d'esclavage établie, non par des hommes sur d'autres humains, mais par les machines sur leur inventeur. Les machines ne pourront jamais remplacer l'homme dans l'engagement de ses actions qui font l'histoire, ni dans la profondeur des réflexions, qui mènent à un jugement historique. Le but le plus élevé et le plus noble de l'historien ne peut être que la découverte et la valorisation de la personne humaine, la réévaluation du témoignage que chacun offre par son comportement existentiel en s'exprimant en des attitudes conscientes. Toute recherche présente un côté problématique, une possibilité d'alternatives, un effort pénible mais productif dont les fruits seront un résultat constaté que l'histoire inscrit à son actif et qu'elle sait transformer un trésor d'expériences et de sagesse mis à la disposition de tous les autres hommes et des générations à venir.

L'historien d'aujourd'hui n'est pas un rat de bibliothèque étranger à la vie qui l'entoure, l'esprit fermé aux événements contemporains ; il se veut responsable, pourvu d'une conscience éthique, maître de vie. Il se sent intégré dans un organisme culturel complet, auquel il désire donner son apport de connaissance et d'action, en recevant en échange plusieurs stimulants pour ses études (de ce point de vue, on peut toujours accepter la pensée de Croce selon qui toute histoire est histoire contemporaine). Du passé au présent donc, non pas pour déformer les perspectives ou écraser les distances, mais pour saisir des références, faire des comparaisons, trouver la persistance de quelques constantes, constater que les besoins essentiels de l'économie, des mœurs, des communautés politiques et des idéologies existent presque identiques dans des milieux éloignés l'un et l'autre et à des époques que sépare un long espace de temps, parce que ces besoins jaillissent de la nature du sujet historique. Voilà des constations qui donneront à l'homme d'étude l'envie de, trouver des solutions toujours plus satisfaisantes, justes, humaines, avec un engagement critique qui fait que pour lui la compréhension historique devient besoin moral.

* * *

Et maintenant, pour abrégé et pour être clair, je voudrais résumer cet exposé dans les conclusions suivantes :

Il est indispensable d'inclure l'histoire de la nature (entendue en un sens très large) dans l'historiographie, parce qu'il ne faut pas regarder la réalité d'une façon abstraite et en dehors du temps ; la réalité est essentiellement en mouvement, en transformation, c'est-à-dire historique. Désormais, une historiographie

scientifique ne peut être qu'une histoire de civilisation de longue haleine, utilisant les renseignements qui lui sont offerts par les autres sciences humaines. L'historiographie est toujours un « choix » de faits « signifiants » ; il est donc illusoire de parler d'objectivité, mais pour expliquer les événements observés empiriquement, l'homme d'étude emploiera des modèles de conditions et supposera des constructions théorétiques qui, en tout cas, ne sont pas incontrôlables ou établies *a priori*. Il n'est pas possible de parler de valeurs historiques absolues ou abstraites parce que le procédé historique mesure pour chaque cas ce qui a de la valeur et prend des attitudes concrètes pour la solution des problèmes portés à l'ordre du jour. Ce principe étant bien entendu, il faut cependant réaffirmer encore une fois que, dans les différentes situations, celui qui agit doit toujours tendre à surmonter des conditionnements, à ne pas se laisser écraser par le monde extérieur, à se libérer pour trouver sa propre authenticité afin de se sauver ainsi lui-même et de rencontrer les autres en établissant des rapports avec des personnes éloignées dans le temps et dans l'espace, voire dans les deux.

Ces principes méthodologiques se reflétaient déjà dans la grande tradition humaniste et civilisée de l'historiographie, mais ils sont maintenant précisés, renforcés et scientifiquement justifiés par les plus récentes et perspicaces positions critiques, donnant naissance à une historiographie devenue science historique réaliste et fondée sur des recherches sociologiques et statistiques. Une historiographie sensible autant aux systèmes administratifs qu'aux besoins de la vie quotidienne, une historiographie basée sur la mise en relief de la vie quotidienne, une historiographie basée sur la mise en relief de structures portantes et convaincue de l'utilité d'analyses anthropologiques. De cette façon, les historiens ont la conviction de rester fidèles « au temps de l'homme » et de racheter les « réalités terrestres » (qui en définitive sont l'objet de la science historique) en offrant à l'histoire une dimension humaine, morale et chargée de responsabilité.

Paolo BREZZI,
Université de Rome

L'HISTOIRE AIDE-T-ELLE A COMPRENDRE LES PROBLEMES DE POPULATION ?

Pour avoir trop longtemps fait confiance à de vieux dictons, — *Historia magistra vitae*, — pour s'être trop longtemps enfermés dans une position défensive, — les sacro-saintes deux heures par semaine dans l'enseignement secondaire, — les historiens connaissent à présent de durs réveils. L'argument d'autorité n'en impose plus à personne et, dans l'orageuse famille des sciences humaines, Clio fait figure de vénérable aïeule, toujours effarouchée quand on lui parle le langage d'aujourd'hui.

Peut-on compter sur elle pour affronter du neuf, pour conquérir des terres en friche, pour courir les risques du partage et du dialogue ?

Si nous participons à ces journées vouées à l'Histoire dans l'Enseignement Technique⁽¹⁾, c'est que nous sommes animés de deux convictions.

1° Chaque génération doit inventer de nouvelles raisons d'être à l'Histoire. Les vieux systèmes de valeurs s'effritent mais la soif de comprendre reste et suscite de nouvelles curiosités. A nous d'y répondre à temps !

2° Une science incommunicable est vouée à la disparition. Il faut donc à tout prix faire mentir la boutade qui prétend que « L'historien est un monsieur qui explique l'Histoire à d'autres historiens ». A nous de reconquérir le public. Au-delà des élèves pré-conditionnés par les humanités traditionnelles, avons-nous quelque chose à dire à la foule des autres et, en particulier, à ceux des écoles techniques ?

Avant de discuter les réponses, essayons de déblayer le terrain en trois temps :

- en dégageant les bases de notre commune recherche ;
- en invoquant brièvement un cas concret : la transition démographique ;
- en nous interrogeant quant aux modalités d'application.

* * *

Un minimum d'accord préalable

« Ça va servir à quoi votre cours d'Histoire ? » Comme je suis reconnaissant aux étudiants québécois qui m'ont ainsi apostrophé lors de ma première leçon chez eux, avant même que j'aie traversé l'auditoire ! C'étaient des gens qui avaient travaillé dur pour se payer une qualification supérieure et ils n'acceptaient pas de perdre leur temps.

Est-ce grave que notre enseignement est bon marché qu'il reste encombré de vieilleries ? Toujours est-il qu'aucun élève ne doit ignorer, au départ, les vrais motifs

(1) Séminaire résidentiel d'Esneux, 17, 18 et 19 novembre 1975.

En raison du sujet, nous avons jugé bon de publier cet article dans le même cahier que le rapport général sur *La démographie et l'enseignement*. Celui-ci est publié pp. 37-54. (N.D.L.R.).

de l'effort qu'il va consentir. *A priori*, un adolescent n'a aucune raison de s'intéresser à une civilisation morte. D'où la nécessité de lui faire toucher du doigt que le présent est incompréhensible tant que l'actualité est tronquée, c'est-à-dire privée d'une dimension essentielle qui est son dynamisme, son évolution à travers les Temps.

Il incombe à chaque professeur de faire vivre cette abstraction. Il n'y réussira jamais s'il ne se met pas au niveau des jeunes, s'il ne relativise pas la place de son cours par rapport à l'ensemble de la formation donnée à l'école, s'il n'est pas lui-même persuadé de l'utilité de sa tâche.

Il y aurait beaucoup à dire à ce propos et sur les racines profondes d'une morosité inquiétante. L'esprit critique, que nous cultivons tant, suffit-il à enthousiasmer des jeunes qui voient que nous ne l'appliquons plus dès que nos méthodes et nos recettes pédagogiques sont en cause ?

Pour ma part, je n'ai jamais regretté d'être plus direct et plus correct. A partir d'exemples empruntés aux journaux (les querelles linguistiques, la sécheresse, la destruction d'un vieux quartier, la stérilisation aux Indes), j'essaie de montrer que

- le changement, brusque ou lent, est la trame même de la vie ;
- il est signe de contradiction : les uns le nient, les autres le récupèrent au service de leur cause ; les uns en sont traumatisés, les autres y nourrissent leur espoir ;
- pour s'entraîner à comprendre le changement, l'Histoire offre une gamme incomparable de situations vécues, ce qui, de surcroît, nous fait échapper à un double conditionnement :
 - a) le présent immédiat, qui nous incite au scepticisme puis à la résignation ;
 - b) les idéologies, *Ersatz* de certitudes, et qui, de ce fait, anesthésient l'esprit critique.

Après les motifs, les objectifs.

L'histoire de la population aborde des problèmes qui se situent au centre des destinées collectives. A l'échelle mondiale, la fameuse « explosion démographique », — expression consacrée mais discutable, ne serait-ce qu'en raison du racisme de générations qu'elle entretient, — sera-t-elle évitée par la croissance zéro ? A l'échelle nationale, le dépérissement du Sud-Est, le gonflement et la prépondérance de l'agglomération bruxelloise sont-ils encore compatibles avec nos traditions politiques et nos équipements publics ?

Dans une famille, un milieu de travail, le vieillissement ne condamne-t-il pas les jeunes à des attentes de plus en plus longues ?

Aucune de ces questions ne reçoit de réponse spécifiquement démographique. Chaque fois, il faudra faire intervenir l'histoire traditionnelle (mesures gouvernementales, doctrines, mentalités politiques), la géographie du peuplement (densités, migrations), l'économie politique (répartition des ressources, progrès techniques induits sous la pression de la demande), la biologie, le calcul des probabilités (jugement sur échantillon, projections)...

La démographie est donc une discipline - carrefour. Elle est, en outre, fondée sur le concret quotidien, indiscutable (naître, se marier, migrer, mourir) et,

par là-même, bien adaptée à la pédagogie active remise à l'honneur en ce dernier quart du XXe siècle. Les organismes internationaux — Nations Unies, Conseil de l'Europe, Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population (dont le siège est à Liège) — et nationaux (Institut National de Statistique, U.S. Department of Commerce) publient à bon marché de copieux recueils statistiques⁽²⁾. Des enquêtes par questionnaires⁽³⁾, le dessin de cartes et de graphiques (pyramides des âges), la confrontation des manuels scolaires avec des best-sellers (Club de Rome, Pierre Chaunu), de nombreuses revues et surtout, les émissions T.V., fournissent ample matière à des recherches documentaires individuelles ou en équipe. C'est ici qu'intervient l'esprit critique, car, en présence d'une information surabondante, il y a lieu de mettre en évidence la différence qui sépare :

- un fait assuré (la population d'une commune avant ou après la fusion) ;
- une hypothèse (la législation de l'avortement réduit durablement les taux de fécondité) ;
- une opinion (une population riche et instruite devient une population malthusienne) ;
- un slogan (Population = pollution).

Bref, par son objet comme par sa pédagogie, par sa richesse documentaire comme par ses méthodes éprouvées, l'histoire de la population peut procurer une information utile à l'intelligence des changements contemporains et propice à exercer la vigilance critique. Reste à voir comment ses bonnes intentions vont prendre corps.

Un cas : la transition démographique

Contentons-nous d'une définition simplifiée à l'excès. Depuis une trentaine d'années, la transition démographique désigne le passage

- d'un équilibre où une natalité était quasi-annulée par une mortalité élevée voire catastrophique ;
- à un équilibre où une natalité basse compense presque exactement une mortalité réduite et quasi constante.

La transition affecte tous les pays industrialisés. Dans certains (en Angleterre, en Belgique), elle a duré près de deux siècles et est mesurable d'un bout à l'autre. A Taïwan, par contre, le processus s'est déroulé en une vingtaine d'années. Partout la mortalité a baissé avant la natalité et la croissance de la population qui en est résultée a alimenté ici (en Belgique) un afflux vers les villes ; là (en Scandinavie), des migrations transocéaniques ; ailleurs encore (en Angleterre, en Italie) les deux à la fois. Nous avons donc affaire à un changement probablement universel et certainement capital, mais dont les différences ne peuvent être expliquées sans recours à l'Histoire puisqu'elles sont affaire de chronologie et surtout de rythme.

(2) La documentation a été montrée à Esneux. Le texte ci-dessus est une version abrégée mais enrichie par les discussions, de l'exposé qui fut soumis aux participants.

(3) Une d'elles s'est déroulée dans une école primaire italienne et fit comprendre à des enfants ce que signifie le dépeuplement des campagnes autour de Rome.

Mis sur ce terrain, rares sont les élèves qui se plaignent d'être occupés à des futilités. Trop rares aussi les professeurs qui leur avouent qu'on est en plein chantier, c'est-à-dire que des certitudes émergent à peine d'un chaos d'hypothèses. Passons sur des questions à peine abordées en Wallonie : la mobilité spécifique qui transforme les campagnards en citadins, les ouvriers en employés puis en fonctionnaires. Tenons-nous en à l'essentiel, à savoir que la baisse de la mortalité fut antérieure à celle de la fécondité. Le résultat n'est pas mis en doute : c'est la croissance globale de la population, à partir du deuxième tiers du XVIII^e siècle. On s'interrogera longtemps encore sur le « pourquoi ? », le « comment ? », la précocité malthusienne attribuée à la bourgeoisie, l'archaïsme des comportements de la paysannerie. L'honnêteté du pédagogue aussi bien que la rigueur du savant commandent donc de distinguer :

1° *Les faits*. Par exemple :

- en deux siècles environ, l'espérance de vie à la naissance a quasiment doublé puisqu'elle dépasse à présent 70 ans ;
- si les crises cycliques n'ont pas disparu, leurs effets démographiques sont devenus imperceptibles. La stabilité actuelle est telle que seules des migrations (internationales ou internes) peuvent altérer les structures de la population belge ;
- dans l'ensemble, la croissance démographique en Occident a été lente : aucun pays n'y a vu doubler son total d'habitants en une génération, ce qui est cependant banal dans le Tiers Monde.

2° *Les hypothèses*. Par exemple :

- La baisse de la mortalité amorcée dès le XVIII^e siècle peut-elle être attribuée à une meilleure alimentation ? On comprend mieux alors, l'enjeu des recherches entreprises, tant en Flandre qu'en Wallonie, afin d'élucider la diffusion de la pomme de terre. Ou bien résulterait-elle de l'espacement puis de la disparition des pestes ? Dans ce cas, un phénomène quasi-aléatoire (la migration des rats) serait à l'origine d'une des plus radicales métamorphoses de l'humanité...
- Faut-il faire intervenir des « freins auto-régulateurs », tels que l'âge au mariage, les coutumes d'héritage, en vue d'expliquer en quoi le régime démographique de l'Europe occidentale diffère de celui des autres continents ?

3° *Les opinions*.

- Depuis Malthus, il n'est pas d'économiste, de sociologue, de politicien qui nous fasse grâce de ses remèdes ou de ses utopies. On n'aura aucune peine à montrer comment la réflexion malthusienne se dégrade en bavardage ou en polémique lorsqu'on la recueille au niveau de la presse quotidienne. Il serait plus original d'interroger les élèves quant à l'origine de tout ce tapage. Ne serions-nous pas condamnés à le subir aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'accord sur l'*optimum* de population ?

4° *Les slogans*.

- Tracts et affiches sont généreusement distribués par les missions américaines qui œuvrent en faveur de l'avortement et de la stérilisation dans les pays les plus pauvres.

* * *

Quelle que soit l'approche choisie, la transition démographique ne peut être expliquée en vase clos. Comment éluder les facteurs économiques (ressources alimentaires, marché de l'emploi), les variables sociologiques (contrôle social, composition du ménage) et surtout la géographie du peuplement ? Elle se prête à un enseignement concret (cartes, graphiques), faisant appel à l'initiative des élèves (coupures de journaux, calculs de taux à partir de statistiques officielles), étayé par des manuels rédigés spécialement à l'usage des professeurs belges⁽⁴⁾.

Ce genre d'enquêtes passionne le grand public. Sait-on qu'aux Etats-Unis, 130 millions de téléspectateurs ont suivi les épisodes de *Roots*, un roman généalogique dont l'auteur est parvenu à retrouver ses ancêtres sur la côte de Gambie ? Bien entendu, au-delà de la migration, la traite des Noirs, l'esclavage, puis les retrouvailles avec l'identité culturelle y sont abordées de front. Il y aurait quelque chose de dérisoire à disserter sur la population du siècle dernier en passant sous silence la condition ouvrière. Un militant contemporain assène cette vérité première qui ne sera jamais assez méditée : « Vivre, pour l'ouvrier, c'est ne pas mourir »⁽⁵⁾. La transition démographique a été vécue par des gens qui devaient se battre pour survivre, avec ce que cela implique de ténacité dans l'effort, d'ingéniosité à tirer parti des moindres ressources. Tel est l'horizon culturel du pauvre, réalité trop longtemps éludée par notre historiographie conservatrice.

Des ressources inexploitées

Les sujets de leçons-type ne manquent pas : minorités ethniques, migrations, crises des villes. Dans l'immédiat, des dossiers sont déjà disponibles, d'autres sont en préparation par les soins de la Société Belge de Démographie (cfr ci-dessus note 4). Les membres de cette société ne se réfugient pas dans l'Olympe d'une science désincarnée : ils vont au devant des enseignants, des fonctionnaires, des journalistes. Pour peu qu'on leur en adresse la demande, ils sont tout disposés à venir à nouveau animer des débats ou des cercles d'étude. A Bruxelles, à Louvain, à Liège, des centres de documentation d'un genre nouveau, — les « banques de données », — s'organisent non seulement en fonction de la recherche, mais aussi de l'enseignement. Tel est le cas du *Dictionnaire Statistique des Communes de Wallonie* en préparation à Liège⁽⁶⁾.

A long terme, aucun doute n'est possible : historiens et démographes sont voués à une collaboration de plus en plus étroite. La dimension chronologique, essentielle à l'Histoire, est aussi la matière première de l'analyse longitudinale (c'est-à-dire par cohortes, ou générations) que pratiquent les spécialistes de la population.

(4) La Société Belge de Démographie a mis au point :

— Godelieve MASUY-STROOBANT, *L'ABC de la Démographie belge*, 72 p. interfoliables, Centre d'Etude de la Population (Bd. St-Lazare 10 - 1030 Bruxelles), 1974.

— Roger MOLS, *Evolution, répartition et structures de la Population*, 9 dossiers interfoliables, Liège, Derouaux, 1975.

(5) Cité dans *La Wallonie, Le pays et les hommes*, t. I, p. 433, Bruxelles, 1975.

La notion de culture populaire, fut discutée lors de la séance du 18 novembre 1975 dans une optique réductrice, qui doit inciter à revenir sur ce thème.

(6) Service de Traitement Automatique de la Documentation Sociale (S.T.A.D.S.), 3, place Cockerill, B - 4000 Liège.

Aux Etats-Unis comme au Canada on en est au stade des réalisations. Mais ceci est une autre Histoire...

Etienne HELIN,
Professeur à l'Université
de Liège



INFORMATION PEDAGOGIQUE

LA DEMOGRAPHIE ET L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

SEMINAIRE INTERDISCIPLINAIRE DE SCIENCES HUMAINES

Ce séminaire s'est tenu au Domaine du Rond-Chêne, à Esneux, les 28 - 29 et 30 avril 1975.

Organisé conjointement par la Direction Générale de l'Organisation des Etudes, Service des Activités para- et extrascolaires et de perfectionnement des maîtres et des éducateurs, et par MM. les Inspecteurs A. BRUNEEL, G. DELCROIX, J. PRUDHOMME, L. THIERNESSE, R. VAN SANTBERGEN et J. VEREERSTRAETEN, il se proposait de réunir des professeurs de l'enseignement secondaire supérieur et des membres du Centre d'Etudes de la population et de la famille, afin de préciser dans quelle mesure la démographie doit intervenir dans l'enseignement secondaire, et notamment quels apports elle peut avoir pour les cours d'histoire, de géographie, de sciences économiques, sociales, etc.

Tous les participants avaient dès lors été invités à réfléchir d'avance aux aspects suivants :

- Dans quelle mesure la démographie peut-elle être utile à l'enseignement :*
 - a) des sciences économiques,*
 - b) de la géographie,*
 - c) de l'histoire.*
- Démographie et structure de l'emploi.*
- Démographie et structure de la consommation (étude du marché).*
- Démographie et compréhension des problèmes sociaux :*
 - a) l'incidence de la démographie sur l'évolution de l'économie ;*
 - b) l'évolution de la démographie interne de la Belgique ;*
 - c) problèmes de la démographie des grandes villes.*
- Démographie et politique.*

De plus, en prévision des séances de travail de groupes, chaque participant était prié de se munir de la documentation, en matière de démographie, utilisée dans ses cours.

Rapport général

Monsieur l'Inspecteur R. Van Santbergen ouvre le colloque en souhaitant la bienvenue à tous et notamment aux membres du « Centre d'Etudes de la Population et de la Famille » ; il les remercie plus spécialement et les présente aux professeurs.

Il rappelle ensuite la place importante de la démographie au sein des sciences humaines et souligne l'utilisation de plus en plus fréquente qu'en font les professeurs de géographie, d'histoire, de sciences économiques et sociales.

Dans l'enseignement secondaire, l'interdisciplinarité n'est plus un mythe ou un vœu pieux, mais une nécessité dont chacun prend conscience. Même si, en raison des mentalités, en raison aussi des structures de l'enseignement, elle reste parfois difficile, le principe n'est plus mis en doute.

Abordant alors le fond même du colloque, il rappelle les questions qui ont été proposées à la réflexion des participants, et, insistant sur le fait que ce choix n'est ni exhaustif, ni limitatif, il propose à chaque groupe, constitué d'avance, de s'organiser pour la suite des travaux.

Mme H. Damas, présidente de la Société Belge de Démographie, Maître de Conférences à l'Université, remercie le Ministère de l'Éducation nationale et les Inspecteurs d'avoir organisé ces journées. Elle se réjouit de voir regroupés ceux qui participent à la recherche démographique et ceux qui, dans leurs cours du secondaire, doivent ou veulent se servir des données démographiques. Elle insiste sur un des buts de ce colloque qui est de préciser aux chercheurs quels sont les besoins des enseignants.

A son tour, M. E. Hélin, professeur à l'Université de Liège, intervient pour exposer un aspect qui lui paraît essentiel : « Comment faire passer ces connaissances ? ». Il y a là non seulement une question de vocabulaire, mais aussi un problème d'utilisation. Il espère une réponse à cette question, pour lui primordiale : « A quoi et comment peuvent servir, dans le secondaire, les matériaux offerts par la démographie ? »⁽¹⁾.

Les cinq groupes se réunissent alors séparément afin de choisir et de délimiter leur sujet de travail.

Ces travaux de groupes se poursuivront le lundi après-midi et toute la journée du mardi.

La matinée du mercredi 30 avril a été consacrée à une séance plénière au cours de la quelle chaque groupe fit rapport de ses activités.

Nous reprenons dans un ordre logique, les différents rapports rédigés par ces groupes de travail.

* * *

Utilisation de la démographie par les trois disciplines : histoire, géographie, sciences économiques et sociales

I. OBJECTIFS POURSUIVIS

La démographie permet de connaître et de comprendre la structure et l'évolution d'une population. Structure et évolution ont des répercussions politiques, économiques et sociales qui influencent l'avenir. Elles ne sont compréhensibles que si elles sont replacées dans leur contexte historique, géographie et économique. —

(1) Voir ci-dessus un article du même auteur, dont le contenu a été exposé lors d'un autre séminaire résidentiel. En raison de son sujet, nous le publions dans ce cahier, pp. 28-33.

Les professeurs qui abordent les notions démographiques doivent être informés de la démarche suivant laquelle les renseignements ont été rassemblés et analysés ; toutefois, dans l'enseignement secondaire, on s'attachera surtout aux effets et on évitera de tomber dans une technicité abstraite. Un autre danger consisterait à accorder une foi trop grande aux chiffres dont la valeur est parfois très discutable ; l'esprit critique s'exercera donc constamment.

La démographie ne doit pas être étudiée pour elle-même, elle est un support (utilisation des données) aussi bien pour l'historien que pour le géographe ou l'économiste. Elle doit faire l'objet d'un enseignement pratique avant tout.

II. CONTENU

Les notions à voir doivent se limiter à celles dont on a besoin :

1. Composition numérique de la population avec comme corollaire les différents moyens de connaître la population absolue d'une entité spatiale, maintenant et anciennement. Nécessité de connaître les différents moyens de la déterminer : recensement, comptage...
2. Répartition spatiale de la population, actuellement et anciennement.
3. Mouvements naturels et migratoires de la population — taux de natalité, taux de mortalité, taux d'accroissement naturels, bilan migratoire — l'étude des facteurs influençant les variations relève des différentes disciplines des sciences humaines.
4. Structure par âge de la population — étude des différents types de pyramides d'âge et leur signification.
5. Liaison entre la structure par âge et certains autres faits comme la population active et le taux de fécondité.

III. UTILISATION DE LA DEMOGRAPHIE AUX DIFFERENT DEGRES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. Degré d'observation (12 - 14 ans)

Approche occasionnelle par l'exploitation des problèmes étudiés.

Exemples : — carte de population relative,
— évolution d'une ville, corrélation entre situation démographique et superficie bâtie,
— enquête dans le cadre du cours « Initiation à la vie familiale ».

N.B. : Réagir encore la tendance des élèves à être trop absolus ; ne pas laisser s'accréditer l'idée qu'une valeur chiffrée est automatiquement supérieure à une autre.

2. Degré d'orientation (14 - 16 ans)

Le professeur chargé de l'heure de sciences économiques et sociales en formation commune veillera à ce que l'élève connaisse les éléments de base et le vocabulaire afférant à la démographie. Ces données pourraient être consignées dans un carnet ou un fichier qui serait utilisé pendant toute la durée des études.

En option économique, ces données seront approfondies par l'historien ou par le géographe (l'économiste n'y faisant appel que très rarement à ce niveau).

3. Degré de détermination (16 - 18 ans)

La démographie apparaît en formation commune (matières géographiques et historiques) mais les professeurs ont peu de temps à lui consacrer.

Dans les options : géographie, histoire, sciences économiques, sciences sociales, elle est étudiée à des degrés différents suivant les problèmes choisis. De toute manière, il est absolument indispensable qu'une coordination efficace existe si l'on veut éviter les redites. Cette remarque est déjà valable pour les degrés précédents.

Enseignement secondaire non encore rénové

Les mêmes recommandations seront adoptées. Ainsi, les dispositions relatives au premier degré peuvent être appliquées à l'étude du milieu et de la région faisant l'objet du cours de géographie. Le reste peut trouver sa place dans le programme de la section « Sciences Humaines » ou de la section « Sciences économiques » ainsi que dans le cours de géographie générale de seconde. Le cours d'histoire des établissements pilotes accorde une place importante à la démographie.

IV. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

1. L'enseignement théorique ou systématique de la démographie ne s'indique pas. Les différentes notions seront tirées d'exemples concrets rattachés à leur contexte économique et spatio-temporel.

2. Au degré de détermination, il faut amener l'élève à une étude plus critique des faits, aborder la généralisation et même tendre vers l'abstraction.

3. Finalement, l'élève doit être à même d'établir une structuration des notions acquises à savoir :

- a) comment la population d'un pays ou d'une région s'est constituée ;
- b) comment elle a évolué ;
- c) les facteurs qui ont volontairement ou non influencé son évolution ;
- d) les répercussions économiques, politiques et sociales d'une structure et d'une évolution démographique.

4. Rappelons encore que les mêmes notions démographiques apparaissent à plusieurs niveaux et dans différents groupes. Il est donc nécessaire que chaque professeur y réfléchisse ; seule, une bonne coordination évitera des redites inutiles en attendant la révision des programmes.

Exemple d'exploitation d'un sujet : le vieillissement de la population en Belgique ; comparaisons avec d'autres pays

I. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

- R. ANDRE, *Le vieillissement de la Belgique*, Bruxelles, U.L.B., 1969.

*Annuaire statistique de la Belgique,
des Communautés Européennes,
de l'O.N.U.*

Annuaire du Ministère des Affaires Economiques.

Atlas National de Belgique, Bruxelles, I.G.M.

G. MASUY - STROOBANT, *L'A.B.C. de la démographie belge*, Bruxelles, 1974.

R. MOLS, *Evolution, répartition et structures de la population*, dans *Dossiers et démographie de la Belgique*, I, Liège, Derouaux, 1975.

II. MATIERES

a) Motivations : visite d'un home pour personne du troisième âge ; problème du logement de ces personnes, etc.

b) Techniques d'approche :

— *pour les sciences sociales :*

les notions de base de démographie, telles que pyramide des âges, etc, le vieillissement observé dans une région déterminée ;

— *pour les économistes :*

les conséquences financières du vieillissement de la population : l'impôt, le problème de l'emploi ;

— *pour les géographes :*

les cartes et diagrammes,
(voir aussi les sciences sociales et économiques) ;

— *pour les historiens :*

analyse de statistiques,
textes,
cartes, etc.

c) Problèmes d'exploitation et d'interprétation du matériel documentaire

La démographie scientifique n'est guère utilisable avant la fin du XIX^e siècle, faute de données. Pour les périodes antérieures, on n'a que des approximations qui peuvent éclairer d'un jour nouveau certains événements comme des ruptures de structures. Les documents dont nous disposons, tels les registres paroissiaux, ne donnent des informations démographiques que pour des villages. Il est dangereux de généraliser à partir de ces documents.

Il est urgent, de même, pour éviter les contresens et ambiguïtés de se mettre d'accord sur un vocabulaire utilisable par tous ceux qui parlent de démographie.

Pour obtenir les chiffres nécessaires à des études de ce genre, voir les *Annuaire statistique de la Belgique, des Communautés européennes, de l'O.N.U.*, les administrations communales et certains ouvrages spécialisés.

Il faut bien se rendre compte du danger d'erreurs d'interprétation lorsqu'on utilise des cartes où figurent des pourcentages ou des valeurs absolues. Il est nécessaire de faire preuve à tout moment d'esprit critique.

Enfin l'étude des graphiques, statistiques, etc. postule une coordination importante avec le cours de mathématique.

d) Types d'exploitation

Lectures et descriptions de cartes, de diagrammes, comparaisons (analyses comparées), explications en recourant à l'histoire,
aux effets de structures,
à la sociologie,
à la psychologie collective, etc.

e) Développement

- La dénatalité, élément du vieillissement de la population :
 - la chute de la nuptialité,
 - l'émancipation des femmes,
 - les équipements sociaux : les crèches.
- Le rapport population active - population non active :
 - les charges sociales,
 - les controverses syndicats - F.E.B. sur l'âge de la pension,
 - les impôts,
 - le troisième âge, infrastructure : logements, homes.
- L'emploi.
- L'urbanisme (voir notamment ci-après p. 45 et sv.).
- La politique peut agir sur le vieillissement :
 - on peut s'adapter au vieillissement,
 - on peut remédier au vieillissement :
 - a) en encourageant la natalité (primes de naissance). Agir sur la natalité est difficile car cela exige une modification des comportements. En démographie, comme en écologie, agir sur un élément bouleverse tout ;
 - b) en encourageant l'immigration.
D'où la législation en matière d'immigration et le problème des clandestins. (voir aussi 2 ci-dessous) ;
 - c) en mettant la femme au travail pour accroître la population active.
- L'influence de la démographie sur les mentalités et vice-versa.

* * *

Les mouvements migratoires

I. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

L. DOLLOT, *Les migrations humaines*, coll. « Que sais-je ? » n° 224, Paris, P.U.F., 1970.

P. GUILLAUME et J.-P. POUSSOU, *Démographie historique*, coll. « U », Paris, A. Colin, 1970.

voir aussi, *in fine*, la bibliographie générale.

II. MATIERES

a) *Motivation*

Enquêtes sur base de questionnaires, etc.

b) *Développement*

1. Définition de quelques points essentiels de démographie :

population : c'est un ensemble d'individus déterminé dans le temps et dans l'espace.

structure : cet ensemble est structuré selon certains critères :

- âge,
- sexe,
- état socio-professionnel.

mouvements : des changements peuvent s'opérer dans cette population, des mouvements naturels et des mouvements migratoires : ils auront une influence directe sur la structure.

2. Les mouvements migratoires.

Il y a différents types de migrations.

1. Les *migrations internes*

Parmi celles-ci, il faut distinguer :

- les migrations pendulaires ou navettes : cet aspect est à signaler mais il y a un danger : tout le monde fait des navettes (d'où l'importance du découpage territorial) ;
- les migrations définitives ou résidentielles : ce sont les migrations les plus faciles à contrôler.

2. Les *migrations internationales*

Elles sont dues à des causes économiques (les Italiens, les Nord-Africains en Belgique) ou à des causes politiques (les Espagnols, les Hongrois en Belgique).

Elles ont des influences sur la structure ou les mouvements de la population.

Remarquons qu'il y a aussi des mouvements pendulaires dans les migrations internationales (les Belges dans l'ex-Congo belge).

c) *Types d'exploitation et problème d'interprétation*

1. Les *migrations internes*

1. L'étude des pyramides des âges permet de soupçonner des mouvements.

- La comparaison des pyramides des arrondissements de Bastogne et de Charleroi permet de déceler dans celle de Bastogne des creux correspondant au départ de jeunes adultes, cause d'une certaine dénatalité qui se marque par un rétrécissement de la base de la pyramide.
- La comparaison des pyramides de l'arrondissement de Charleroi à des dates différentes montre un élargissement de la pyramide correspondant à l'immigration d'étrangers (Italiens) dans la région, et, d'autre part, l'arrêt de cette immigration consécutif à la récession minière.
- Dans ces études de pyramides, commencer par l'étude de la région, de la province où l'on habite puis étendre à la Belgique.

2. Les raisons de ces migrations.
Par exemple, le désir de quitter la ville surpeuplée qui fait suite au désir d'y aller.
3. L'aboutissement des migrations dans certaines régions du pays :
 - le poids d'une région par rapport au pays ;
 - le vieillissement de la population. La population wallonne est une population vieille. Comment la modifier ? On constate que l'immigration d'une population à haute fécondité n'a des effets qu'à court terme car elle ne constitue qu'un faible pourcentage de la population totale et elle adopte très rapidement la mentalité belge en ce qui concerne la fécondité, mentalité liée à un certain style de vie ;
 - le changement social ;
 - la mobilité géographique n'est pas la même que la mobilité professionnelle, ni non plus que la mobilité sociale.

2. Les *migrations internationales*

1. Exemple d'utilisation au troisième degré de migrations européennes vers les colonies :
 en histoire : le problème de colonisation et de décolonisation,
 en sociologie : le problème de reclassement ; extension au racisme ;
 les problèmes politiques,
 en géographie : les modifications économiques ; l'influence sur le rajeunissement ou le vieillissement de la population : la structure de la population d'un pays.
2. L'immigration aux Etats-Unis :
 en histoire : les différentes causes et les différents effets de l'immigration,
 en sociologie : l'acculturation, la stratification sociale,
 en géographie : l'augmentation brutale de population ; les situations économiques.
3. La comparaison des pyramides de populations belge et étrangère permet de constater :
 un comportement différent des populations,
 une différence de qualification professionnelle,
 l'importation de nouveaux biens de consommation,
 l'exportation des salaires.
4. Il n'est pas toujours possible de se procurer les documents nécessaires et souhaités : il serait intéressant d'avoir des chiffres par catégories socio-professionnelles, par âges, etc. Ces chiffres sont impossibles à trouver pour les émigrants, relativement faciles à trouver pour les immigrants récents. Mais il faut prendre ces chiffres avec beaucoup de circonspection car il y a des immigrants clandestins et on verse dans la catégorie « migrations internationales » toutes les différences observées au moment du recensement.

* * *

Etude démographique d'une population

I. BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTATION

Agglomération de Bruxelles, Urbanisme, Aménagement du territoire, Logement, Travaux publics, Fiches de documentation, Cahier n° 1, Bruxelles, décembre 1974.

R. ANDRE, *La Démographie du Hainaut, I, Charleroi et son agglomération*, 1970 ; *II, L'Entre Sambre et Meuse hennuyère*, Institut de Sociologie, U.L.B., Bruxelles, 1972.

Atlas National de Belgique, Bruxelles, I.G.M.

P. H. CHOMBART DE LAUWE, *Des Hommes et des Villes*, coll. « Etudes et Documents », Paris, Payot, 1965.

H. DAMAS, *Le mouvement naturel de la population belge, son évolution de 1846 à 1960*, dans *Cahiers du Centre d'Etudes de la Population et de la Famille*, n° 2, Bruxelles.

L'Ecole et la Ville (revue trimestrielle), Commission française de la Culture de l'agglomération de Bruxelles.

La France et sa population, dans *La Documentation française illustrée*, n° 281, octobre 1973.

L'Institut national de la Statistique et des Etudes économiques et le Recensement de la Population de 1975, *La documentation française illustrée*, n° spécial, 28 décembre 1974.

L'Institut National de Statistiques, Recensement de la Population, 1970 :

I. Chiffre global de la population par communes (avec rétrospective) plus étude générale sur la Belgique ;

II. Bâtiments par communes ;

III. Logements ;

IV. Nationalités et Etats-civils ;

V. Structures par âges, 2 vol., *Royaume et arrondissements ; Communes.*

VI. Les ménages.

VII. Les familles ;

VIII., 2 vol., Activités ; Professions ;

IX. Mobilité géographique ;

XV. Population globale par secteurs statistiques.

B. JOURET, *La méthode du transect appliquée à l'analyse urbaine. Un exemple bruxellois (commune d'Anderlecht)*, dans *Revue de Géographie de Lyon*, XLVII, Lyon, 1972.

R. MOLS, *Evolution, Répartition et Structures de la Population*, dans *Dossiers de Démographie de la Belgique*, I, Liège, 1975.

Moniteur belge du 19 octobre 1974, *Chiffres officiels de la population au 31-12-1973.*

La population et l'avenir des Etats-Unis. Rapport de la Commission d'enquête sur l'accroissement de la population et l'avenir des Etats-Unis, Paris, 1973.

J. REMY, *La ville, phénomène économique*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1966.

Survey National, Ministère des Travaux Publics, Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, Bruxelles, 1960.

II. MATIERES

a) Motivations

Activités en dehors de l'école : la recherche par les élèves d'informations sur tel problème auprès d'organismes accessibles.

Activités à l'école, notamment dans le groupe : préparation de visites, préparation de questionnaires d'enquêtes...

b) Mise en œuvre des données démographiques dans l'enseignement des Sciences Humaines

La démographie est plus un ensemble de méthodes qu'une science. Au secondaire, elle ne peut donc pas être envisagée comme une discipline en soi mais bien comme un support, ou un auxiliaire, de plusieurs disciplines.

Les documents seront présentés à l'état brut ou plus ou moins élaborés selon les circonstances : disponibilité et nature des documents, sujets traités, temps disponible, degré d'études, etc.

c) Exploitation pédagogique des données dans le cadre urbain

Il faut envisager successivement deux aspects :

- dans le cours et
- dans les travaux de groupes.

Dans l'optique du cours, détermination du type urbain selon :

- les chiffres de population,
- la superficie,
- la densité de population,
- la structure par âges et par sexes (pyramide des âges),
- la structure par nationalités,
- la structure socio-professionnelle,
- les mouvements migratoires et pendulaires,
- le mouvement naturel de la population,
- la répartition des ménages et des familles,
- la concentration de la population (transect),
- les possibilités de déplacement (temps, espace),
- la représentation des quartiers,
- l'infrastructure économique,
- l'infrastructure scolaire et culturelle,
- l'infrastructure administrative,
- etc.

Par des travaux de groupes,

- l'élaboration par les élèves de dossiers valables et utilisables,
- l'exploitation des informations recueillies,

- préparation de visites, de questionnaires...,
- les rapports de visites,
- etc.

Remarque : les recommandations relatives au travail en groupe sont également d'application en ce qui concerne la collecte et l'analyse des données démographiques.

* * *

Démographie et politique

I. BIBLIOGRAPHIE

- J. ANCIANT, *Initiation aux faits économiques et sociaux*, Paris, 1972.
- B. BERELSON, *La politique démographique des pays développés*, The population council, New York, 1974.
- M. BETTATI, *Le conflit sino-soviétique*, I, coll. « U2 », Paris, 1971.
- E. BONNEFOUS, *Le monde est-il surpeuplé ?*, Paris, 1968.
- J. MAILLAND et Y. LEQUIN, *Les nouveaux mondes, Chine - Japon au XXe siècle*, Paris, 1970.
- H. MATTELART, *Géopolitique du contrôle des naissances*.
Le monde, 28-29 juin 1966.
Le Monde, 23 août 1974.
Le monde, 25-26 août 1974.
Le Monde, 31 août 1974.
Le Monde diplomatique, novembre 1973.
Le Monde diplomatique, 3-4 mars 1974.
Le Point, 12 mai 1975.
La Population de l'Algérie, C.C.R.E.D., 1974 (1974, *World population year*).
- La population de la Roumanie*, Commission nationale de démographie, Bucarest, 1974.
- La population et l'avenir des Etats-Unis, Rapport de la commission d'enquête sur l'accroissement de la population et l'avenir des Etats-Unis*, The population council, New York, 1973.
- Population policies and economic development, a world bank staff report*, Baltimore, Londres, 1974.
Le Soir, 26 août 1974.
- C. WESTOFF, *Les Etats-Unis dans la politique démographie des pays développés*, The population council, New York, 1974.

II. MATIERES

Le thème *politique et démographie* peut être abordé sous deux angles différents au moins, le premier étant l'influence de la politique sur la démographie : il s'agit alors essentiellement de la politique démographique préconisée par les Etats pour leur propre population ou pour les populations des autres continents et bien entendu les raisons avouées de ces politiques démographiques. Mais on peut aussi envisager l'influence de la situation démographique d'un pays sur ses positions politiques. Dans quelle mesure, par exemple, une démographie en expansion entraîne-t-elle à l'agressivité et à la guerre ?

C'est le premier point de vue qui a été développé ici, pour des raisons pratiques de temps et d'accessibilité à la documentation.

Notre recherche sur les politiques démographiques a consisté à rappeler et à tenter d'expliquer les positions des principaux ténors de la Conférence sur la démographie organisée fin août 1974 à Bucarest par les Nations-Unies : Etats-Unis - Chine - Algérie - Inde - Argentine - Roumanie. La Belgique n'ayant pas de politique démographique particulière⁽²⁾, nous ne l'avons pas envisagée dans notre étude.

Nous avons aussi essayé de montrer que les contradictions politiques : développement, sous-développement, impérialisme, se manifestent au niveau démographique.

Pour servir de base aux travaux de la conférence, les démographes de l'O.N.U. avaient élaboré un document, un plan d'action démographique qui insistait sur la réduction des naissances sans pour autant négliger les aspects économiques⁽³⁾.

Ce projet à tendance malthusienne était soutenu dès le départ par les Etats-Unis, les pays scandinaves et dans une moindre mesure par la Hollande.

Les Etats-Unis préconisaient des engagements sur des objectifs précis :

- populariser le planning familial,
- réduire le taux de croissance de 2% à 1,7%.

Cette position américaine et scandinave est concrétisée depuis quelques années au moins dans les faits. Les Etats-Unis et la Suède sont les deux principaux bailleurs de fonds des organismes qui développent des activités démographiques dans le Tiers Monde, essentiellement la promotion du planning familial. A titre d'illustration, voici quelques chiffres pour 1972. Les chiffres sont exprimés en dollars par habitant : Suède 1,5 \$; Etats-Unis 0,86 \$; Hollande 0,25 \$; Belgique 0,002 \$ (soit huit centimes)⁽⁴⁾.

Nous avons alors cherché à savoir si les autorités américaines avaient en ce qui concerne leurs nationaux une attitude identique. La réponse est affirmative. Encore faut-il préciser qu'il s'agit d'un revirement récent (1959). Durant sa présidence, Eisenhower déclarait encore : « Ce gouvernement n'aura pas dans son

(2) B. BERELSON, *op. cit.*, p. 81.

(3) *Le Monde*, 31 août 1974.

(4) *Population policies...*, *op. cit.*, p. 188.

programme une doctrine politique positive face au problème de régulation des naissances. Cela ne nous concerne pas »⁽⁵⁾.

Dix ans plus tard, en 1969, le président Nixon dans un discours au Congrès estime que 300 millions d'Américains en l'an 2000 constitueraient un défi à la société. Il demande alors aux parlementaires de créer une commission chargée d'élaborer une politique. La commission conclura dans un sens malthusien. Son rapport a été publié en français⁽⁶⁾. La tâche entreprise ne présentera pas beaucoup de difficultés puisque depuis 1960 environ aux Etats-Unis comme dans le reste du monde industrialisé le taux de natalité diminue beaucoup plus vite que le taux de mortalité.

La situation est telle que l'hebdomadaire français *Le Point* du 12 mai 1975 pouvait barrer sa couverture du titre alarmiste : « La population blanche s'effondre » et commenter : « La race blanche court au suicide collectif ».

La position malthusienne était aussi défendue à Bucarest par des pays du Tiers Monde : Pakistan, Malaisie, Singapour, Inde... C'est ce dernier qui a été privilégié lors du séminaire du Rond-Chêne.

Deux documents illustrent la gravité de la situation démographique de l'Inde⁽⁷⁾. Citons ici :
âge moyen de la femme au moment du mariage en 1951 encore : 15 ans,
population totale : 600 millions,
doublement prévu en 28 ans, etc.

L'Inde a tenté de freiner sa croissance démographique ; tout le monde connaît les campagnes pour la stérilisation. Mais les succès sont lents sinon inexistant : dix millions d'Indiens stérilisés, chiffre impressionnant mais dérisoire puisqu'il représente à peu près 2% de la population.

Le taux de natalité qui aurait dû être ramené de 39% en 1961 à 25% en 1967 était encore de 32% en 1973-1974.

La conférence de Bucarest s'enfonçait paisiblement dans le ron-ron des déclarations officielles quand le délégué chinois relança le débat en dénonçant en termes violents « les surpuissances qui sonnent la fausse alarme de l'explosion démographique ». Ce qu'il y a de plus précieux pour le monde, ajoutait-il, c'est sa population ; le pouvoir créateur du peuple ne connaît pas de limite, et de critiquer l'hypocrisie des pays riches qui ont peur de la puissance démographique du Tiers Monde⁽⁸⁾.

Cette offensive anti-malthusienne était menée par une coalition surprenante : pays socialistes et Vatican.

L'Algérie, en ce domaine comme en d'autres, voulait aussi se poser en leader du Tiers Monde.

(5) C. WESTOFF, *Les Etats-Unis...*, op. cit., p. 340.

(6) *La population et l'Avenir des Etats-Unis...*, op. cit. ; - C. WESTOFF, *Les Etats-Unis...*, op. cit., p. 345 et 350.

(7) H. MATTELART, *Géopolitique...*, op. cit., p. 157 à 168 ; - *Le Monde diplomatique*, 3-4 mars 1974.

(8) *Le Monde*, 3 août 1974 ; - *Le Soir*, 26 août 1974 ; - *Le Monde*, 25-26 août 1974.

La position chinoise, en ce domaine, n'a guère varié depuis 15 ans. En 1958, Mao Tsé-Tung déclarait : « La bombe atomique est un tigre de papier dont les réactionnaires américains se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible, mais en fait, elle ne l'est pas. Bien sûr, la bombe atomique est une arme qui peut faire d'immenses massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre et non deux ou trois armes nouvelles »⁽⁹⁾.

Utilisation de l'arme atomique mise à part, on peut trouver une confirmation récente de cette thèse dans l'issue du conflit vietnamien qui aurait probablement été différente si le corps expéditionnaire américain n'avait pas dû évoluer au milieu d'une population dépassant les 30 millions d'individus.

On pourrait alors se demander quelle est la politique démographique intérieure de la Chine et de l'Algérie de plus en plus à la tête du camp tiers-mondiste dans sa lutte contre l'impérialisme.

Le gouvernement de Pékin semble avoir eu une position variable au cours de ces dernières années, comme le prouvent certains documents⁽¹⁰⁾.

La tendance est cependant plutôt malthusienne, et c'est sûrement le cas aujourd'hui même si l'on insiste sur la capacité de la Chine socialiste de faire face à son problème démographique en augmentant sa production et même si on présente les mesures prises comme des réponses à des demandes des familles. A preuve cette déclaration faite à une journaliste occidentale : « La demande existe au niveau individuel et si, dans certains cas, on n'aide pas le peuple, il recourt à des méthodes catastrophiques : avortement et infanticide ».

Quant à l'Algérie, elle se rapproche plus encore de la position exprimée par Marx dans sa réponse à Malthus. Alors qu'elle connaît un taux d'accroissement voisin de celui de l'Inde (3,29%), l'Algérie ne développe aucune politique anti-natale. La modification des comportements démographiques est attendue de l'amélioration du niveau de vie⁽¹¹⁾.

Pour terminer, nous avons encore envisagé le cas de deux pays :

1. l'Argentine, car ce pays est résolument nataliste et même favorable à l'immigration, — ce qui n'a rien à voir avec le « laisser-faire » algérien — non seulement pour les raisons que l'on vient d'évoquer, mais encore dans un but de puissance locale. Son voisin brésilien possède une population quatre fois plus nombreuse et un taux d'accroissement double.

C'est l'occasion de rappeler que la politique démographique ne concerne pas seulement la fécondité mais aussi la répartition spatiale, les migrations, l'absence de guerre.

2. la Roumanie. Ce pays a joué un rôle obscur à la conférence des Nations-Unies. Si sa politique démographique mérite tout de même l'attention, c'est que ce pays a connu une expérience assez rare.

(9) M. BETTATI, *Le conflit...*, op. cit., p. 261.

(10) J. J. MAILLAND et Y. LEQUIN, *Les nouveaux mondes...*, op. cit., p. 83 et 84 qui citent Méné GREGOIRE, dans *Le Monde*, 28-29 juin 1966 ; - E. BONNEFOUS, *Le Monde...*, op. cit., p. 222 à 225 ; J. ANCIANT, *Initiation...*, op. cit., p. 154-155.

(11) *La population de l'Algérie*, C.C.R.E.D., 1974.

Jusqu'en 1957, la Roumanie pratique une politique répressive en matière d'avortement. A partir de cette date et à l'imitation de l'U.R.S.S., elle adopte une position franchement libérale ; aucun pays n'ira aussi loin quant à la facilité avec laquelle l'avortement peut être obtenu. Aucune restriction n'existe, sinon par le médecin qui va pratiquer l'intervention.

Devant l'accroissement considérable du nombre des avortements, le gouvernement roumain, en 1967, abrogea brutalement le décret libéral pris dix ans plus tôt.

Le taux de natalité va tripler en un an ! Le surcroît des naissances est évalué à un million. Inutile de préciser les difficultés qui doivent être celles du Ministère de l'Education Nationale par exemple⁽¹²⁾.

Conclusion

On peut dire sans crainte de se tromper qu'aujourd'hui comme hier et que demain comme aujourd'hui, de la chute de l'empire romain jusqu'aux luttes anti-impérialistes du XXe siècle, la démographie a été, est et sera une donnée essentielle de la politique générale.

* * *

Conclusions générales

Ce premier colloque de démographie organisé à l'intention des professeurs de l'enseignement secondaire a eu pour résultat immédiat de sensibiliser les participants à certains aspects essentiels de l'enseignement tel qu'il évolue actuellement.

En réalité, le contact établi entre les chercheurs universitaires et les responsables et praticiens de l'enseignement secondaire a permis à tous de préciser leur optique et de chercher des points de rencontre. Que les spécialistes de la démographie soient venus pour apprendre ce que les professeurs attendaient d'eux et que ces mêmes professeurs aient voulu se documenter sur les apports possibles de la démographie à leurs cours laissent bien augurer du succès de ces journées, et, en effet, elles ont permis de dégager quelques idées fondamentales :

1. Il faut insister d'abord sur ce renouvellement profond de l'enseignement secondaire où plus personne ne peut mettre en doute *l'intérêt et la nécessité d'une coordination entre tous les professeurs*. Si, dans la pratique, celle-ci reste parfois d'application difficile, — fait dû plus aux mentalités des hommes et aux structures de l'enseignement qu'à une mauvaise volonté, — les professeurs comprennent de plus en plus qu'il est logique de s'épauler pour arriver à une plus grande efficacité.

A cet égard, il peut paraître incongru de retrouver dans les programmes, à plusieurs niveaux et même à la fois dans plusieurs disciplines, les mêmes notions. Il ne s'agit évidemment pas là d'une négligence de la part des responsables de ces programmes, mais plutôt de la volonté exprimée de voir plusieurs professeurs

(12) *La population de la Roumanie*, op. cit., p. 94 ; - *Le Monde diplomatique*, novembre 1973.

aborder les mêmes notions et les développer, chacune, selon une optique et une direction spécifiques. Ainsi, partant d'un noyau, la même notion sera élargie par les différents professeurs, au fur et à mesure que l'élève avancera dans ses études secondaires, et cela, normalement, sans redites toujours ennuyeuses.

C'est une des raisons d'ailleurs qui expliquent la souplesse des programmes rénovés et la liberté de choix qu'ils offrent si une coordination existe.

2. Les participants ont aussi tenté de préciser quelle *part* devait être celle de la *démographie au niveau de l'enseignement secondaire*.

Au degré d'observation, l'enseignement de la démographie ne se justifie en aucune façon. Les données démographiques interviennent comme éléments de la formation historique, géographique, familiale, etc.

Au degré d'orientation, on retrouve la même attitude. Une proposition a été retenue et serait à examiner : si la nécessité d'une base commune se faisait sentir, on pourrait confier cet enseignement de notions démographiques fondamentales au professeur chargé du cours commun de sciences économiques et sociales (1 période/semaine).

Au degré de détermination, une certaine systématisation s'impose (voir notamment le programme d'histoire). Mais il ne faudrait tout de même pas considérer l'enseignement de la démographie comme une fin en soi. La démographie doit rester là aussi un des aspects, un des éléments de l'étude et de la compréhension de l'histoire de notre temps.

3. *Que demandent les professeurs ?* A quelles difficultés se heurtent-ils lorsqu'il s'agit d'aborder des notions de démographie ?

Il y a d'abord la nécessité d'une formation suffisante et d'une information régulière et permanente : les recyclages pourraient permettre d'apprendre des techniques de base, techniques d'approche et d'exploitation de documents. Mais il est tout aussi important que soit créée une banque des données opérationnelle. Une centralisation de la documentation serait souhaitable pour éviter les démarches multiples auxquelles doivent avoir recours les professeurs du secondaire.

De même, ce centre documentaire devrait pouvoir « préparer » les données statistiques de telle façon que celles-ci soient utilisables et accessibles. Ainsi, l'insuffisance de représentations cartographiques et spatiales des phénomènes de population est révélatrice d'une certaine indigence de la documentation.

M. l'Inspecteur Van Santbergen conclut en remerciant les participants du travail effectué et en rompant à nouveau une lance en faveur de la coordination. Il dit combien le manque de coordination, la dispersion des efforts entraîne de gaspillages des forces vives, physiques et intellectuelles. Il espère en tout cas que tous ceux qui ont participé à ces journées se feront un peu les apôtres d'un nouveau type d'enseignement, pour le plus grand profit de tous, individuellement et collectivement.

* * *

Complément bibliographique

Figurent dans ce complément le titre des livres importants qui n'ont pas été repris dans la bibliographie des groupes.

R. ANDRE et J. PERETRA-ROQUE, *La démographie de la Belgique au XIXe siècle*, Bruxelles, 1974.

A. ARMENGAUD, *Démographie et Société*, Paris, 1966.

J.-L. CHAMBERS, *Population, Economy and Society in Pre-Industrial*, Oxford, 1972.

H. GERARD et G. WUNSCH, *Comprendre la démographie, Méthodes d'analyse et problèmes de population*, coll. « Marabout Université », n° 240, Verviers, 1973.

P. LASLETT et R. WALL, *Househol and Family in Past Time*, Cambridge, 1974.

R. PRESSAT, *Démographie sociale*, coll. « SUP, Le Sociologue », n° 24, Paris, 1971.

R. PRESSAT, *Démographie statistique*, coll. « SUP, Le Sociologue », Paris, 1972.

M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, Paris, 1968.

A. SAUVY, *Population*, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1967.

H. STANFORD (ed. by), *The world's Population, Problems of Growth*, Oxford Univ. Press, Toronto, 1972.

E.-A. WRIGLEY, *Société et population*, coll. « Univers des Connaissances », Paris, 1969.

Wallonie 74, n° 5 :

- H. DAMAS, *Le bilan démographique de la Wallonie*,
- R. ANDRE, *Eléments d'une politique démographique wallonne*,
- G. WUNSCH, *Situation régionale de la natalité et de la mortalité en Belgique*,
- A. DELPEREE, *Le problème démographique wallon*,
- H. GERARD, *Pour une politique démographique en Wallonie*,
- J. STASSART, *Démographie et économie*.

* * *

Organismes d'information

Belgian Archivs of social sciences, Van Evenstraat, Leuven.

Centre d'Etudes de la population et de famille, Boulevard St Lazare 10, 1030 Bruxelles - Tél. 02/217 55 77.

Comité National de l'Atlas de Belgique, I.G.M., Abbaye de la Chambre, 1050 Bruxelles.

Département démographique de l'U.C.L., Van Evenstraat 2b, Leuven - Tél. 016/22 64 52.

Service d'Informations des Communautés Economiques Européennes, 244, rue de la Loi, Bruxelles.

Service de l'Urbanisme de l'agglomération de Bruxelles, 15, rue de la Loi, 1040 Bruxelles.

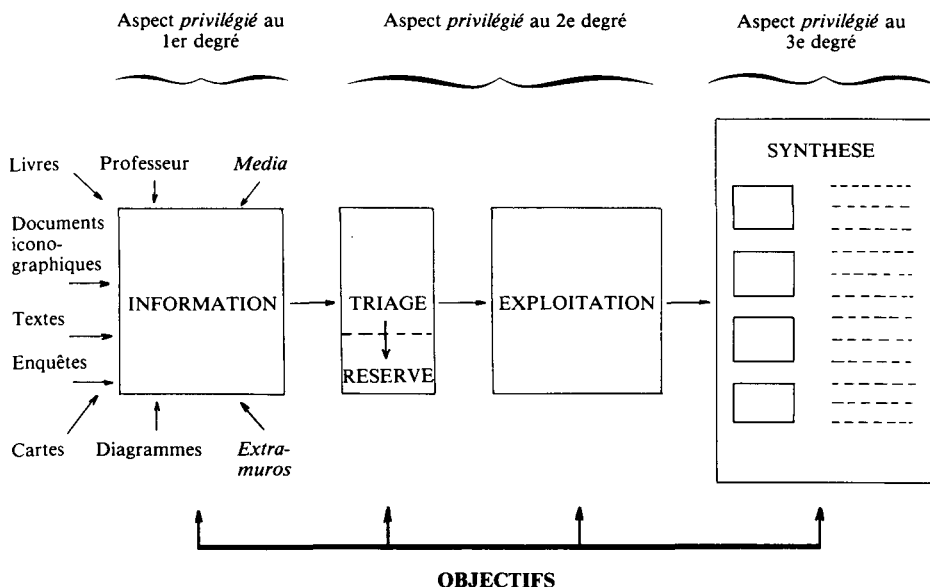
Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, Résidence Palace, 155, rue de la Loi, 1040 Bruxelles (voir M. V. Lambert).

H. BAIVERLIN

LA DEMARCHE PEDAGOGIQUE EN HISTOIRE

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE DE TYPE I(1)

Schéma proposé



Commentaire du schéma

Ce schéma n'a d'autre ambition que d'essayer de visualiser les démarches accomplies d'une part par le professeur d'histoire et de sciences sociales, et d'autre part par ses élèves durant les six années d'apprentissage que constituent les humanités.

Au professeur, il tente d'indiquer quels objectifs principaux peuvent être poursuivis dans chaque degré de l'enseignement de type 1.

Exposé à la réflexion des élèves des deuxième et troisième degrés, il leur permet de *situer les activités* accomplies dans le cadre du cours et de *se situer* par rapport à ces activités, démarches qui peuvent les amener peu à peu vers l'auto-évaluation.

(1) Enseignement destiné à des élèves belges de 12 à 18 ans, axé sur des contenus et des méthodes pédagogiques rénovés.



A. Au niveau du premier degré

Il nous paraît essentiel que l'élève prenne conscience de la manière dont s'élabore l'information ; il découvrira de la sorte les différents moyens et les différentes sources d'information. Il apprendra, sous la conduite du professeur, à lire un texte, à se poser des questions⁽²⁾, à « décoder » un message, à chercher des explications dans des ouvrages de référence, dans un atlas, dans le dictionnaire.

Il apprendra à manier un livre, à consulter une table des matières, un index, un fichier...

Il commencera peu à peu à analyser une information, à l'interpréter, à résumer un texte court, à décrire un document iconographique simple, un graphique, à lire une carte, à manier une ligne du temps, à apprécier un témoignage en fonction d'un contexte...

Il nous paraît essentiel de développer surtout, à ce niveau, le savoir-faire, de manière à doter l'élève d'une pratique de l'outillage qui sera le sien dans les années ultérieures des humanités, mais aussi dans la vie.

A ce niveau, il importe encore d'apprendre à l'élève à lire et à s'initier à un vocabulaire (nécessité de textes simples et courts en début de degré) : ce vocabulaire introduira les termes spécifiques aux sciences humaines, un vocabulaire de base dans les domaines technique, économique, social et politique⁽³⁾.

L'élève apprendra à localiser dans le temps et dans l'espace par la construction et le maniement fréquent de lignes du temps et de cartes.

Quant aux objectifs notionnels, ils seront relativement modestes : l'élève devra prendre conscience du long chemin parcouru par l'homme pour résoudre ses besoins fondamentaux et s'organiser en sociétés : l'accent sera donc mis sur des faits de la vie quotidienne, sur le concret, sur les vestiges matériels des civilisations et plus particulièrement, au départ, sur des éléments que l'élève peut observer dans son environnement immédiat, dans le milieu local ou régional (y compris les musées) qui serviront de base, de motivation à une découverte de l'environnement éloigné.

Parallèlement, l'élève apprendra et sera capable d'user correctement du vocabulaire de base, pourra localiser dans le temps et dans l'espace les notions rencontrées.

B. Au niveau du deuxième degré

A ce niveau, l'élève ayant acquis les mécanismes de base du savoir-faire sera initié à une autre démarche : choisir parmi les documents mis à sa disposition ceux qui lui permettront de résoudre les problèmes posés et d'atteindre ainsi les objectifs posés préalablement par le professeur ou le groupe.

L'élève sera entraîné à analyser les matériaux historiques, à les classer, à les interpréter avec critique et à les replacer dans un contexte plus général⁽⁴⁾.

(2) Voir l'exemple de grille d'analyse des documents publié dans les *Cahiers de Clio*, n° 48, p. 58-60, Bruxelles-Liège, Centre de la pédagogie de l'histoire, 1976.

(3) Tel qu'il est proposé dans le programme *Etude du milieu naturel, humain et technique*, Enseignement secondaire, rénové, Premier degré, Formation commune, p. 49-51, Bruxelles, Ministère de l'Education nationale et de la Culture française, 1973 (réf. : 315/55).

(4) Voir à ce sujet la grille publiée dans *Formation historique*, VII et VIII, Liège, Sciences et lettres, 1976.

Le professeur mettra donc l'accent sur des procédures d'organisation : collecte de documents, analyse, évaluation des sources, recherches complémentaires en médiathèques, bibliothèques, centres de documentation, organismes publics et privés...

Peu à peu, l'élève sera mené à élaborer des synthèses simples : plansynthèse, tableau récapitulatif, résumé...

C. Au niveau du troisième degré

A ce niveau, l'accent sera mis sur la synthèse, fruit de recherches et de travaux élaborés soit en groupe, soit personnellement. Il importe que l'élève soit amené à transposer le résultat de ses démarches et de son analyse de manière simple, claire, structurée, en faisant preuve d'un esprit relatif, critique et tolérant. Il nous semble intéressant de mettre l'accent sur les différents moyens de matérialiser les résultats de la démarche antérieure ou préalable, c'est-à-dire l'information, le triage et l'exploitation et de les communiquer à d'autres.

A côté de la synthèse écrite, l'élève pourra recourir à l'exposé, au débat, réaliser des maquettes, dessins, schémas, dossiers, montages audio-visuels, expositions... pour transmettre à d'autres le résultat de ses investigations, de sa réflexion et ses conclusions.

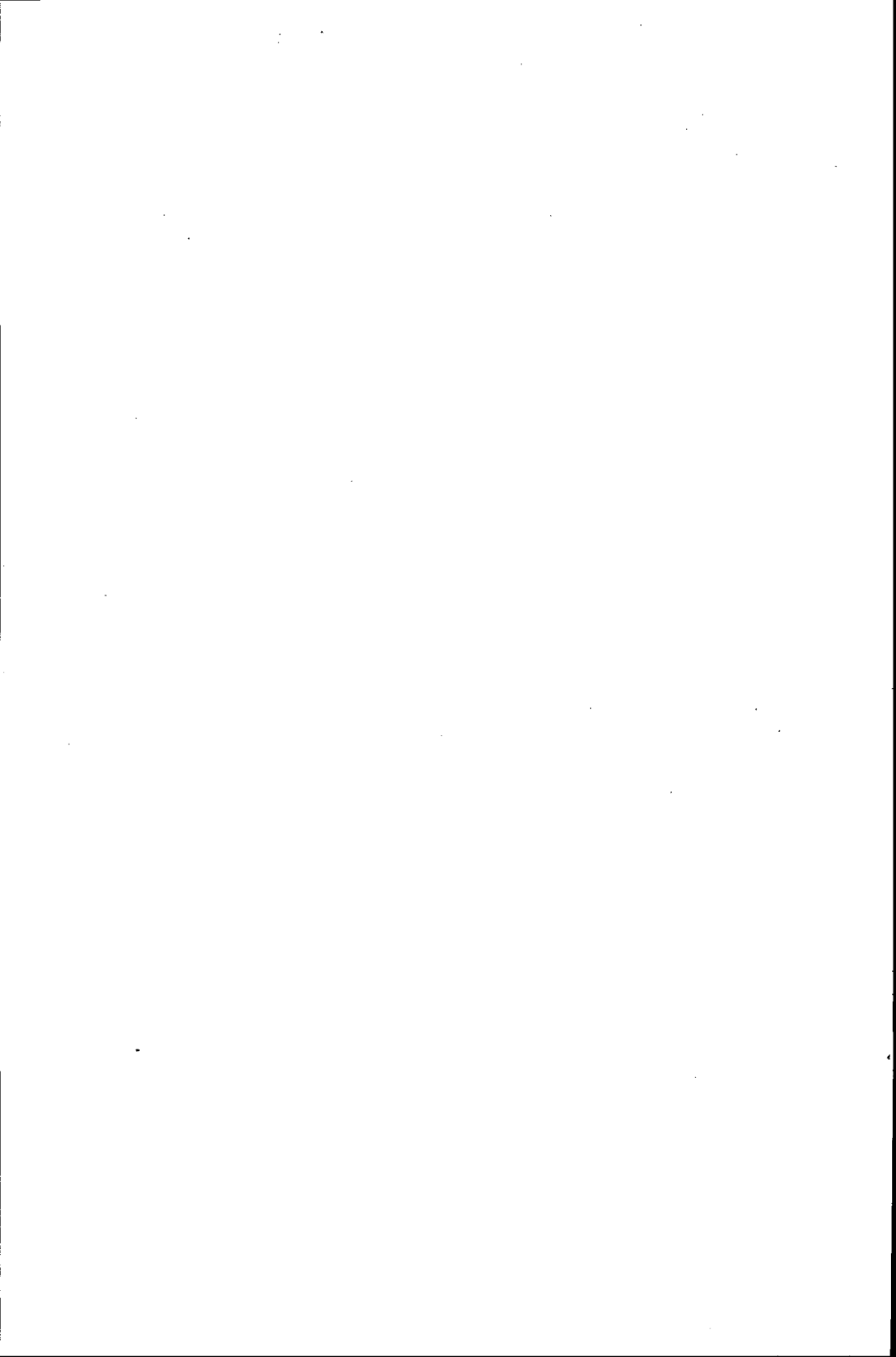
Dans la mesure du possible, les problèmes traités seraient individualisés en tenant compte de l'acquis, des goûts et des options des participants.

Conclusion

Comme on le constatera, la démarche générale proposée par ce schéma tente de mener l'élève de l'apprentissage de base vers l'autonomie d'étude, de réflexion qui lui permettra de comprendre le monde, de se sentir plus responsable, d'avoir une opinion personnelle et de défendre ses idées, c'est-à-dire s'exprimer et agir dans la société de demain.

Au fur et à mesure que se développera l'apprentissage, le rôle du professeur se fera plus discret : de guide il deviendra peu à peu l'animateur du groupe et ne devra pas hésiter à s'effacer pour laisser s'exprimer les initiatives de la collectivité.

Michel REVELARD,
Professeur à l'Athénée royal
de Marchienne-au-Pont,
Mai 1977



INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

A PROPOS DE...

ABEL, W., *Crises agraires en Europe (XIIIe-XXe siècles)*, coll. « Nouvelle bibliothèque scientifique » dirigée par F. Braudel, Paris, Flammarion, 1973.

Paru pour la première fois en 1935, ce remarquable ouvrage avait pour but initial d'étudier prix, salaires et rentes foncières, production agricole, mouvement démographique et niveau de vie des populations pour expliquer comment l'économie agricole et vivrière a réussi à satisfaire les besoins des hommes. L'étude est mise à jour et l'analyse se poursuit jusqu'au XXe siècle.

Les rapports entre salaires, trafic commercial, volume monétaire, démographie, production, vente de produits agricoles et artisanaux ou industriels auraient varié en Europe centrale et occidentale de la manière suivante :

- vers l'an 1000, l'échange des marchandises est limité à quelques articles de luxe pour la plupart et à quelques régions étroites de l'espace européen. Le trafic commercial atteint son point le plus bas entre le VIIIe et le Xe siècle. Les rapports seigneuriaux règlent la production des biens et la distribution du travail. Prix et salaires jouent un rôle modeste. Ceux qui nous sont parvenus peuvent représenter des valeurs maintenues par le coutume et le droit aussi bien que des grandeurs correspondant à des échanges de marchandises ;
- à partir du Xe siècle se développent des villes dont les besoins ne peuvent plus être couverts par leurs propres territoires. Aussi, les grands domaines seigneuriaux vendent-ils de plus en plus de produits agricoles aux villes et les professions urbaines se spécialisent d'une manière de plus en plus raffinée. Commerce et transports se développent. Le besoin d'argent des seigneurs explique la transformation des services et des redevances en nature en prestations en espèces. C'est ainsi que progressivement la rente féodale va être supplantée par une rente foncière variable dont une des premières manifestations sera le prix élevé des terres situées près des villes. L'auteur se base pour cette analyse sur les thèses des historiens Rogers (1892), Diehl (1932), Kotschke (1908), Knapp (1896), Wittich (1896), Max Sering (1908).

Dans une seconde partie, M. Abel analyse les thèses de l'école de E. Labrousse (1935) à propos des causes des crises agraires en économie préindustrielle pour les appliquer aux différentes conjonctures qui se sont succédées en Europe centrale et occidentale du XIIIe au XVIIIe siècle. Il conclut à leur validité à condition de tenir compte également des mouvements de longue durée des prix et du niveau de revenu des couches pauvres de la population.

Ces thèses sont les suivantes :

- 1° Les bonnes récoltes provoquent un accroissement général de l'activité, les mauvaises sa stagnation.
- 2° Une mauvaise récolte provoque une hausse des prix céréaliers. Pour la plupart des paysans, elle signifie une perte de revenus, parce que le surplus des recettes dû à la hausse des prix ne compense pas l'insuffisance des quantités négociables. A cette perte s'ajoute la diminution des heures de travail et de gain lors de l'engrangement et la transformation ultérieure de la récolte. La

mauvaise récolte oblige les habitants des villes à dépenser davantage pour se nourrir, donc à restreindre leurs dépenses dans d'autres secteurs. La demande de services et de produits artisanaux diminue, d'autant plus que les paysans eux-mêmes achètent moins. En conséquence les ventes de l'artisanat et de l'activité commerciale stagnent. On demande moins d'ouvriers, les salaires restent bas ou baissent ; les gens cherchent en vain du travail. Quand les récoltes s'améliorent, le prix des produits agricoles diminue, les revenus paysans augmentent, les habitants des villes achètent davantage.

Du XI^e au XIII^e siècle, la population de l'Europe centrale et occidentale triple ou quadruple. La masse monétaire augmente et on assiste à un essor urbain et rural. Ces masses croissantes de population ne pouvaient être nourries que par un accroissement des activités agricoles. Plusieurs facteurs contribuent à cet accroissement : le développement de la rente foncière au détriment de la rente féodale permet une organisation plus libre et plus intense de l'économie paysanne, l'assolement triennal se généralise, les cultures se diversifient, l'usage de la charrue lourde avec roues, coutre et versoir et un nouveau type d'attelage se répandent, enfin les défrichements s'accroissent.

Au XIII^e siècle, les prix agricoles jusqu'alors stables commencent à augmenter. Au fur et à mesure de l'essor démographique, la terre est devenue plus rare, l'augmentation simultanée de la monnaie en circulation provoque la hausse des prix. Le renchérissement des prix agricoles suscite une augmentation de la rente foncière (prix de la terre, fermages, baux à temps) et des revenus de la noblesse. Ce siècle est aussi marqué par l'épanouissement des villes, l'accroissement des salariés et des salaires réels qui connaissent une augmentation encore plus rapide que les prix des céréales.

Au XIV^e siècle, une succession d'hivers durs, d'étés pluvieux réduisent les récoltes au point de provoquer des disettes, des famines aggravées par des épidémies meurtrières de peste bubonique qui causèrent la mort de 1/3 à 2/3 de la population de l'Europe centrale et occidentale. Pendant les deux premiers tiers du siècle les prix agricoles ne baissent pas. La forte mortalité des paysans provoque une réduction de l'offre en céréales. Le dernier tiers est marqué par une dépression agraire inaugurée par une suite de bonnes récoltes qui provoqua une chute des prix agricoles tandis que les prix des produits artisanaux devenaient très élevés par rapport aux prix agricoles. La pénurie de main-d'œuvre provoquée par la peste noire est responsable d'une hausse des salaires réels. Les fermes et les champs dépeuplés se transforment en pâturages d'autant plus que la production de viande et de laine est stimulée par un accroissement de la demande urbaine alors que le dépeuplement diminue la demande en céréales.

Au début du XV^e siècle, les prix agricoles sont donc très bas et les prix artisanaux très élevés. Les premières années du XV^e siècle sont marquées par des étés pluvieux, des orages de grêle, des disettes et des famines responsables de mauvaises récoltes qui provoquent la hausse du prix du blé. Cette hausse atteint les produits animaliers et a des répercussions sur le train de vie des habitants des villes et l'écoulement des produits artisanaux, ce qui provoque une baisse des salaires.

La hausse des prix agricoles du XV^e siècle est cependant toute relative, car les salaires restent trop élevés par rapport aux prix de vente obtenus par les

fermiers. Aussi, le XVe siècle se caractérise-t-il par des abandons de champs, de villages, par un exode des paysans vers les villes. Pour éviter cette hémorragie et pour repeupler leurs seigneuries, les propriétaires diminuent les redevances des locataires fonciers et hypothèquent leur propre pouvoir d'achat. Beaucoup de seigneurs deviennent des brigands ou des mercenaires, tandis que se multiplient les jacqueries. Après avoir réfuté les thèses d'autres historiens qui attribuent la crise agraire à des changements de système monétaire comme W.C. Robinson (1959), E.J. Hamilton (1960), ou à une surproduction céréalière comme K. Lamprecht (1885), W. Abel y voit comme cause déterminante un arrêt de la croissance de la population dû non seulement à la forte mortalité des XIVe et XVe siècles mais aussi à des facteurs divers tels que les systèmes matrimoniaux en vigueur et le développement de la prostitution.

Le début du XVIe siècle est caractérisé par une période de paix en Allemagne et en France avant les guerres de religion, par la fin des guerres privées en Angleterre. Cela permet un accroissement de population dont les indices sont une reprise des déboisements, des assèchements aux Pays-Bas, une recrudescence du « Drang nach Osten », une intensification et une différenciation régionale de la production agricole. Les prix des céréales montent de 400 %. L'accroissement des métaux précieux n'y serait pour rien contrairement aux thèses de Jean Bodin, les prix ayant commencé à monter en Europe avant l'arrivée des premières flottes d'argent.

Pour expliquer la hausse des prix agraires au XVIe siècle, W. Abel adopte la thèse de Ricardo suivant laquelle quand la population augmente, les denrées de première nécessité augmentent de prix et les salaires n'augmentent pas suffisamment pour permettre à l'ouvrier d'acheter autant de choses utiles qu'auparavant. Aussi, la condition des salariés se détériore-t-elle. Dans les villes, la chute des salaires réels amène la sclérose des corporations qui limitent leur recrutement, élèvent leurs droits d'entrée et établissent un *numerus clausus* des maîtres. Le chômage augmente démesurément provoquant une extension considérable de la mendicité.

Dégagés de leurs obligations militaires par la multiplication des armées de mercenaires, les seigneurs se consacrent à leurs terres et obligent les paysans à plus de prestations gratuites que par le passé ; mais les souverains épongent sous forme d'impôts le rendement accru des fermes paysannes. De plus, enrichis par la pratique du capitalisme commercial, beaucoup de bourgeois achètent des propriétés terriennes pour grimper dans la hiérarchie sociale et placer leur argent ; ce qui accroît encore le prix du sol.

Au début du XVIIe siècle, l'expansion séculaire de l'agriculture s'arrête brusquement. Des dizaines d'années durant les prix avaient augmenté, on avait défriché, gagné de la terre sur la mer, réorganisé la culture de l'Est de l'Europe. Le volume des échanges commerciaux avait augmenté, le marché s'était élargi. Quelques bonnes récoltes ont suffi pour déclencher une baisse longue des prix. En Allemagne, la guerre de Trente Ans provoque momentanément la hausse des prix des céréales mais les destructions et la mortalité provoquent ruine et abandon de territoires cultivés. En cas de mauvaise récolte, les paysans souffraient de la faim et en cas de bonne récolte les prix tombaient si bas qu'ils ne pouvaient

faire face à leurs obligations vis-à-vis de l'Etat et des propriétaires. D'autre part la réduction des populations provoque une hausse durable des salaires qui hypothèque encore la condition des paysans. En France la baisse des fermages, du prix de la terre commence vers 1650 pour durer jusque vers 1750 et s'explique par les mouvements antagonistes des prix céréaliers et des salaires et par les charges fiscales des guerres de Louis XIV. En Angleterre, les prix céréaliers connaissent comme en France des variations de courte durée, les bonnes récoltes étant accompagnées de prix bas et les mauvaises de prix élevés. La baisse des fermages et du prix de la terre commence également pendant les années 1660 provoquée, semble-t-il, par les importations irlandaises et américaines, la hausse des impôts, l'épidémie de 1665 et l'abondance des céréales.

De 1740 à 1810 environ, les prix céréaliers remontent en Europe. Ils montent beaucoup plus que les prix industriels et les salaires. Le pouvoir d'achat des salaires diminue. Parmi les causes, une diminution de la valeur de l'argent due à l'exploitation de nouvelles mines d'argent au Mexique, l'usage de plus en plus fréquent de monnaies fiduciaires et un accroissement de la population européenne. Le besoin d'accroître la production agricole se traduit par une intensification des *enclosures* en Angleterre et en Flandre et ailleurs par la mise en culture de nouvelles terres.

La montée des prix conduit à l'augmentation des fermages, des prix de la terre, des impôts, du train de vie des propriétaires. De mauvaises récoltes provoquent une crise au début du XIXe siècle.

A partir du milieu du XIXe siècle, les crises vont prendre un autre aspect. Jusqu'alors, en cas de hausse des prix agraires, les salaires et les prix industriels augmentaient mais dans une mesure moindre. L'agriculture jouait un rôle de régulateur des prix qu'elle perd à partir du milieu du XIXe siècle. Les baisses de prix des XIVe-XVe siècles et des XVIIe et XVIIIe siècles ont été le résultat d'une stagnation ou d'une diminution de la population, provoquées par les guerres et les épidémies. Elles se caractérisent par la hausse des salaires, la baisse des prix céréaliers. Tandis que les crises agraires du XIXe siècle ont coïncidé avec une période de croissance démographique et ne sont plus en Occident que les phases modelées par des guerres, la politique commerciale, d'une expansion continue qui, si elle n'exclut pas les disettes, élimine au moins les famines.

Cet ouvrage ardu me paraît éclairer l'évolution économique, politique et sociale de l'Occident d'une manière dont il nous faudra désormais tenir compte dans notre enseignement.

R.R.

VANDENBROECKE, C., *Agriculture et alimentation, L'agriculture et l'alimentation des Pays-Bas autrichiens, Contribution à l'histoire économique et sociale à la fin de l'Ancien Régime*, publication du Centre belge d'histoire rurale, n° 49, Gand-Louvain (Blijde Inkomstraat 29, 3000 Louvain), 1976.

Présentée comme thèse de doctorat à l'université de Gand en 1970, traduite en 1974, cette remarquable étude est maintenant livrée en version française sous forme d'un volume de 694 pages, augmenté de cartes et de graphiques du plus

haut intérêt ainsi que d'un tableau de conversion des poids, mesures et monnaies utilisés au XVIIIe siècle dans nos régions.

Par rapport à la situation précédant la Guerre de succession d'Autriche, les Pays-Bas autrichiens connaissent dans la seconde moitié du XVIIIe siècle une mutation socio-économique à laquelle contribuent les facteurs démographiques, l'évolution de la mise en valeur des terres ainsi que de la politique commerciale, douanière et tarifaire où se manifeste l'influence d'une gestion publique plus soucieuse d'efficacité.

Innombrables sont les données que le professeur, soucieux d'adapter à la condition des masses populaires l'histoire trop influencée par l'exceptionnel des situations privilégiées ou festives, pourra ici découvrir et exploiter après les avoir adaptées. Tout en soulignant le caractère relatif des informations propres aux statistiques élaborées à partir de documents incomplets et sur base de moyennes nationales, nous retiendrons notamment ce qui suit.

Le succès relatif de la politique de défrichement, la hausse des fermages, le partage du communal, l'amélioration des rendements, résultat plus de la parcellisation et du travail de jardinage que de l'exploitation des grands domaines, le tout à mettre en rapport avec le crû démographique.

Les exportations de céréales représenteront jusqu'au dixième de la production, mais le tableau de l'évolution des espèces cultivées (p. 106) laisse apparaître une chute des céréales au bénéfice de la pomme de terre. Le seigle l'emporte largement sur le froment, abondant en Flandre et en Brabant. Liège et Namur consomment surtout de l'épeautre. Ceci vers 1813 encore. Une série importante de graphiques montrent les fluctuations des prix et la tendance générale à la hausse. De même des tableaux chiffrés marquent l'évolution de la consommation par tête. La pomme de terre apparaît comme un élément régulateur important grâce au haut rendement qui rentabilise les petites surfaces, à sa teneur en vitamines qui pallie certaines carences alimentaires, ainsi qu'à son utilisation dans l'élevage porcin, élément principal de la consommation en produits d'origine animale. Si le cheptel porcin augmente, par contre le troupeau de moutons diminue en raison de la clôture des communaux, tandis que les bovins se maintiennent en dépit d'épizooties (peste bovine) contre lesquelles est inaugurée la pratique de la « tue-rie », efficace pour limiter le mal, mais néfaste à l'art vétérinaire dont les progrès sont retardés aux Pays-Bas autrichiens par rapport aux pays voisins plus soucieux de trouver remèdes scientifiques aux maux.

L'Académie ne négligera cependant pas de stimuler les recherches en matière d'agriculture et d'industrie.

La consommation annuelle moyenne de viande, de 15 kg environ en 1750 tombe à 9-10 kg en 1850, contre 40 kg en 1950 et 62 kg en 1965. Les grandes villes consomment davantage que les campagnes qui pour la période 1750-1850 sont nettement en dessous des moyennes des pays voisins.

La comparaison des régimes alimentaires laisse apparaître que pour la fin de l'Ancien Régime, les Pays-Bas autrichiens se situent au niveau des pays sous-développés du type turc ou chilien des années 1930, avec un déséquilibre important de protéines d'origine animale cause de déficiences traduites par des avitami-

noses, le rachitisme et divers handicaps favorisant les infections et épidémies spécialement dans les catégories populaires inférieures, chez les enfants et chez les vieillards.

La sous-alimentation chronique d'une partie importante de la population a évidemment une influence sur le comportement social (mendicité, ivrognerie) et sur l'humeur politique (mouvements populaires).

Le pain de seigle et la pomme de terre constituent l'ordinaire quotidien des familles de travailleurs et de journaliers non qualifiés, c'est-à-dire de la majorité. La situation continuera à se dégrader durant le XIXe siècle, comme en témoigne l'augmentation de la culture de la pomme de terre. L'importation des céréales du Nouveau Monde à la fin du siècle agira sur la baisse des prix et sur la conversion de la culture en élevage favorable à la mutation alimentaire du XXe siècle qui fait apparaître notre pays parmi les régimes alimentaires les mieux équilibrés des pays riches.

De nombreuses notations sur le rôle (bénéfique) de la brasserie et de la distillerie sur l'agriculture, la consommation du café et du thé, et spécialement des sucédanés, l'importance du sucre et du sirop « véhicule de toutes les nourritures », donnent de nos anciennes populations une image plus fidèle de la vie qui fut encore celle de nos proches aïeux dans les milieux modestes du début du XXe siècle.

Un livre à consulter et à exploiter, à tout prix, en rendant hommage au labeur et à la probité de l'auteur très conscient du caractère relatif des choses dans ces domaines ardues et nouveaux.

R.V.S.

FLANDRIN, J.-L., *Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société*, coll. « Le temps et les hommes », Paris, Hachette, 1976.

Sur ce sujet, l'auteur a déjà apporté deux contributions appréciées : *L'Eglise et le contrôle des naissances* (Flammarion, « Questions d'histoire ») et *Les amours paysannes (XVIe-XIXe siècles)* (Gallimard, « Archives »). La famille est aujourd'hui au cœur de nos débats de société. Rien d'étonnant que les historiens s'y soient intéressés, bien longtemps, il faut le reconnaître, après les juristes et les sociologues. L'étude sémantique fait apparaître que la famille joint les notions de parenté restreinte et de résidence avec les domestiques sous l'autorité du chef de famille. Elle a un sens plus large, à qui les grands réservent le terme de lignage. Dès le milieu du XVIIIe siècle, la famille étroite prend vis-à-vis de la parenté et des serviteurs une indépendance, qui caractérisera la société libérale du XIXe siècle et est aujourd'hui mise en question.

La nature de la parenté est complexe. Elle se fonde sur le sang et la propriété héréditaire. Elle crée la solidarité dans la conquête ou l'exercice du pouvoir. Elle se renforce par la clientèle. Elle s'étend fort loin en droit civil et en droit canon. Les bourgeois, faute de loisirs, semblent moins la connaître et la cultiver que la noblesse. La parenté spirituelle et les alliances jouent le même rôle. En milieu populaire, la solidarité familiale se manifeste de diverses manières : visite de

parents, protection des orphelins, éducation des jeunes neveux ou cousins, qui n'empêchent pas les solidarités professionnelles et sociales.

Contrairement à la théorie de F. Le Play sur la famille-souche, la dimension moyenne du ménage européen était aux XVI^e-XVIII^e siècles de quatre à six personnes, comme l'ont montré les travaux de Peter Laslett. Si, dans les recensements, les ménages pauvres apparaissent moins nombreux, c'est d'abord que, pour réunir la dot, ils se mariaient plus tard, que les intervalles intergénéraliques étaient plus grands du fait de la mise en nourrice, que la mortalité infantile était plus grande, que les enfants, entrant tôt comme domestiques chez les grands propriétaires et les métayers, étaient comptés dans leurs ménages, prolongeant en quelque sorte la famille esclavagiste de l'antiquité. La famille nucléaire semble avoir été partout majoritaire, surtout dans la France du Nord et l'Angleterre. Le rapport entre la coutume successorale et la structure familiale est difficile à établir formellement. Quand le droit favorisait l'aîné, la famille communautaire et polynucéaire était plus fréquente. L'égalité des héritiers favorisait la famille réduite. Mais il faut tenir compte de la conjoncture, de la richesse de la terre et du milieu familial. L'enracinement au sol semble avoir favorisé l'organisation soit patriarcale soit communautaire. Dans son cadre, la vie familiale va évoluer de la promiscuité vers plus de confort et d'intimité. La charnière est bien le XVIII^e siècle. Le cadre restreint de l'habitation d'Ancien Régime comportait une promiscuité tempérée par les interdits sexuels, moraux et sociaux. Le sommeil dans un même lit était une manifestation du sentiment communautaire, un lien privilégié de la vie de famille, un abri contre la rigueur de l'hiver. Le repas familial, surtout celui du soir, ainsi que les veillées familiales ou entre voisins, si répandues dans les pays démocratiques de l'Est et du centre de la France, contribuaient considérablement à la cohésion de la famille et de la communauté. L'évolution vers l'individualisme a été plus rapide dans les villes que dans les campagnes, et variable selon les classes sociales. La Réforme protestante et la Réforme catholique y ont contribué fortement.

La conduite et la morale domestiques ont varié selon les régions, les milieux sociaux et le temps. L'autorité maritale reconnue par le droit et la doctrine chrétienne était souvent exercée abusivement, surtout chez les paysans. Ceux qui ne la faisaient pas respecter étaient victimes de promenades sur l'âne et de charivaris. Mais au XVIII^e siècle la rigueur de l'autorité maritale s'adoucit. L'autorité parentale s'est, semble-t-il, renforcée, sous l'influence du droit romain et de la monarchie absolue, dès le XVI^e siècle, sur la personne et les biens des enfants et petits-enfants, dans la décision du mariage et le choix des conjoints. La monarchie et l'Eglise essayèrent d'une manière ambiguë de concilier l'autorité paternelle et la liberté du mariage. De plus en plus dès le XVII^e siècle, l'Eglise insista sur les devoirs des parents quant à l'éducation et l'établissement de leurs enfants. Alors qu'au moyen âge les serviteurs étaient considérés comme inférieurs, ils furent incorporés dans la famille. Le maître doit surveiller leur morale et leur religion, les traiter avec équité, éviter la promiscuité. Il faut les choisir avec soin pour qu'ils n'introduisent pas l'immoralité dans la communauté familiale. L'étude des manuels de confession, inspirés plus par la crainte du péché que par une morale de l'amour, pourrait faire apparaître la tiédeur des bons sentiments et la vigueur des mauvais que le despotisme marital et parental devait susciter. L'amour entre

parents et enfants n'apparut spontanément qu'au XVIII^e siècle. L'Eglise catholique s'est toujours méfiée de l'amour conjugal et l'ordonnait exclusivement à la procréation, y voyant un remède à la fornication. En Angleterre, Puritains et Anglicans considéraient l'amour conjugal comme un devoir et lui reconnaissaient une dimension charnelle honorable. En France, l'évolution vers l'amour sentimental se manifesta dès le XVII^e siècle dans les procès de rupture de fiançailles. Les philosophes du XVIII^e siècle ont rêvé de l'instituer mais le mariage restera lié au XIX^e siècle aux considérations sociales et au patrimoine.

Il était bien difficile aux hommes et aux femmes de l'Ancien Régime de mener une vie sexuelle normale et de faire vivre les enfants qu'ils mettaient au monde. L'Eglise imposait le devoir conjugal aux époux, et aux autres la continence et le célibat. Cette rigidité morale engendra la prostitution, le concubinage, contre lesquels la répression fut organisée avec le Concile de Trente. Le devoir conjugal l'emporta longtemps sur les devoirs vis-à-vis de l'enfant. Il est difficile de dire dans quelle mesure la contraception était connue. Il semble établi que, dans les régions de famille nucléaire, il y ait eu une relation entre fécondité et mortalité infantile. Celle-ci était liée au manque d'hygiène et à la pauvreté, mais surtout à l'allaitement mercenaire, auquel les travailleurs pauvres des villes étaient contraints eux-aussi de recourir. La fin de l'allaitement et donc de la stérilité maternelle rétablissait la fécondité du couple, mais l'allaitement mercenaire provoquait une mortalité dramatique chez les nourrissons. Le sevrage prématuré était tout aussi néfaste. Entre la continence et la mort répétée de leurs enfants, les couples n'avaient de ressource que dans la restriction volontaire des naissances. Cette « révolution malthusienne » a commencé en France vers 1740, un siècle plus tôt qu'en Angleterre. Elle s'accompagne d'une nouvelle morale familiale, plus courtoise envers l'épouse, plus soucieuse des devoirs envers l'enfant, plus sentimentale et repliée sur la famille nucléaire. La crainte des accouchements douloureux et souvent mortels a poussé l'épouse à refuser le devoir conjugal ou à user de moyens contraceptifs. La mise en nourrice fut rejetée. Mais surtout la contraception résulta d'une transformation des mentalités, d'un refus de la rigueur de la morale catholique après le Concile de Trente encore aggravée par le jansénisme. Les époux, d'abord dans les milieux aisés et intellectuels inspirés par les Lumières, ensuite les nourrices paysannes instruites par les dames qui leur confiaient leurs enfants, ont rejeté tout terrorisme moral. Si l'Angleterre a pris du retard, c'est que les femmes y ont acquis plus de liberté à l'égard de leurs époux, que leurs enfants s'engageaient très jeunes dans le travail salarié et que la révolution industrielle a absorbé le surplus de main-d'œuvre.

Un beau livre, plein de faits et d'idées. Il s'attache à faire la synthèse des travaux des juristes, des sociologues, des historiens économistes et démographes. Il multiplie les questions, les hypothèses, les pistes de recherche. Sa richesse est faite aussi de multiples citations des contemporains, de tableaux et graphiques, auxquels nous invitons nos collègues à se reporter. Il nous plonge au cœur des problèmes humains et sociaux. Un livre exigeant qui, pour atteindre ce dont les hommes n'ont parlé qu'avec réserve et pudeur, use de détours intellectuels et d'hypothèses de travail. Il ne peut laisser indifférent. Une belle contribution à l'histoire de la société et de la population occidentales du XVI^e au XIX^e siècle.

J. Du.

NOTES ET GLANURES

LES CELTES

MARKALE, Jean, *Le Roi Arthur et la société celtique*, coll. « Regard de l'histoire », Paris, Payot, 1976.

L'ouvrage que l'auteur a consacré à *La femme celte* en 1973 a donné un aperçu de la foisonnante richesse des sources auxquelles il recourt et de l'originale interprétation qu'il leur donne pour cerner la réalité mouvante d'une matière que l'histoire officielle a obstinément refusée. Nous retrouvons ici la même manière d'interroger les documents pour leur faire dire ce qu'ils contiennent mais qu'ils ne veulent pas dire dans le contexte d'oppression où se trouve une société aux prises avec les contraintes pesantes de l'autoritarisme, d'une monarchie et d'une religion victorieuses.

Le but de cette étude est de cerner un personnage sans déterminer *a priori* s'il est réel ou imaginaire et de grouper autour de lui des lignes de forces qui le créent et qui l'expliquent ; de reconstituer une société telle que l'ont rêvé les ancêtres et dont les analogies sont grandes avec certaines sociétés amérindiennes où le chef n'a de pouvoir que moral dans un contexte social sans frontière autre que le présent.

Après une œuvre de décryptage de la littérature arthurienne à la lumière du différend entre les Capétiens et les Plantagenêts, se trouve replacée la figure d'un Arthur, *dux bellorum*, représentatif des âges sombres de l'île de Bretagne aux Ve-VIe siècles dans une société aux caractères spécifiques distincts de ceux des Romains et autres peuples occidentaux. La mort d'Arthur marque la fin de l'indépendance bretonne. Les multiples petits chefs qu'il avait réussi à regrouper sous son commandement seront incapables de refaire leur unité. L'infiltration des Saxons ne laissera subsister que les îlots celtiques du Nord (Ecosse), de Cornwall et de Galles.

Héros disparu, Arthur va revivre dans le mythe grâce auquel les populations asservies s'accrochent au sentiment de leur grandeur et communient dans l'espérance d'un renouveau. La Table ronde est l'incarnation de la société idéale dont ils rêvent. Arthur devient un dieu entouré d'autres dieux où nous n'avons pas de peine à reconnaître la triade indo-européenne accompagnée de la déesse soleil Guenièvre-Grainné (Yseult la Blonde). Grand bavard, brailleur, buveur et querelleur, le Celte appartient à une société originale pénétrée du sens de la relativité. Les unités de base formées de familles à quatre générations (*fhine*) s'associaient par trois

pour former la *tuath* ou tribu. Entre ces familles ou clans se nouaient des liens matrimoniaux et des liens de fait par la pratique du *forestage* notamment. Ainsi se manifeste à travers l'unité dans la diversité, un pragmatisme absolu dont ont en partie hérité les Anglo-Saxons et dont témoignent maints autres exemples, l'habitude entre autres d'estimer la valeur de la terre par le nombre de têtes de bétail qu'elle peut entretenir. Cette société à l'opposite de la mentalité juridique des Romains vit au contact de la nature avec ce qu'elle a de vivant et de relatif.

On regrettera que sur la base ainsi établie, l'auteur se laisse entraîner à des considérations d'ordre polémique inspirées de l'espoir de rendre aux régions actuelles une indépendance à l'égard des autorités centrales. C'est mal servir une cause intéressante à laquelle est consacré au total bien du talent.

R.V.S.

MYLES-DILLON, N., CHADWICK, K., GUYONVARCH, Ch.-J., *Les Royaumes celtiques*, coll. « L'Aventure des Civilisations », Paris, Fayard, 1974.

Au cours du dernier millénaire avant l'ère chrétienne, les Celtes ont occupé un territoire s'étendant de l'Irlande à la Galatie. Le but du livre est de retracer leur histoire, jusqu'à la fin de leur indépendance.

Dès le premier chapitre, les auteurs attirent notre attention sur les ressemblances avec l'Inde, conséquence de l'origine indo-européenne des Celtes. Suivent quelques chapitres assez fastidieux sur les royaumes celtiques des Îles Britanniques ; vient ensuite un aperçu sur la religion, la littérature et l'art.

Le livre se termine par un chapitre très intéressant consacré à la Gaule. Ce chapitre a été ajouté à l'édition française par le traducteur, Ch.-J. Guyonvarc'h.

J.C.

CHINE

AUDREY, Francis, *Chine 25 ans, 25 siècles*, coll. « L'Histoire immédiate », Paris, Le Seuil, 1974.

L'Histoire immédiate... Le rêve et la crainte de tous les historiens. Qu'ils se rassurent : l'auteur a su éviter avec bonheur les travers journalistiques auxquels certains ouvrages de cette veine nous avaient habitués. Il s'agit plutôt ici non seulement d'un bilan, — comme son titre l'indique, — mais surtout d'un ensemble de

réflexions présentées avec beaucoup d'honnêteté intellectuelle, quelques-unes sous forme d'hypothèses, d'autres projetées à long terme dans l'avenir, toutes intéressantes à l'homme du XXe siècle, fasciné par « cette autre phase du monde ».

La Chine, que ce soit l'Empire du Milieu dont nous parlait Marco Polo ou celle du président Mao, a toujours paru à l'Occident un pays bien lointain et bien étrange d'où l'intérêt de cet ouvrage dans lequel l'auteur insiste sur une certaine pérennité du gouvernement de ce pays. La Chine a toujours été dirigée par la pensée, que ce soit Confucius ou Mao ; cela lui est nécessaire, cela est son ciment.

Le chapitre traitant de la double élite, — la « militante » et la « fonctionnelle », — débouche directement sur la révolution culturelle et sur son prolongement « l'affaire Lin Piao ». L'élite fonctionnelle est l'héritière spirituelle de ce mandarinat bureaucratique et confucéen du XIXe siècle ; regroupant la majorité des cadres, des experts et des responsables de l'économie ou d'autres branches de l'activité nationale, elle est indispensable à la vie du pays. Bien que fidèle à la pensée de Mao, sa vision réaliste et pragmatique des choses la porte néanmoins à une certaine prudence révolutionnaire. L'élite militante, par contre, constituerait plutôt l'avant-garde de la révolution prolétarienne. S'appuyant sur les masses, à qui elle voudrait confier plus de tâches de direction, elle prône une collectivisation plus active à la campagne comme à la ville. Ces deux tendances existant au sein du Parti, la révolution culturelle apparaît donc clairement comme étant une violente offensive, voulue par Mao, de l'élite militante contre les tendances sclérosées, conservatrices, voire « révisionnistes » de l'élite fonctionnelle. Lorsqu'ensuite, il fallut reconstruire, on refit évidemment appel à cette élite qui avait été remise en question. Dans ce subtil mouvement de balancier, le président Mao tient, en effet, à ne pas laisser écraser une faction par l'autre.

D'autres chapitres analysent encore bien des points non moins dignes d'intérêt comme la démographie et ses obscurités ou l'ouverture relative de la Chine sur le monde extérieur.

Ce livre se termine par une chronologie du XXe siècle, un brève biographie des principaux personnages cités (ce qui est fort utile), quelques textes publiés en annexes et une carte du pays.

J.P.F.

CHESNEAUX, Jean, *Le mouvement paysan chinois, 1840-1949*, coll. « Points-Histoire », Paris, Le Seuil, 1976.

Un des meilleurs spécialistes de l'histoire chinoise analyse ici les caractéristiques et l'évolu-

tion du mouvement paysan à partir du moment où il s'est diversifié par rapport aux jacqueries traditionnelles et discontinues de l'ancienne Chine. Son but est de montrer la capacité politique des paysans dans une société industrielle et surtout la contribution de la paysannerie aux révolutions contemporaines, présentes ou futures.

Le mouvement Taïping, le mouvement Nian, le soulèvement des Boxers, les luttes paysannes de la fin de l'Empire échouent parce qu'ils se situent encore à l'intérieur de l'ancien mode de production choinois.

A partir de 1924, les choses changent. Les Unions paysannes d'abord, qui ne s'expliquent que par le contexte de la révolution de 1924-1927, instituent l'autogestion paysanne et sont fondées sur la priorité du politique vis-à-vis de l'économie. Le mouvement paysan de 1927-1937 ensuite, basé sur la lutte armée (les communistes ont été vaincus en 1927 faute d'instrument militaire) et sur la lutte de longue durée, s'organise dans des bases révolutionnaires géographiquement restreintes et économiquement arriérées (les moins bien intégrées dans l'économie de marché et les moins bien contrôlées par le pouvoir central). Il a pour but de briser l'idéologie des anciennes jacqueries paysannes. A Yanan enfin, les principes de la nouvelle démocratie sont basés sur l'alliance des « quatre classes révolutionnaires » : prolétariat, paysannerie pauvre et moyenne, petite bourgeoisie (y compris les intellectuels), « capitalistes nationaux ». Il faut abattre l'impérialisme, c'est-à-dire lutter contre les Japonais et abattre le féodalisme, c'est-à-dire lutter contre le propriétaire foncier et le pouvoir central.

Si la révolution chinoise a finalement été victorieuse, c'est grâce à l'intervention massive de la paysannerie. Mais, celle-ci n'a elle-même participé que sous l'effet d'influences extérieures : « les idées, les hommes et les formes d'organisation qui ont mis les paysans en mouvement entre 1927 et 1949 sont venus des villes et du monde moderne ». Il existe donc un double rapport d'interdépendance et d'enrichissement entre le mouvement paysan et la révolution communiste. Pour Mao, la paysannerie n'est pas un simple allié des forces révolutionnaires ; elle en fait partie par le biais de la lutte armée et par sa capacité à maîtriser collectivement et concrètement la théorie marxiste.

M. H.

HAN SUYIN, *Le premier jour du Monde, Mao Tsetoung et la Révolution chinoise, 1949-1975*, Paris, Stock, 1975.

Bien connue par ses romans, Han Suyin, fille d'un Chinois et d'une Belge connue durant ses

études universitaires en Belgique, s'essaye à l'histoire par le biais de son autobiographie. Rarement vie humaine a-t-elle été plus significative des drames du XXe siècle : colonialisme avec son cortège de mépris, libération des peuples avec le tragique de ses convulsions.

Nous lui devons ici plus qu'une histoire, une chronique relevant point par point les temps vécus par cette Chine, corps immense, auquel la Révolution prétend donner une âme avec la dignité de chacun. Face à l'immensité du peuple et du pays, face à l'immensité des tâches de relèvement à accomplir, un parti communiste formé de tendances disparates par dessus lequel Mao Tse-toung hisse son exceptionnelle stature faite de malice, de volonté, d'endurance, de sage lucidité : « le mendiant au parapluie percé » du folklore chinois. Tout cela joint à un immense amour pour l'homme en général, y compris ses ennemis, et pour le petit peuple en particulier.

La double éducation de l'auteur lui donne l'autorité nécessaire à l'élucidation de maints aspects des fluctuations politiques chinoises souvent peu claires pour les Occidentaux que nous sommes. Elle nous aide à démêler une information souvent tendancieuse parce que fondée sur une méconnaissance de la mentalité et de la spécificité chinoise. Du *Grand Bond* en avant, résultant de la politique des *Cent fleurs*, dont l'Occident se complait à souligner les erreurs, elle déclare : « Quels qu'aient été ses avatars et ses erreurs partielles, c'est une victoire. Il faut considérer, en effet, l'immense effort accompli : un quart de l'humanité a fait un bond de deux millénaires, de la Chine confucéenne à la Chine moderne, de la pensée pré-scientifique à la pensée scientifique, abattant toutes les barrières et remettant en question les idées reçues, créant une nouvelle structure économique, de nouvelles relations sociales, un nouveau mode de pensée et de comportement ».

La lutte contre l'U.R.S.S. s'inscrit dans la dénonciation du révisionnisme, c'est-à-dire de l'abandon des objectifs socialistes par ceux qui rétablissent sous couvert du marxisme un nouveau formalisme aristocratique. Le risque est permanent d'où l'utilité des « révolutions culturelles » immense psychodrame par lequel un peuple de 800 millions de membres se remet en question et démontre par la pratique l'utilité de la lutte contre soi-même comme contre les idées reçues. L'importance des excès montre l'importance des tares qu'il est nécessaire d'extirper pour que naisse l'homme socialiste. L'image de celui-ci ne peut d'ailleurs être figée. Le souci de Mao est d'enseigner, d'inculquer au peuple une conscience politique, la confiance en soi, l'audace de parler et d'agir, de penser par lui-

même. L'éducation doit aller à l'encontre de la soumission, de la docilité, de l'obéissance aveugle aux ordres venus d'en haut, d'où l'importance de la lutte anti-Confucius dont les écrits véhiculent ces principes en Chine depuis plus de deux mille ans. Les événements récents de ce pays montrent combien profondes sont ses racines.

R.V.S.

CHOW, Ching Lie, *La palanquin des larmes*, coll. « Vécu », Paris, R. Laffont, 1975.

A ranger à côté de l'autobiographie de Han Suyin, ce témoignage recueilli par G. Walter fait pénétrer le lecteur dans l'intimité d'une famille chinoise vivant à Shanghai avant et après la révolution de 1949.

La vie quotidienne dans l'ancienne Chine est ainsi minutieusement décrite, de même que l'ascension progressive d'une famille, la condition de la femme chinoise, le mariage arrangé, la soumission de la femme à la famille du mari. Mais l'influence de l'Occident est également perçue puisque Chow Ching Lie fréquente une école étrangère.

Enfin et surtout, à travers le récit et les émotions de la narratrice, nous percevons et nous comprenons les bouleversements, — heureux, — qui sont la conséquence d'une révolution qui n'a pas, comme tant d'autres, versé inutilement le sang et qui a ménagé la bourgeoisie.

Ce récit intéressera les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire.

M. H.

PASQUALINI, Jean, avec la collaboration de CHELMINSKI, Rudolph, *Prisonnier de Mao, Sept ans dans un camp de travail en Chine*, Paris, Gallimard, 1975.

Le livre de Jean Pasqualini, alias Bao-Ruo-Wang, ne manque pas d'éveiller en nous une masse d'idées contradictoires.

La « réforme par le travail » qui y est minutieusement décrite ne peut nous sembler ni tout-à-fait négative, ni tout-à-fait souhaitable. Normes de travail élevées, rations alimentaires basses (mais n'oublions pas que la situation décrite est celle de la famine de 1960-1961), adhésion psychologique et morale totale au régime, voilà qui ne semble guère enthousiasmant.

Cependant à côté de quelques gardiens trop zélés, Pasqualini nous montre beaucoup de communistes humains et compréhensifs, infiniment dévoués envers leurs prisonniers. La « surveillance mutuelle » est encouragée mais c'est

l'entraide qui règne au sein même des camps les plus sinistres. Nulle part de torture ni de contrainte physique, c'est par l'autocritique que le prisonnier doit devenir contrit et repentant. Une masse d'anecdotes à l'accent véridique nous renseigne sur l'organisation matérielle de la Chine en ces années difficiles et sur la mentalité nouvelle qui y naissait.

Quelques remarques s'imposent cependant quant à la valeur de ce livre hautement vanté par la publicité :

- il ne s'agit pas d'un témoignage direct. Les souvenirs de Pasqualini ont été écrits par un journaliste occidental, américain en l'occurrence ;
- ce n'est ni un livre d'actualité, ni un livre d'histoire. Les faits remontent à 15 ans et sont essentiellement anecdotiques ;
- Pasqualini avait une charge réelle contre lui. Il avait été agent de renseignement étranger à l'intérieur de la Chine de Mao.

Quel sort les autres pays réservent-ils à de tels éléments ? Et quel sort la révolution doit-elle réserver à ses ennemis de classe, en général ? Voici les deux thèmes de réflexion essentiels auxquels cette relation journalistique peut amener.

A. M.-M.

FRANCE

LORCIN, Mairie-Thérèse, *La France au XIII^e siècle, Economie et société*, coll. « Université, information, formation », Paris, Nathan, 1975.

Quoique sacrifiant un peu trop aux idoles nationales, cet ouvrage donne un tableau synthétique très complet de la société française en un siècle d'autant plus attachant qu'il marque la confrontation du système féodal et du mouvement urbain. L'époque est d'ailleurs prise au sens large avec débordement vers le XI^e et XII^e siècles d'une part et le XIV^e siècle de l'autre. Systématiquement, après des généralités soulignant la prospérité économique, le raffermissement de l'Etat, la réaction catholique, sont envisagés le monde rural puis les villes et les activités urbaines.

Tout est passé en revue : les hommes, le territoire et les techniques rurales ; les types de seigneuries avec les droits seigneuriaux (on notera au passage la pratique de la taille « à merci » même pour un homme libre) ; les seigneurs dans leurs patrimoines et fortunes diverses : la condition paysanne avec la hiérarchie de la fortune où les pauvres représentent la masse endettée et « réellement » asservie ; les artisans et métiers urbains avec leurs règlements ; les équipements et pratiques industrielles ; les échanges et la cir-

culatation : les monnaies et le commerce ; les statuts urbains et leur évolution avec une mention spéciale pour Paris.

Chaque chapitre est accompagné d'une bibliographie sommaire mais récente. Des cartes, schémas, tableaux et de nombreux extraits de textes de sources font de ce petit ouvrage une somme que l'on appréciera d'avoir à sa disposition pour traiter globalement de matières qui se situent dans le droit fil des programmes recommandés par l'enseignement nouveau de l'histoire.

R. V. S.

DAILLIEZ, L., *La France des Templiers*, coll. « Guide Marabout », n° 5, Verviers, 1974.

Ce petit livre est bien ce qu'il prétend être : un guide.

Spécialiste de l'histoire des Templiers, l'auteur a la sagesse de rester dans les limites d'une bonne vulgarisation et le mérite de démystifier la question. Il fait ainsi œuvre utile à une époque où l'audience de certains ouvrages et même de certaines collections se fonde avant tout sur le « mystérieux », voire le « fantastique » ou l'« irrationnel ». En historien, il sait rester dans les limites d'une saine critique : il rejette ce qui n'est pas fondé et montre ce qui est patent.

Une introduction succincte mais dense, où la Belgique n'est pas négligée, évoque la fondation de l'Ordre et résume l'œuvre des Templiers.

Une deuxième partie trace, à travers la France, des itinéraires en rapport avec le sujet. D'où le titre de guide.

La troisième partie complète la deuxième en reprenant par ordre alphabétique les diverses commanderies de France, commentées aux points de vue historique et architectural.

L'ensemble est agréablement illustré de reproductions photographiques en noir et blanc et en couleurs.

Les spécialistes pourront évidemment déplorer une certaine concision, quoique l'auteur ait toujours eu le souci de signaler ses sources. En revanche, le grand public, auquel l'ouvrage s'adresse aussi, trouvera, peut-être, certains développements trop arides ou trop savants. Tant il est vrai qu'il est bien difficile de concilier toutes choses.

Il n'empêche que nos étudiants curieux trouveront dans ce petit livre un apport intelligent à leurs connaissances. Et, si ce guide les incitait à modifier leur itinéraire de vacances, sans doute, aurait-il parfaitement rempli sa fonction.

H. B.

LABANDE-MAILFERT, Iv., *Charles VIII et son milieu (1470-1498), la jeunesse au pouvoir*, Paris, C. Klincksieck, 1975.

Ce gros ouvrage a pour but de retracer l'histoire du règne de Charles VIII, fils de Louis XI, le premier roi de France qui se laissa tenter par l'aventure italienne. Il constitue l'étude d'un personnage, moins folot et moins débile que certains ont voulu le montrer. Cependant l'auteur va bien au-delà puisqu'elle nous restitue le dynamisme de la société de la fin du moyen âge et du début des temps modernes. Il va de soi que la coupure arbitraire et scolaire entre ces deux périodes n'a plus de place dans cette étude.

Se pencher sur le personnage de Charles VIII, sur son milieu et sur son temps, c'est aborder les premiers contacts de l'Occident féodal avec l'Italie de la Renaissance : c'est aussi rechercher les raisons et les causes de ses expéditions italiennes. L'auteur ne nous donne pas une étude des structures économiques, sociales et politiques de la période charnière du XVe siècle, mais une approche de l'atmosphère mentale de la société française de ce temps. C'est une manière très vivante et très humaine d'aborder cette période de mutations.

L'ouvrage comprend quelques documents et vingt planches (noir et blanc).

P. B.

CHARTIER, Roger, JULIA, Dominique, COMPERE, Marie-Madeleine, *L'Éducation en France du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, SEDES, 1976.

S'il fallait témoigner que l'éducation scolaire et la manière dont elle a été conçue dans le passé peuvent donner une image conforme de la société du temps, le présent ouvrage en apporterait largement la preuve. Appuyé sur une large documentation, encore que démunie d'une bibliographie systématique, pourvu amplement de tableaux statistiques et autres, de cartes, de graphiques, il s'efforce de faire le tour de la matière à commencer par l'école au village jusqu'aux universités.

Tout en soulignant le rôle de l'école comme facteur d'adaptation à une fonction donnée, celle des classes dirigeantes évidemment, il marque corrélairement les oppositions à l'instruction au nom d'une innocence préservatrice des vertus du peuple comme les oppositions aux mutations scolaires dans la mesure où elles peuvent perturber l'ordre établi. Créateur d'écoles, Richelieu est hostile à l'instruction populaire de même d'ailleurs que Rousseau malgré son *Emile*.

Il est typique que la ventilation sociale dans un collège tel que celui de Billom dans le Puy-du-Dôme voit passer le pourcentage des élèves issus de familles de laboureurs et d'artisans de 33 à 6 durant la période 1690 à 1716. Il est typique aussi que parmi les diplômés les meilleurs des collèges figure un pourcentage plus important proportionnellement de fils sortis de ces mêmes milieux où l'on sait le prix de l'effort. Avec un taux de scolarisation de 14 à 20%, 1 garçon de 8 à 18 ans sur 58 fréquente l'enseignement secondaire entre 1710-1760. La scolarisation est trois fois plus forte dans la partie nord de la France proche des Pays-Bas que dans le Midi. Quant à l'alphabétisation, elle est significative : 98% en Suède, 95 en Prusse, 89 en Ecosse, 75 en Belgique, 70 en Angleterre, 63 en France, cela pour le XIXe siècle. Tel est le fruit d'un système d'éducation où la palme revient sans doute aux luthériens et aux calvinistes.

Si beaucoup de sources insistent sur le caractère rustaud, voire sado-masochiste de l'instituteur, l'origine élitiste des ordres religieux d'enseignement féminin explique une vision très limitée de la condition de la femme réduite à la prière, aux travaux de couture et au soin des enfants lorsqu'elle n'adopte pas elle-même la vie conventionnelle.

L'enseignement technique ne concerne que l'armée ou les industries d'art utiles aux dirigeants.

Les programmes des établissements continuent à refléter la tripartition sociale. Elle est à base de latin pour ceux qui se destinent aux charges de caractère divin, prêtrise ou offices publics, elle introduit le français et les mathématiques pour assurer la formation des cadres militaires, quant à la masse paysanne ou ouvrière une instruction « primaire » et un apprentissage lui conviennent bien assez. Les femmes sont mentionnées pour mémoire, simple outil de reproduction.

R.V.S.

BORDONOVE, Georges, *Les marins de l'an II*, Paris, Laffont, 1974.

A ceux qui « mangent du Jacobin » la lecture de cet ouvrage sera agréable s'ils apprécient les contradictions entre la manière dont sont présentés les acteurs, tout noir ou tout blanc, et la réalité des performances réalisées. Notamment celles de Jeanbon Saint-André, membre du Comité de Salut public, représentant en mission délégué à l'organisation de la victoire dans le domaine maritime que l'auteur présente sous un jour peu sympathique mais dont il ne peut s'empêcher de

souligner les qualités de mansuétude, de tolérance, de dynamisme, de clairvoyance, de compétence même, en matière d'administration et d'entreprise.

Contrastant avec le ton, assez déplaisant, de la partie introductive axée spécialement sur Jeanbon, la deuxième partie traite, de manière fort complète et plaisante à lire, des exploits de la flotte française chargée de protéger contre la flotte anglaise le gigantesque convoi de 130 navires chargés de vivres que la République a fait quérir contre de bonnes pièces d'or aux Etats-Unis d'Amérique. Celui-ci arrivera à bon port pour aider le pays à surmonter la tragique disette dont il souffre et l'aider à faire front contre tous les dangers qui menacent la révolution en 1793.

Même si l'auteur s'attarde complaisamment sur l'inexpérience, la couardise de beaucoup d'officiers sortis du rang ou de la marine marchande à qui la République a confié la charge de la défendre, il ne peut céler que les Marins de l'an II même s'ils comptent parmi eux des « voyous » n'ont pas manqué de ce courage dont firent preuve les soldats de l'an II.

« La révolution n'est pas un dîner de gala... » disait Mao Tséoung.

R.V.S.

BURGUIERE, André, *Bretons de Plozevet*, coll. « Bibliothèque d'ethnologie historique », Paris, Flammarion, 1975.

A partir des résultats publiés d'une vaste enquête interdisciplinaire menée par le Centre de recherches anthropologiques avec l'aide du Comité d'analyse démographique, économique et sociale animé par Robert Gessain, directeur du Musée de l'Homme, A. Burguière établit ici le rapport de synthèse que de l'aveu des membres de l'équipe il revenait à un historien d'établir. L'histoire n'est-elle pas le carrefour obligé de toutes les sciences humaines ? Démographie, anthropologie, géographie, histoire, socio-ethnographie se retrouvent associées, brassées, éclairées l'une par l'autre pour réaliser le portrait contemporain d'un microcosme choisi en raison de son caractère quelconque. Près de 100 chercheurs se sont succédés pendant sept ans sur les 2700 hectares de la commune bretonne de Plozevet, y compris les cinéastes ethnographes afin d'ausculter, scruter, sonder et décrire les composantes et l'ensemble du groupe social dans son milieu.

Les résultats de cette gigantesque enquête sont surprenants et ils justifient pleinement les espérances que pouvaient mettre dans cette entreprise ses initiateurs. Ils justifient totalement la vision

nouvelle de l'histoire servie par ses partenaires les plus imprévus. Ils démontrent largement que le tissu actuel de toute société est formé d'éléments d'origines multiples et d'âges différents, vestiges vivants des époques révolues et des structures périmées.

L'Ancien Régime survit longtemps à la Grande Révolution dans cette communauté paysanne, fermée, exclusive, faussement égalitaire où le régime *domanier* reflète les usages médiévaux, tandis que les défrichements par brûlis nous reportent aux origines néolithiques de l'agriculture dans ses rites de travail collectif. L'économie de cueillette est ici contemporaine de la révolution agricole bien lente d'ailleurs à adopter les techniques nouvelles en raison de l'abondance de la main-d'œuvre. La moitié des exploitations agricoles n'ont pas de charrue du tout en 1862 ; une seule faux est signalée en 1865, la moisson se fait à la faucille ; beaucoup de charrois se font encore à dos d'homme. La crêpe et la bouillie représentent les formes rudimentaires de la consommation des céréales. Peu d'artisans donc, une structure sociale peu différente de ce qu'elle pouvait être au moyen âge avec un clivage entre riches et pauvres dont les journaliers forment un volant de main-d'œuvre à bon marché constamment à la limite de l'indigence.

La pression démographique postérieure à 1880 et le développement des moyens de communications vont provoquer les mutations traduites par des défrichements, des cultures nouvelles, l'exploitation de la zone maritime et l'implantation du commerce. Innombrables sont les notations évoquant le maintien des structures mentales et sociales typiques d'une société économe de son bien, tout à l'opposé du schéma actuel de la société permissive de consommation.

Le milieu du XXe siècle voit la fin possible des paysans déchirés par l'envie de jouir des avantages des autres catégories sociales et par la nécessité de survivre qui provoque le retour aux formes ancestrales de l'entraide.

Deux camps se partagent les suffrages politiques et les attitudes religieuses. Le parti rouge, républicain dominé pendant près d'un siècle par la famille Le Bail, le parti blanc catholique et royaliste. Le caractère anticlérical s'explique peut-être, comme ailleurs, par le poids excessif de la fiscalité religieuse d'antan, ou par une christianisation de surface effacée avec la pratique culturelle. Les attitudes politiques actuelles en sont profondément influencées.

Monographie exemplaire, cette étude révèle à la fois ses qualités, ses imperfections et surtout ses limites dues à l'ampleur des moyens à mettre

en œuvre. Elle révèle surtout combien, en cette époque de mutation et de déracinement, il serait essentiel d'appliquer un nombre grandissant de collaborateurs de tous horizons scientifiques à la tâche de définir l'identité des sociétés d'hommes avant qu'elles ne se déshumanisent dans le creuset démentiel de la vie moderne. Pourquoi l'école et la population scolaire ne s'y emploieraient-elles pas sous la gouverne des maîtres ? A quand des gouvernants éclairés ? A quand le temps de s'y attacher dans les horaires scolaires ? *Historia magistra vitae !*

R.V.S.

FONVIELLE-ALQUIER, François, *Plaidoyer pour la IVe République*, Paris, R. Laffont, 1976.

Le propos de l'auteur, journaliste parlementaire, est d'analyser l'évolution de la IVe République, — en la comparant souvent à la Ve, — et de verser un plaidoyer en sa faveur au dossier de l'Histoire. Plaidoyer parfois difficile à lire en raison de l'utilisation de nombreux sigles non expliqués et d'un langage parfois ésotérique mais plaidoyer chaleureux à l'égard d'une période de l'histoire de France souvent critiquée (fin de la Deuxième Guerre mondiale - 1958).

En effet, si l'on a l'habitude de retenir de cette période la paralysie imposée par le Législatif à l'Exécutif, l'instabilité ministérielle, les scandales, les guerres d'Indochine et d'Algérie, le poids des groupes de pression, il conviendrait aussi de se pencher sur les réalisations positives de la IVe République (sur laquelle d'ailleurs n'a cessé de planer l'ombre du Général de Gaulle). A son actif, il faut porter la liquidation des séquelles de l'occupation, la reconstruction économique, l'adoption d'une législation plus favorable aux femmes, la décolonisation des protectorats français en Afrique, enfin et surtout, l'existence d'institutions parlementaires et la participation des citoyens à la vie politique, de loins préférables à une république présidentielle et technocratique.

M.H.

PATRIMOINE ARTISTIQUE

DEVLEIGHIER, L., *Les maisons à Bruges*, Inventaire descriptif, Liège-Tielt-Lannoo, Pierre Mardaga, 1975.

Ce gros ouvrage a été réalisé à l'initiative de la Députation permanente du Conseil provincial de Flandre occidentale. Il existait déjà un inventaire des maisons brugeoises, réalisé dès 1963 et qui aboutit à la publication d'un volume en 1968 ; une deuxième édition parut en 1974-1975.

Il comprend deux parties distinctes :

- une introduction rappelant les différents types de maisons que l'on trouve à Bruges, de la petite maison à un seul niveau à l'hôtel de maître, en passant par les fermes, jadis nombreuses sur le territoire de la ville (antérieurement à l'urbanisation accélérée résultant de l'accroissement de la population) ;
- une documentation iconographique et photographique très abondante (plus de 1100 photos, de maisons brugeoises - façades - plans - cours intérieures - portails, etc.). Chaque photo est datée. L'inventaire mentionne toutes les façades existantes, antérieures à 1800, les façades datables par une autorisation de bâtir ou par des caractères stylistiques pour les années 1800-1860, les façades importantes postérieures à 1850, les façades importantes disparues et celles pour lesquelles on ne possède que le projet.

En outre, 679 dessins au trait et 4 quadrichromies complètent l'information iconographique.

La conservation du patrimoine urbain représente un angoissant problème pour toutes les cités au passé prestigieux, notamment à Bruges, où au risque de la destruction de l'harmonie de la vieille cité s'ajoute celui de figer la ville et d'en faire un témoin sans vie.

L'ouvrage peut rendre de grands services lors de l'étude de la société belge aux XVIIIe et XIXe siècles.

P.B.

VANDEN BRANDEN, J.-P., *Musées de Belgique-guide*, Bruxelles, Créadif, 1975.

Le conservateur du Musée d'Erasmus et du Béguinage d'Anderlecht, J.-P. Vanden Branden, a réalisé, avec la collaboration d'A. Vivegnis, ce petit guide qui recense les innombrables musées que possède la Belgique et présente brièvement chacun d'eux, suivant l'ordre alphabétique, en mentionnant le contenu des collections et des renseignements pratiques divers. La liste thématique des musées permet un repérage aisé. On espère que la réédition prochaine sera mise à profit en vue d'une mise à jour tendant à homogénéiser les renseignements (absence d'adresse ou d'indication des heures de visite).

Cependant, cette restriction n'enlève rien à la valeur et à l'utilité de ce petit guide, qui sera le bienvenu dans les écoles. Nous le recommandons à tous ceux qui organisent des excursions scolaires en tout ou partie basées sur la visite de musées dus à l'initiative des pouvoirs publics ou de groupements soucieux de préserver le patrimoine de leur ville ou de leur région.

P.B.

**INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS
DES CAHIERS DE CLIO.
CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS.**

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en **italiques** seront soulignés d'un **trait continu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en gras seront soulignés d'un **trait ondulé**.
3. Les textes en CAPITALES courantes seront soulignés de **deux traits continus**, les CAPITALES GRASSES seront soulignés trois fois. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Les références bibliographiques et les notes seront rédigées selon les modèles suivants :
MORAZE, Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde ». Paris, A. Colin, 1957.
CHAUNU, Pierre. *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)* dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964.
Le nom de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italiques, le reste (y compris le prénom) en romain bas de casse ; tous ces éléments seront séparés par des **virgules**, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même note, ils formeront un seul alinéa.
6. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN, Léon-E., *La technique de l'Edition, Conseil aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
7. Toute citation de texte sera transcrite en **italique**. Les textes documentaires accompagnant les articles pédagogiques seront munis d'une notice d'identification.
8. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec grand soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement ;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème ;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographie, etc.

LA REDACTION

Editeur responsable : Maggy HODEIGE
rue J. d'Andrimont 9/085
4000 LIEGE

Les articles sont publiés sous la responsabilité
de leur(s) auteur(s).

TABLE DES MATIERES

INFORMATION SCIENTIFIQUE

L'historiographie comme science historique :

- | | |
|--|----|
| 1. SESTAN, E., <i>L'évolution de l'histoire face aux autres sciences</i> | 5 |
| 2. BREZZI, P., <i>Un nouveau langage pour l'historiographie dans la réalité socio-technologique de nos jours</i> | 16 |
| HELIN, E., <i>L'histoire aide-t-elle à comprendre les problèmes de population ?</i> | 28 |

INFORMATION PEDAGOGIQUE

- | | |
|---|----|
| <i>La démographie et l'enseignement secondaire, Séminaire interdisciplinaire de sciences humaines, avril 1975</i> | 37 |
| REVELARD, M., <i>La démarche pédagogique en histoire, Enseignement secondaire de type 1</i> | 55 |

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE

A PROPOS DE...

- | | |
|--|----|
| — ABEL, W., <i>Crises agraires en Europe (XIII^e-XX^e siècles)</i> | 61 |
| — VANDENBROECKE, C., <i>Agriculture et alimentation, L'agriculture et l'alimentation dans les Pays-Bas autrichiens</i> | 64 |
| — FLANDRIN, J. L., <i>Familles, parenté, maison, sexualité dans l'ancienne société</i> | 66 |
| NOTES ET GLANURES | 69 |